

La « commission Brandt » propose un programme d'urgence d'aide au tiers-monde

LIRE PAGE 30

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2.00 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 da. ; Allemagne, 1,30 DM ; Autriche, 13 sch. ; Belgique, 13 F. ; Canada, 9,00 \$; Côte d'Ivoire, 220 F CFA ; Danemark, 4,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grande-Bretagne, 30 p. ; Grèce, 35 dr. ; Irlande, 120 Ir. ; Italie, 600 L. ; Liban, 275 p. ; Luxembourg, 15 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 20 esc. ; Roumanie, 100 F RDA ; Suède, 2,50 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.R.S.S., 15 kope. ; Venezuela, 20 bol.

Tarif des abonnements page 23

A. RUE DES ITALIENS 75007 PARIS CEDEX 09 C.C.P. 6307 - 23 Paris

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Miguel Angel Estrella et les autres

L'annonce officielle, le mardi 12 février, que le planiste argentin Miguel Angel Estrella, détenu en Uruguay depuis décembre 1977, devait être prochainement libéré et expulsé est une très bonne nouvelle pour tous les défenseurs des droits de l'homme à travers le monde, à l'Ouest comme à l'Est. Elle encourage les militants anonymes des organisations de défense des prisonniers politiques, comme Amnesty International, à redoubler d'efforts pour convaincre une opinion trop souvent indifférente et contraindre des dirigeants réticents. Car la libération anticipée de Miguel Angel Estrella est d'abord une victoire de la persévérance et de l'amitié. Le gouvernement de Montevideo n'aurait pas cédé, dans le cas du planiste argentin, si les pressions extérieures n'avaient pas été de plus en plus insistantes et nombreuses.

Mais cette libération remet brutalement en lumière les méthodes de gouvernement à Montevideo et dans quelques autres capitales d'Amérique latine. Une personnalité modérée, M. Wilson Ferreira Aldunate, ancien ministre, exilé et opposant résolu aux maîtres de Montevideo, a déclaré avec un humour sombre que le régime autoritaire de son pays « traitait moins volontiers que les autres ». En revanche, les prisons sont surpeuplées, et les motifs les plus ridicules permettent de condamner à de très longues peines les opposants, réels ou supposés.

En Uruguay, un simple soupçon permet aux autorités d'arrêter, de maintenir en détention sans instruction et sans jugement, ou de laisser couvrir en geôle des hommes dont la culpabilité n'est pas établie. Miguel Angel Estrella était, lui, « coupable » d'amitié pour des militants supposés d'un mouvement subversif. Il était incarcéré dans une prison, dont les dirigeants uruguayens vantaient avec naïveté les « avantages », avec un millier d'autres détenus dont la majorité sont des hommes sans visage et sans nom, et dont personne ne réclamera l'élargissement ou même le jugement au nom de la simple équité.

Le planiste argentin a heureusement bénéficié d'une aide internationale de qualité et dynamique. Yehudi Menuhin présidait le comité de soutien constitué en sa faveur et qui avait recueilli plus de trente mille signatures. Des avocats, en particulier français, l'ont assisté et multiplié les visites. Mais un ressortissant français, Jean-Charles Serravallo, député, lui, en Uruguay depuis sept ans et demi, attend encore une mesure de « clémence » des autorités de Montevideo. Torturé après son arrestation, il a été condamné à dix ans de prison le 6 mars 1973. Des « promesses » de libération anticipée n'ont pas été jusqu'à présent suivies d'effet.

De nationalité argentine, Miguel Angel Estrella a été appréhendé par la police uruguayenne. Son cas, parmi tant d'autres, illustre les collusions évidentes, institutionnelles, entre les services de police et de renseignements de plusieurs pays d'Amérique latine, en particulier du cône sud : Chili, Argentine, Paraguay, Uruguay. Zelmar Michelini, ancien parlementaire uruguayen, a été assassiné à Buenos-Aires par un commando paramilitaire uruguayen en liaison avec la police argentine. Et combien d'autres inconnus victimes des fautes de police et de renseignements de ces pays... Une mission de la Fédération internationale des droits de l'homme, qui s'est rendue l'année dernière en Amérique du Sud, s'apprête à faire connaître ses conclusions sur les déportations d'enfants de détenus politiques, déportations bénéficiant de la complicité des différents gouvernements intéressés.

A Genève, devant la commission des droits de l'homme de l'ONU, le cas de l'Argentine, qui bénéficie paradoxalement de la protection soviétique, sera simplement examiné à huis clos...

(Lire nos informations page 4.)

L'épreuve de force américano-soviétique se poursuit sur le plan militaire et diplomatique

Alors que le Comité international olympique (C.I.O.) réunit à Lake-Placid ce mercredi 13 février les J.O. d'hiver, a refusé d'accéder à la demande de M. Carter concernant soit le transfert, soit l'annulation, soit le report des Jeux de Moscou, les Etats-Unis et l'Union soviétique poursuivent leurs démonstrations de force.

C'est ainsi qu'on a annoncé, mardi soir à Washington, l'envoi prochain en mer d'Oman d'un contingent de mille huit cents « marines » répartis sur quatre transporteurs de troupes ; il se confirme également que les Etats-Unis sont sur le point d'obtenir des facilités militaires en Somalie et au Kenya.

La décision du C.I.O. a entraîné la publi-

cation d'un communiqué de la Maison Blanche réaffirmant la position américaine. Le département d'Etat a, de son côté, confirmé que les Etats-Unis ne participent pas aux Jeux de Moscou que « si toutes les troupes soviétiques ont été retirées d'Afghanistan avant le 20 février ».

Toujours à Washington, l'ambassadeur de France, M. de Laboulaye, a eu mardi un entretien avec M. Vance, secrétaire d'Etat. A Paris, on se refuse à tout commentaire sur cette rencontre ; on précise seulement que M. Vance sera le « bienvenu » s'il décide de venir à Paris après sa visite, le 20 février, à Bonn. M. Robin, directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères, se rendra, d'autre part,

à Moscou avant la fin du mois. Son voyage avait été suspendu peu après l'invasion de l'Afghanistan.

Mardi après-midi, M. Souslov a prononcé un important discours devant le congrès du P.C. polonais. Prenant le contre-pied de l'intervention prononcée la veille par M. Gierak, le représentant de Moscou a plaidé en faveur du renforcement de l'unité du camp socialiste.

Mardi matin, enfin, le gouvernement australien a fait savoir qu'il n'imposerait pas d'embargo sur les livraisons de matières premières à destination de l'U.R.S.S., y compris sur celles qui revêtent une importance stratégique. Cette déclaration constitue une volte-face : le gouvernement australien avait suspendu, en janvier, ses exportations de titane en U.R.S.S.

Des renforts de « marines » en mer d'Oman

Mille huit cents fusiliers marins (appartenant au corps des « marines ») à bord de quatre navires munis d'armes de débarquement, vont rejoindre les forces navales américaines qui croisent en mer d'Oman, au large de l'Iran, ont indiqué, mardi 12 février, à Washington, des personnalités officielles qui, selon la tradition, ont demandé à garder l'anonymat. Les quatre navires, l'USS Zumwalt, l'USS Johnston et le San Bernardino, resteront dans cette région pour une durée indéterminée. Ils ont relâché mardi à la base américaine de Subic Bay, aux Philippines. Ils devaient faire, à la mi-mars, leur jonction avec la vingtaine de navires de la marine de guerre américaine qui sont en mer d'Oman.

Ces quatre transports de troupes avaient appareillé en janvier de la côte Ouest des Etats-Unis. Ils sont équipés, outre d'engins amphibies, d'hélicoptères, de chars M-60, d'armes antichars et d'obusiers de 105 mm. Les « marines » procéderont à des manœuvres dans la région des Philippines dans les quinze jours qui viennent.

On précise à Washington que leur mission consiste à améliorer la capacité de dissuasion des forces américaines au Proche-Orient dans le sens indiqué par le président Carter dans son message sur l'état de l'Union. Dans ce texte, celui-ci avait affirmé que les Etats-Unis étaient décidés à défendre leurs « intérêts vitaux » dans le golfe et qu'ils repousseraient au besoin par la force, toute poussée soviétique. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Jody Powell, a précisé de son côté, que l'envoi des « marines » n'était pas lié à la question des « oléoducs » américains de Téhéran.

Ce nouveau pas franchi par les Etats-Unis dans leur riposte à l'intervention soviétique en Afghanistan intervient au lendemain de l'annonce faite à Washington qu'Oman, le Kenya et la

Somalie ont donné leur accord à l'utilisation, par les forces américaines, de diverses facilités sur leurs territoires. Une délégation conduite par M. Bartholomew, chef des affaires politico-militaires au département d'Etat, vient d'effectuer une visite dans ces trois pays, ainsi qu'en Arabie Saoudite.

(Lire la suite page 4.)

Le plaidoyer de M. Souslov au congrès du P.C. polonais

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Après la défense de la détente avec le discours d'ouverture de M. Gierak, lundi 11 février, le huitième congrès du parti polonais a connu mardi sa journée « révolutionnaire ». Ce matin, lorsque M. Souslov, chef de la délégation soviétique, s'est approché du

micro, un étrange vent a secoué la solennelle torpue des lieux (1).

Le verbe est haut, le geste ample, le lyrisme vibrant : ce communiste est un tribun. Il donne le sentiment de croire au naufrage du capitalisme et à la marche victorieuse de la révolution mondiale.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

AVANT LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DE LAKE PLACID

Le C.I.O., unanime, réaffirme sa volonté de voir les Jeux d'été se tenir à Moscou

(Lire en page 3 et 21 les articles de notre envoyé spécial.)

LA CRISE N'EST PAS CE QUE L'ON CROIT

I. — Les séquelles de la croissance intempérante

par ALAIN BARRÈRE (*)

On s'accorde généralement à reconnaître que l'économie française est actuellement soumise à deux types de contraintes, les unes d'origine extérieure, les autres d'origine interne. Mais les rapports établis entre elles diffèrent selon les analyses. Celle qui est actuellement prépondérante, en privilégiant les contraintes extérieures, oublie certains facteurs internes en raisonnant grosso modo de la manière que voici.

Notre dépendance énergétique met en péril l'équilibre de nos échanges, la valeur du franc, et nous menace d'un surcoût d'inflation importée. L'accroissement des exportations se présente donc comme un objectif indispensable ne pouvant être atteint que par

la baisse des prix de vente. Pour favoriser cette baisse, on doit entreprendre une action de désinflation globale afin d'éviter que la dépréciation interne de la monnaie n'agisse à son tour sur le taux de change. Hausse des salaires, élévation du taux de liquidité globale, dépréciation du franc, sont les menaces majeures, déterminant les contraintes internes qu'il faut juguler pour se libérer des contraintes extérieures.

L'interprétation se poursuit en dressant un inventaire en quatre points : raréfaction et hausse du prix de l'énergie et des matières premières, perturbations du système monétaire international, concurrence accrue et faussée par des taux de change manipulés et des soutiens artificiels, interruption de la concurrence des pays pratiquant les bas salaires. Ce constat aboutit à recommander une dévaluation continue de la production pour faire face à la concurrence et donc à promouvoir de larges possibilités de financement de l'investissement, obtenues par la contrainte interne sur les salaires et la consommation. On en attend une reprise qui, pour être durable, doit être progressive et pour cela obéir à une impulsion provenant de la demande étrangère car, proportionnant ses exigences aux possibilités d'approvisionnement, la croissance ainsi relancée se développe au rythme selon lequel s'alignent les contraintes extérieures.

A ce raisonnement, un premier correctif s'impose. Si nous sommes plus fortement que jamais condamnés à une croissance compétitive, le champ de la compétition se trouve limité à un certain nombre de créneaux privilégiés au travers desquels peuvent être exportées celles de nos productions qui sont réellement compétitives. Nos échanges avec l'étranger ne peuvent être que sélectifs pour devenir efficaces.

Ainsi la perspective d'ensemble demeure-t-elle peu convaincante, car on ne peut à la fois imputer les difficultés françaises au marasme international et en même temps exhorter une relance

issue des achats en provenance de pays connaissant les mêmes difficultés que nous.

(Lire la suite page 31.)

AU JOUR LE JOUR

Immersion périscopique

M. Jacques Chirac, qui avait renoncé depuis huit mois aux fiers tonitruances qui jalonnaient son charisme et son originalité, n'a pas eu, durant cette conférence de presse annoncée à grand bruit, un mot plus haut que l'autre à l'endroit du président de la République.

Certains en déduisent qu'il n'est sorti du silence que pour s'exprimer à voix basse et

qu'il ne parlera plus désormais que pour se taire ; d'autres en concluent qu'il a changé de style en passant des cris aux chuchotements. Mais après tout, le maître de Paris ayant demandé la construction de deux sous-marins nucléaires d'ici à l'an 2000, la seule vraie question n'est-elle pas de savoir combien de temps il restera en plongée ?

BERNARD CHAPUIS.

« LA SOCIÉTÉ LUDIQUE », D'ALAIN COTTA

Jeux d'ombres

Pleins feux sur l'intelligence. Brouiller les frontières des savoirs par aujourd'hui la suprématie de l'intellectuel. On ne saurait trop applaudir à la démolition des tours d'Ivoire et des ghettos de spécialistes. L'historien Braudel se mue en économiste. Le philosophe mathématicien Michel Serres prend volontiers la plume du critique d'art. L'économiste Jacques Attali se transforme en sociologue. Son confrère Alain Cotta vient de l'imiter en publiant la Société ludique.

Après Huitings et Caillols, il fait le tour du courage pour faire encore le tour de cette activité lrisée : le jeu. L'angle choisi par Alain Cotta est indiqué clairement en sous-titre de l'ouvrage : « La Vie envahie par le jeu ». A condition de donner au mot l'acception la plus large, notre auteur n'aura pas de mal à démontrer que la sphère ludique est beaucoup plus importante que celle que nous imaginons d'ordinaire. Pour deux raisons : le sport, les jeux de stratégie (bridge, échecs, go, etc.), les jeux d'argent prennent une place de plus en plus importante dans la société ; la sérieux est innervé par le jeu (compétition dans les affaires,

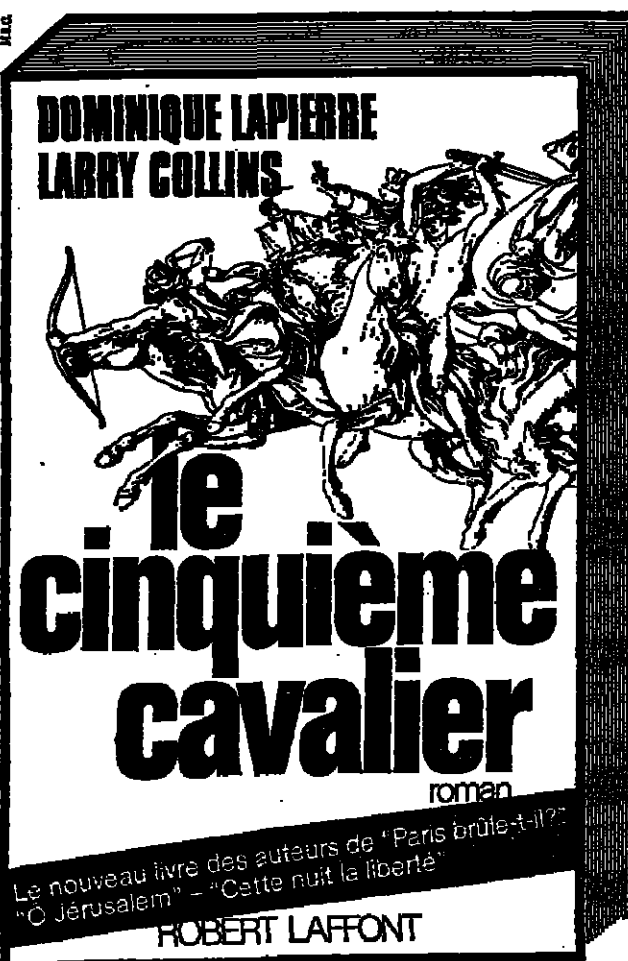
dans les relations internationales, utilisation de la « théorie des jeux » pour les prises de décisions, etc.).

Pourquoi cette extension du jeu sous des formes si plus variées ? Alain Cotta ne cherche pas midi à quatorze heures : la société industrielle accorde l'ennui qui ne naît pas que du désir assouvi ou du confort familial, mais des déterminations multiples auxquelles l'homme est asservi : travaux fastidieux, transports, etc. L'ennui commence même à envahir la zone de nos « récompenses » que sont l'accumulation des choses, la sécurité obtenue grâce aux conquêtes sociales, ou les loisirs.

La fuite du sort, la présence plus trouble de la mort, nous poussent également au jeu et si notre auteur évoque bien le pari de Pascal, il aurait peut-être pu citer et développer, en la transposant à notre époque, sa théorie du « divertissement » et commenter cette phrase des Pensées : « La chance veut mieux que la prise ».

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 10.)



RELIGION

Lamennais, Ozanam, Maret

par JEAN-MARIE MAYEUR

PAR une heureuse rencontre, trois publications importantes se rejoignent dans le monde religieux du XIX^e siècle français, Lamennais, Ozanam, Maret. Louis Le Guillou poursuit sa monumentale édition de la *Correspondance générale* (1) de Lamennais. Le tome VI, voici deux ans, embrassait les années 1834-1835, dominées par l'encyclique *Singulari nos* portant condamnation des *Paroles d'un croyant*. Le tome VII couvre les années 1836-1840. Il aborde la période la moins bien connue de la vie de Lamennais. Il est de reste remarquable que la quête incessante de l'éditeur ait mis au jour deux cent deux lettres inédites de Lamennais, pour cent vingt-quatre dans le volume précédent. Mal compris par ses nouveaux amis, libéraux et républicains, Lamennais est rejeté par

ceux qui furent ses fidèles, au temps de l'avenir, mais qui ne désespèrent pas, leurs lettres en témoignent, de le voir se soumettre à Rome. Quelle est désormais la religion de l'auteur du *Libre du peuple*? Si, dans une lettre au baron d'Eckstein, il dit le christianisme « immortel », il juge que l'Eglise n'est plus qu'un corps usé dont l'âme se retire pour en former un nouveau. Comme tant de ses contemporains, il croit que « l'absence de religion laisse dans l'homme un vide immense, et que le devoir ne se conçoit pas sans cette sanction nécessaire ». Il est en quête d'une croyance qui trouve « sa racine dans le christianisme, dont elle marquera une nouvelle phase » (à Mme Clément, 20 avril 1840).

Un historien engagé

Le tome III des *Lettres* de Frédéric Ozanam (2) rassemble trois cent soixante-deux lettres, dont trois cent quatre-vingt inédites. L'édition critique entreprise sous la direction de Didier Ozanam est irréprochable. L'annotation éclairée à merveille le contexte historique. Professeur à la Sorbonne, et Parisien, mais toujours fidèle au Lyon de sa jeunesse, vice-président de la société de Saint-Vincent-de-Paul, très proche du *Correspondant*, qu'il juge pourtant timide, Ozanam ambitionne d'écrire une histoire de l'Eglise et de la civilisation des temps barbares à l'époque de Dante, quand les événements vont le conduire à s'engager dans les luttes politiques. En voyage d'études en Italie après l'élection de Pie IX, il salue dans le nouveau pape « l'envoyé de Dieu pour conclure la grande affaire du XIX^e siècle, l'alliance de la religion et de la liberté ». Devant la réserve de ses amis, il publie, dans le *Correspondant*, le 10 février 1848, le célèbre article « Les dangers de Rome et ses espérances ». Dans une longue lettre à Foiset, il dit le sens du fameux : « Passons aux barbares » : « Je crois voir le souverain pontife consommer ce que nous appelons de nos vœux depuis vingt ans — la délivrance de

l'Eglise par la sécularisation de l'Etat — passer du côté des barbares, c'est-à-dire de la démocratie, parce qu'il sort du camp des rois, des hommes d'Etat de 1815, pour aller au peuple. » Deux jours après cette lettre éblouissante, la révolution de 1848. Ozanam se plaisait à constater que les « plus dédaigneux » étaient « contraints de passer leurs nuits au corps de garde avec ces ouvriers, ces gens en blouse si méprisés, de l'injurier avec eux et de se féliciter encore d'avoir leurs concubins, pour rétablir l'ordre matériel et la sécurité des rues ». Le chrétien voit à l'œuvre, à Rome, à Paris, à Vienne, le « plan de Dieu », et présente l'avènement « de cieux nouveaux et d'une terre nouvelle ». La correspondance d'Ozanam permet de suivre, de l'intérieur, cette histoire, le drame des journées de juin, l'isolement croissant du petit groupe de l'Eglise nouvelle, l'exaspération des divisions entre catholiques. Ozanam, désenchanté et malade, ne prend bientôt plus de part à la vie politique. Il consacre ses dernières années à ce qui lui paraît sa véritable vocation devant Dieu, l'enseignement, et la recherche, afin de réconcilier la science et le christianisme.

Séparation consacrée

A la différence de Lamennais et d'Ozanam, Maret fut longtemps laissé dans l'ombre. Rallié à l'Empire et suspect de gallicanisme, il avait été mis à l'écart de l'« histoire sainte » du catholicisme libéral et de la démocratie chrétienne. En fait, il est sans doute une des figures les plus remarquables de l'Eglise de France au XIX^e siècle. Dans une thèse riche et vigoureuse (3), Claude Bressollette a étudié voici peu les débuts du théologien, sa tentative pour rendre vie à la faculté de théologie d'Etat de la Sorbonne, ses efforts pour réconcilier la raison et la foi, au long de polémiques qui l'opposent aux traditionalistes et aux rationa-

listes, sa réflexion sur la sécularisation de la société et la démocratie. Dans ce nouveau livre (4), Claude Bressollette introduit judicieusement et édite le cours de Sorbonne inédit que Maret consacra à l'Eglise et l'Etat en 1850-1851. Si le ton est parfois oratoire, la pensée est ferme, et la réflexion tranchante par son originalité avec les écoles catholiques du temps. A ses yeux, « la séparation légale et politique de l'Eglise d'avec l'Etat » est un fait accompli. Cet « ordre nouveau », établi en France, tend à « devenir l'ordre commun de toutes les nations civilisées ». Pour Maret, l'Etat moderne issu de la Révolution française n'est pas athée, ni in-

différent : « Par respect pour la religion, il s'abstient d'immiscer dans les choses de l'âme ; il ne veut pas se placer entre l'âme et Dieu ; il se déclare incompétent. » C'est cette incompétence de l'Etat qui fonde le « droit de l'homme à la manifestation de ses croyances, de ses pensées, de ses sentiments, de ses opinions ». Loin de voir dans l'Etat moderne le mal, ou un moindre mal, Maret voit en lui la garantie de la liberté de l'acte de foi. « Séparation légale et politique de l'Eglise et de l'Etat, certes, mais aussi « union morale au sein de la liberté ». L'union des esprits est nécessaire aux sociétés et Maret ne se sépare pas à de tant de ses contemporains. La religion, par le rayonnement de la vérité et le consentement libre des consciences, instaure cette union. Au monde déchiré et divisé de « contracter avec le catholicisme, allié de son côté à tous les progrès des sciences et de l'esprit humain, une nouvelle et féconde union ». Ainsi Maret retrouve-t-il le rêve mennaisien de sa jeunesse. Mais la nouvelle théocratie à laquelle il aspire « n'impose aucune domination ecclésiastique ». Comme l'écrivit C. Bressollette, « à l'emprise de l'autorité s'imposant par la juridiction succède l'influence de la persuasion et de l'opinion publique ». La religion, dit Maret, régnera librement sur les consciences : dès lors, sans que les dogmes de viennent des lois, « les vérités morales applicables à la société passeront dans les lois ». Qui s'est interrogé sur les relations entre l'Eglise et la société civile ne peut qu'être frappé par la modernité de la pensée de Maret.

- (1) *Fidélité* de Lamennais : *Correspondance générale*, tome VI, 1834-1835, 1977, 990 p., tome VII, 1836-1840, 1978, 1053 p.
- (2) *Lettres de Frédéric Ozanam*, t. 3, « L'engagement », édition critique sous la direction de Didier Ozanam, 1978, 1200 p., 1979, 1200 p.
- (3) *Henry Maret : L'Eglise et l'Etat*, Courcier, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313, 3314, 3315, 3316, 3317, 3318, 3319, 3320, 3321, 3322, 3323, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332, 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 3572, 3573, 3574, 3575, 3576, 3577, 3578, 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585, 3586, 3587, 3588, 3589, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596, 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603, 3

Le Monde

étranger

LA TENSION INTERNATIONALE

LA VISITE DE M. GROMYKO A NEW-DELHI

L'U.R.S.S. livrerait pour 2,5 milliards de dollars d'armements à l'Inde

Mme Gandhi a souligné, mardi 12 février, au cours d'un entretien avec le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko, en visite à New-Delhi, l'opposition de l'Inde à l'usage de la force et à toute interférence dans les affaires intérieures d'autres pays, a indiqué un porte-parole du gouvernement indien. Selon l'agence U.P.I., le premier ministre indien aurait également laissé entendre que les troupes soviétiques devraient se retirer d'Afghanistan. M. Gromyko aurait, d'autre part, réassuré l'Inde du soutien militaire de l'U.R.S.S. face à toute menace de réarmement du Pakistan par les Etats-Unis. Une mission militaire soviétique de haut niveau viendrait le mois prochain à New-Delhi, toujours selon U.P.I., signer un accord de cinq ans au terme duquel Moscou livrerait à son partenaire des avions,

des navires de guerre et de l'armement lourd d'une valeur globale de 2,5 milliards de dollars. D'autre part, selon le « Times » de Londres, le Pakistan n'a pas l'intention de répondre favorablement aux ouvertures du président afghan, M. Karmal, en vue de « négociations pacifiques et amicales » entre les deux pays pour résoudre les « problèmes d'intérêt mutuel ».

A Kaboul, des chars soviétiques avaient pris position, mardi, au sud de la ville où avait eu lieu une opération de guérilla dont on ignore le nombre des victimes, ont indiqué des sources diplomatiques. Selon les mêmes sources, le vice-premier ministre et ministre du plan, M. Koshatmand, aurait été transporté à Moscou pour traitement médical après avoir été, semble-t-il, victime d'une fusillade la semaine dernière.

New-Delhi. — A l'issue de la première des trois journées de la visite qu'il effectue actuellement à New-Delhi, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko, a lancé, mardi 12 février, un sévère avertissement au Pakistan. « Si ce pays suit l'exemple des Etats-Unis et de la Chine », a déclaré M. Gromyko au cours d'un dîner offert en son honneur par M. Rao, ministre indien des affaires étrangères, « s'il prête son concours aux manœuvres impérialistes, il n'en résultera rien de bon pour lui et il compromettra sa position d'Etat indépendant. »

M. Gromyko a vivement critiqué la politique des Etats-Unis, accusée de relancer la course aux armements en Asie du Sud et de vouloir faire du Pakistan « un foyer de tension et le tremplin d'une nouvelle agression contre l'Afghanistan ».

En ce qui concerne l'interven-

De notre correspondant

tion soviétique dans ce dernier pays, M. Gromyko s'est une nouvelle fois attaché à en justifier le bien-fondé en invoquant d'une part « la menace d'une agression impérialiste », d'autre part l'obligation pour l'U.R.S.S. de répondre à la demande d'assistance qui lui avait été adressée « dans le cadre de l'accord liant les deux pays et dans l'esprit de la charte des Nations unies ».

Selon M. Gromyko, la responsabilité des menaces qui pèsent sur la détente incombe entièrement « aux forces de l'impérialisme » et, plus particulièrement, « à certains milieux américains qui, hantés par l'idée de la supériorité militaire, aimeraient modifier en leur faveur l'équilibre des forces dans le monde et en revenir à l'époque de la guerre froide ».

Dans sa réponse, M. Rao a invité les pays de la région, ainsi que les puissances extérieures, à tout faire pour éviter toute

action pouvant contribuer à une nouvelle escalade de la tension dans cette partie du monde. Le ministre a fait observer que tous les pays de la région appartenaient au mouvement des non-alignés et qu'ils devaient, par conséquent, « pouvoir vivre en paix sans être entraînés dans un conflit ».

La journée de mercredi devait permettre aux deux délégations d'examiner les mesures susceptibles de « désamorcer » les tensions actuelles dans la région. Dans son discours de mardi soir, M. Rao n'a pas abordé le problème du retrait des troupes soviétiques, une question à laquelle M. Gromyko n'a fait qu'une brève allusion. « En ce qui concerne la date et les modalités du retrait d'Afghanistan du contingent militaire soviétique limité qui s'y trouve actuellement, a-t-il déclaré, je ne puis que renvoyer à la réponse faite à ce sujet par M. Gromyko dans une récente interview à la Pravda. » (le Monde du 15 janvier).

PATRICK FRANCES.

LA FIN DE LA SESSION DE LA « PETITE COMMISSION »

Une restauration de la détente est nécessaire à la poursuite de la coopération franco-soviétique

déclare M. Jean-Claude Paye

Moscou. — La poursuite de la coopération économique et scientifique entre la France et l'U.R.S.S. n'est pas inconditionnelle. C'est ce qu'a déclaré nettement M. Jean-Claude Paye, directeur des affaires économiques au ministère des affaires étrangères, en ouvrant la réunion de la « petite commission » qui s'est tenue à Moscou du 11 au 13 février. M. Paye, qui a été en outre reçu par M. Patolitchev, ministre du commerce extérieur, et par M. Martchouk, nouveau vice-président du gouvernement et président du comité d'Etat pour la science et la technique, où il rencontra M. Kirilina, a indiqué à M. Gvichiani, coprésident de la « petite commission » : « Le vœu du gouvernement français est que l'esprit et la réalité de la détente puissent être rapidement restaurés. Dans cette attente et dans cet espoir, nous poursuivons nos travaux. »

Il n'a pas caché que, si l'U.R.S.S. ne corrigeait pas son attitude, les répercussions sur la coopération étaient inévitables. « Des événements récents ont fait sentir chez ceux qui participent à cette coopération des préoccupations dont nous devons tenir compte. » Ces événements récents, ce sont évidemment l'intervention armée de l'U.R.S.S. en Afghanistan et la relégation de M. Sakharov. Les scientifiques responsables de missions techniques ou de chercheurs ont paru à leurs interlocuteurs français plus conscients de ces problèmes et de leurs conséquences négatives que les fonctionnaires des affaires étrangères.

Rechercher les complémentarités

Cela dit, la « petite commission », selon sa vocation, a fait le bilan de la coopération franco-soviétique. A l'ordre s'inscrivent le triplement des échanges commerciaux au cours des cinq dernières années (le Monde, 10-11 février), le fonctionnement de certains groupes sectoriels, notamment dans le domaine du pétrole et du gaz, de la chimie et des télécommunications, des industries alimentaires, des machines-outils, des équipements lourds et des transports. Au cours de la réunion de la « grande commission », l'autome dernier, les Soviétiques avaient admis le principe d'un détachement entre la coopération scientifique et technique d'une part, la coopération économique et industrielle de l'autre.

Dans le même esprit, M. Monory, ministre français de l'économie et coprésident de la « grande commission », avait adressé, fin décembre, une lettre à M. Patolitchev pour proposer la modification du mandat et de

De notre correspondant

la composition d'un des groupes dits bilatéraux sur l'information économique réciproque. Les Français suggèrent que ce groupe étudie la comparaison des politiques économiques et surtout recherche des secteurs où des complémentarités peuvent être détectées afin de servir de base à la coopération économique et industrielle.

D'autre part, les Soviétiques ont accepté, comme la France le souhaitait depuis longtemps, d'inclure dans les groupes sectoriels non seulement des représentants des ministères techniques, mais aussi des fonctionnaires du ministère du commerce extérieur et des centrales d'achat compétentes pour l'acquisition d'équipements étrangers.

Déséquilibre des échanges scientifiques

An passif, la partie française a rappelé les inquiétudes provoquées par la chute brutale des contrats industriels ces dernières années, qui ne va pas sans avoir des conséquences sur les futurs échanges commerciaux. Il est possible cependant que les Soviétiques utilisent l'absence d'arbitrages qui vont être rendus pour le prochain plan quinquennal (1981-1985) avant de signer de nouvelles commandes. En ce qui concerne la coopération scientifique, le bilan est loin d'être satisfaisant. Les scientifiques français estiment que les échanges sont déséquilibrés. Ils sont souvent déçus par leurs séjours en U.R.S.S. dans la mesure où il leur est difficile d'avoir accès aux laboratoires de pointe où s'effectuent les travaux les plus intéressants. En 1979, le nombre des missions a été inférieur aux prévisions et les crédits n'ont pas été entièrement utilisés faute de candidats. Des échanges portent chaque année sur quelque six cents chercheurs de part et d'autre. La décision de boycotter la coopération scientifique avec l'U.R.S.S. prise par de nombreux chercheurs français à la suite des mesures frappant l'académicien Sakharov ne peut qu'aggraver cette tendance à la désaffection.

Toutes ces raisons font que la France ne s'engagera que très prudemment dans la définition d'un nouveau programme décennal d'échanges scientifiques dont le principe avait été admis par la « grande commission ».

Le communiqué, qui devait être publié ce mercredi en fin d'après-midi, parle à la fois d'un « travail constructif » et d'une « atmosphère de franchise ». Il reflète bien ainsi l'état d'une coopération qui ne peut fonctionner « techniquement » que si des

contingences politiques ne viennent pas la remettre fondamentalement en cause.

DANIEL VERNET.

Le C.I.O. refuse de céder au président Carter

Lake-Placid. — Le vice-président américain, M. Walter Mondale, devait inaugurer officiellement, ce mercredi 13 février à 14 h. 30 (heure locale), les Jeux olympiques d'hiver. Allait-il s'en tenir à la formule traditionnelle : « Je déclare ouverts les XIII^e Jeux olympiques d'hiver » ? La question était posée mardi soir après que les soixante-trois membres présents à la 82^e session du Comité international olympique (C.I.O.) eurent déclaré à l'unanimité que « les Jeux doivent avoir lieu à Moscou, comme prévu ».

En dépit de l'appel lancé par le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, lors de l'ouverture des travaux de la session, et en dépit de la demande de transfert, de report ou d'annulation des Jeux d'été formulée par le comité olympique américain (USOC), le C.I.O. n'a pas changé de position. Au cours d'une conférence de presse, lord Killanin, président du C.I.O., a rappelé que « les Jeux de la XXII^e Olympiade furent attribués à la ville de Moscou par la 78^e session du C.I.O., et un accord fut signé entre les parties le 23 octobre 1974 ». Certes, le C.I.O. est « tout à fait sensible à la situation mondiale qui est à l'origine du plus sérieux défi auquel les Jeux olympiques ont jamais été confrontés ». Toutefois, lord Killanin a précisé que « tous les membres du C.I.O. feront tout ce qui est en leur pouvoir pour que les Jeux de

Moscou puissent avoir lieu dans une bonne ambiance ».

Le président du C.I.O. a rappelé que « l'acceptation ou le refus des invitations aux Jeux de Moscou doit intervenir pour le 24 mai ». En outre, il a estimé « urgent » que le comité d'organisation de Moscou et le comité national olympique d'U.R.S.S. informent les plus hautes autorités de leur gouvernement des circonstances qui ont créé des difficultés pour de si nombreux comités nationaux olympiques ».

La décision du C.I.O. a noté qu'une commission non encore formée allait étudier les propositions du gouvernement grec tendant à l'implantation des Jeux d'été dans un site permanent. En revanche, la proposition de suppression des hymnes et des drapeaux a été écartée.

La décision du C.I.O. de maintenir les Jeux d'été à Moscou n'a pas surpris la Maison Blanche, qui a immédiatement publié un communiqué pour « presser le comité olympique américain de se prononcer contre l'envoi d'une équipe aux Jeux ». Ce communiqué ajoute que « les Etats-Unis sont en contact avec un certain nombre de gouvernements (une cinquantaine) susceptibles de prendre une mesure semblable pour étudier la possibilité d'organiser des Jeux internationaux pour les équipes qui n'iront pas à Moscou ».

Retour à la case départ

Dans la partie de jeu de foie diplomatique-olympique engagée depuis l'intervention militaire de l'U.R.S.S. en Afghanistan, le dernier coup de dé du C.I.O. — instance qui a la propriété morale et matérielle des Jeux olympiques — vient de renvoyer tout le monde à la case départ. En refusant de prendre en considération la demande de transfert, de report ou d'annulation du comité olympique américain (1) faite à la demande du président Carter, on en est, en effet, revenu, après plus de six semaines d'appels, de débats, de pétitions, polémiques et intrigues, à la situation initiale apparemment inextricable : d'une part, le C.I.O. « est tout à fait sensible à la situation mondiale », mais, en raison de ses responsabilités à l'égard des jeunes athlètes, il persiste à dire que « les Jeux doivent avoir lieu à Moscou comme prévu » ; d'autre part, l'administration Carter, à laquelle plusieurs gouvernements

De notre envoyé spécial

européens, africains et sud-américains ont apporté leur appui, ne veut pas cautionner la politique étrangère soviétique en laissant partir pour Moscou des athlètes tant que les chars russes seront à Kaboul.

Or c'est de la détermination du président américain que dépend l'avenir des Jeux. Car il ne faut pas s'y tromper : le « coup de gueule » des soixante-trois membres du C.I.O., réunis en session à Lake-Placid, ne sauve pas les Jeux. En disant non à M. Jimmy Carter, le C.I.O. a d'abord tenté de se rassurer lui-même : refuser c'est exister. Mais cette existence elle-même est précaire. Un aréopage de messieurs dont la seule légitimité réside dans la reconnaissance mutuelle des mérites qu'ils s'attribuent pèse de tout son poids face à la volonté du président des Etats-Unis, volonté aiguisée en l'occurrence par des appétits électoraux.

Bien qu'il ait été rappelé plusieurs fois que seules les fédérations spor-

tives internationales peuvent accorder une manifestation sportive réunissant des athlètes de plusieurs pays, des sources gouvernementales américaines continuent de faire état de négociations avec différentes villes pour organiser des Jeux de remplacement. La possibilité de loger des athlètes dans des bateaux à quai dans le port de Montréal a même été évoquée pour pallier la transformation de l'ancien village olympique en appartements d'habitation.

Quelle va être, d'autre part, la réaction du comité olympique américain ? Tout en ayant mis beaucoup d'eau dans son vin, il n'en reste pas moins opposé à la tenue des Jeux de Moscou et souhaite qu'aucune décision définitive ne soit prise avant le 24 mai, date limite de réponse aux invitations du comité d'organisation de Moscou, ou bien avant la tenue d'un éventuel congrès olympique extraordinaire en mars. Bien que quatre athlètes olympiques américains sur cinq soient opposés au boycottage, M. Robert Kane, le président de l'USOC, a fait comprendre qu'il ne pouvait pas passer outre à l'avis de son président. Mais, pour ne pas désespérer ses athlètes, l'USOC envisage la tenue d'un festival sportif à Colorado-Spring, analogue à celui organisé en 1979. M. Don Miller, le directeur de l'USOC, a précisé qu'une délégation étrangère pourrait être invitée à ces compétitions.

Rupture C.I.O.-USOC ?

Le processus de rupture entre le C.I.O. et l'USOC semble donc amorcé. Lord Killanin a précisé qu'un pays pouvait toujours ne pas accepter l'invitation d'un comité d'organisation. Toutefois cela ne devait pas être fait sous la pression d'un gouvernement. Or le C.I.O. a vivement reproché à M. Kane, lundi, de s'être laissé influencer par le président Carter.

Il apparaît de plus en plus clairement que le déroulement des prochains Jeux d'été dépend essentiellement de l'évolution de la situation internationale. Une détente permettrait à M. Carter de ne pas perdre la face. D'ailleurs, il n'est pas impossible que celui-ci cherche d'ores et déjà une porte de sortie. Selon certaines informations, les Etats-Unis ne demanderaient plus à l'U.R.S.S. d'évacuer l'Afghanistan le 20 février, mais de présenter un plan d'évacuation pour cette date.

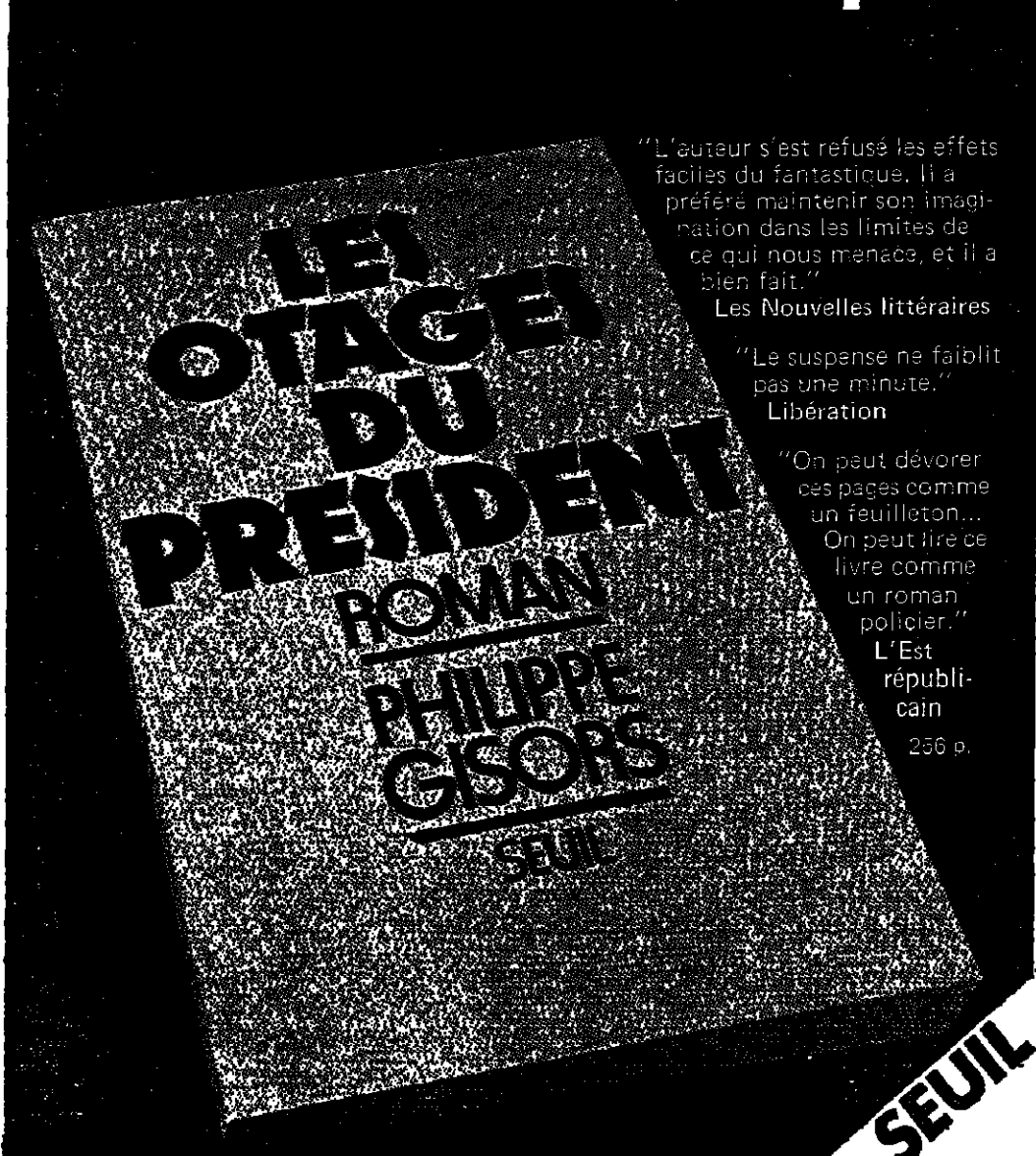
En revanche, si la situation internationale s'aggrave, il est vraisemblable qu'un grand nombre de gouvernements occidentaux se rangeraient sous la bannière de M. Carter. Les Jeux olympiques deviendraient alors de simples spectacles et, dans ce cas, la France elle-même n'envairait pas d'athlètes. Toutefois, si cette hypothèse se réalise, lord Killanin est très pessimiste : « Si les Jeux sont annulés, ce sera une nouvelle période d'holocauste comme en 1918, 1940 et 1944 », a-t-il dit.

En bref, le coup de poing sur la table du C.I.O. ne doit pas faire illusion : il sortira inéluctablement affaibli de cette confrontation avec le pouvoir politique. Certes, il réussira peut-être à sauver les Jeux de Moscou, mais les pouvoirs politiques vont, à l'évidence, tout mettre en œuvre désormais pour investir cette citadelle qui a pour seule fondation une éthique sportive bien fragile au regard des intérêts financiers et diplomatiques en jeu.

ALAIN GIRAUDO.

(Lire nos informations page 21.)

Le roman-vérité de l'ère atomique



"L'auteur s'est refusé les effets faciles du fantastique. Il a préféré maintenir son imagination dans les limites de ce qui nous menace, et il a bien fait."

Les Nouvelles Littéraires

"Le suspense ne faiblit pas une minute."

Libération

"On peut dévorer ces pages comme un feuillet..."

On peut lire ce livre comme un roman policier."

L'Est républicain

256 p.

SEUIL

LA TENSION INTERNATIONALE

Des renforts de « marines » en mer d'Oman

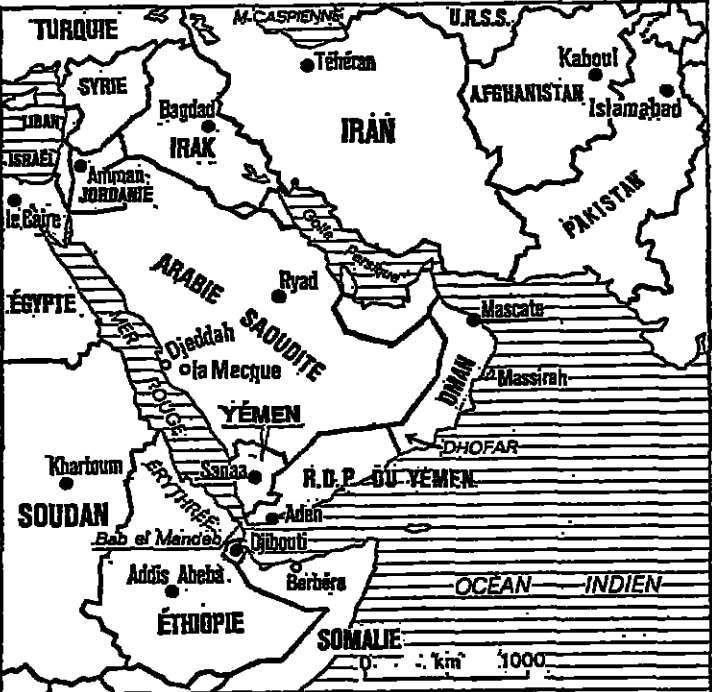
(Suite de la première page.)

Les Américains sont particulièrement intéressés par une piste d'atterrissage située à proximité de la base navale de Berbeia, en Somalie. Ils tendent à utiliser les moyens de remorque en état de base qui avait été utilisée par les Soviétiques avant la volte-face de la Somalie. A Oman, le Pentagone souhaite avoir accès à l'aéroport de l'île de Massirah et au port de Mascate. Enfin, les stratèges américains pourraient utiliser également le port de Mombasa, au Kenya, où des navires de guerre des Etats-Unis ont déjà fait escale par le passé.

A Moscou, l'assaut a accusé le président américain d'avoir forgé une « doctrine d'ingérence militaire » dans le Golfe. Pour

l'agence soviétique, cette « ingérence » est illustrée par « le fait que les Etats-Unis ont obtenu le consentement de l'émirat d'Oman pour un plus large accès des forces aériennes et navales américaines ».

Dans ce contexte, l'annonce par le quotidien caennais *Al Akhbar* qu'un bateau soviétique transportant mille deux cents soldats cubains a traversé mardi le canal de Suez et se dirige vers Aden revêt une importance particulière. Le navire en question, le *Leontii Sedov*, est, selon le quotidien, utilisé depuis un certain temps comme transport de troupes entre Cuba et le Yémen du Sud, où les Cubains, ainsi que la R.D.A., sont installés militairement depuis plusieurs années. (A.F.P., Reuters, U.P.I.)



La France envoie la corvette « Georges-Leygues » dans l'océan Indien

Pour veiller à la libre circulation maritime dans la zone et, principalement, sur ses voies d'approvisionnement en hydrocarbures par lesquelles transitent environ 60 % de son pétrole, la France maintient en océan Indien deux bases maritimes et aériennes à Djibouti, avec l'accord des nouvelles autorités de la jeune République, et à la Réunion : au total, environ huit mille cinq cents hommes, dix avions de combat anciens Mirage III-C et une quinzaine de bâtiments de guerre de divers tonnages (soit cinq mille hommes).

Selon les circonstances, l'escadre française de l'océan Indien compte de douze à dix-huit bâtiments qui constituent ce que l'état-major de la marine appelle le « groupe Saphir » lorsqu'il est renforcé — ce qui n'est pas le cas actuellement, mais l'a été au moment de l'accession de Djibouti à l'indépendance en juin 1977 — par l'un ou l'autre des deux porte-avions de la Méditerranée. Sur chacun de ces navires, comme c'est l'usage,

une partie de l'équipage peut remplir des missions de soutien : commandos (équivalents français des « marines » américains) pour des opérations à terre, mais il ne s'agit pas d'unités de professionnels.

A la fin de cette semaine, depuis Toulon où elle achève ses préparatifs, la corvette lance-missiles *Georges-Leygues* doit rallier cette flotte française de l'océan Indien et relever le navire lance-missiles *Dr. Chayla* qui s'y trouve actuellement. L'intérêt principal d'une escadre est, à la fois, sa permanence et sa mobilité sur un éventuel théâtre des opérations qu'il convient, préventivement, de surveiller et de contrôler en période de crise. On l'a, du reste, remarqué parmi les experts du monde entier avec la présence sur zone, pendant quatre-vingt-cinq jours d'affilée, du porte-avions américain *Midway*, ce qui est un record dans ce genre pour une unité de cette catégorie, depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Le ministre italien des affaires étrangères, M. Ruffini, président en exercice du Conseil de la communauté, s'est entretenu, mardi 12 février, à Paris, avec son collègue français, M. Fanon, des problèmes communitaires (prix agricoles, pêche, mouton, budget) et de la prochaine réunion de coopération politique, qui sera strictement consacrée à la crise algérienne.

L'association française des Amis des Afghans et de l'Afghanistan, à but humanitaire et pacifique, créée en 1979, (*Journal officiel* du 17 septembre 1979), a fait appel à toutes les bonnes volontés pour aider les réfugiés afghans, en majorité des femmes et des enfants, qui vivent dans

le plus profond dénuement. Les réfugiés ont besoin de vêtements, couvertures, blé, lait en poudre, sucre, huile. Grâce aux collectes, l'association a déjà envoyé 3 tonnes de médicaments et des vêtements, le 7 février 1980, au Pakistan. Des secours ont été distribués dès l'arrivée. L'acheminement a été effectué grâce à la compagnie FTA, qui a accordé 5 tonnes de fret gratuit. Il reste 2 tonnes à trouver le plus vite possible pour un nouvel envoi.

Les dons doivent être adressés à l'association française des Amis des Afghans et de l'Afghanistan, B.P. 1303 21000 Dijon (France). Identité bancaire : Société générale, 3000 0750 373 51472, bureau à Paris, 12, boulevard du Général-Leclerc, Paris-14^e; téléphone : 322-43-13.

Le Monde DE L'EDUCATION

LE SPORT A L'ÉCOLE

Une enquête sur les entreprises et la formation permanente

NUMÉRO DE FÉVRIER

En vente partout. Le numéro : 7 F

Le plaidoyer de M. Souslov au congrès du P.C. polonais

(Suite de la première page.)

« Le monde capitaliste, affirme-t-il, est secoué par les crises (...). La presse occidentale, au seul des nouvelles 80, est pleine de lugubres prédictions. Les nations sont menacées de catastrophes variées, d'une lente mort due au manque de nourriture et d'énergie jusqu'à l'holocauste dans les flammes d'une guerre nucléaire totale. Non ! La crise n'a pas frappé la civilisation. La crise attaque l'ordre social dont les fondements sont la sécurité privée des moyens de production et l'exploitation du peuple travailleur ».

De l'inflation à la « peur du lendemain » en passant par l'immoralité et le chômage, les symptômes de cette maladie de la « société bourgeoise » ne manquent pas, assure-t-il. Mais, de tous, l'un « prend la forme la plus importante : l'effondrement naissant de ce système néo-colonial grâce auquel l'impérialisme a brutalement pillé, et jusqu'à ce jour, sur de vastes étendues, les nations d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. La lutte de ces nations pour le droit au contrôle de leurs ressources naturelles et la redistribution des richesses économiques internationales, dit le dirigeant soviétique, (...) prend un caractère de plus en plus ferme et toujours mieux organisé ».

« Clairement apeurés », donc, à l'idée de ce qu'ils vont perdre, les « cercles impérialistes (...) agressifs font le plein d'hystérie guerrière (...) [et] lancent une campagne anticomuniste en « justifiant » les militaires de dépenses pour la course aux armements par une mythe de « menace » soi-disant représentée par les pays membres du traité de Varsovie ».

Lutte de tendances

Prochain round peut-être, le discours de clôture de M. Giersek. En attendant, le congrès polonais semble être le théâtre d'une sévère lutte de tendances. Annoncée pour mardi 18 heures — ce qui était protocolairement bien tardif, — l'intervention du premier ministre, M. Jaroszewicz, d'abord été repoussée d'une demi-heure, puis la retransmission télévisée de la séance s'est terminée sur un gros plan : la chaise vide du premier ministre, qui n'a toujours pas pris la parole.

Les maillons d'une chaîne

L'« agression » chinoise contre le Vietnam, la décision de l'OTAN sur le déploiement de nouveaux missiles Europe, la concentration de « puissantes forces militaires américaines » près des frontières de l'Iran, et enfin « l'entraînement et l'infiltration de groupes armés en Afghanistan démocratique qui a amené le gouvernement de ce pays à demander l'assistance de l'Union soviétique », tout cela « ne constitue pas des phénomènes accidentels, mais les maillons d'une chaîne ». Il s'agit là, affirme M. Souslov, du « faisceau de forces impérialistes (...) de faire échec à tout prix à l'accession de la lutte des nations (...) ».

Dans ces circonstances, la politique internationale légitime des Etats de la communauté socialiste prend une particulière importance, dit-il en définissant ainsi cette politique : « Une fidélité conséquente à la cause de la paix (...) liée inextricablement à la lutte pour la défense du socialisme et à la solidarité avec le peuple de la lutte des nations contre la dépendance de l'impérialisme et les symptômes d'hégémonie ».

D'abord ironique, en relevant qu'à la volonté chinoise de « donner un leçon au Vietnam » a succédé celle des Etats-Unis d'en adresser une à l'Iran et maintenant « même » à l'Union soviétique, il devient soudain cassant : « Nous pouvons répondre à cela tout de suite : les temps où les impérialistes pouvaient faire ce qu'ils voulaient (...) sont depuis longtemps révolus. Il y a maintenant des forces dans le monde qui peuvent donner une riposte efficace à ceux qui veulent jouer le rôle de gendarmes du monde ou d'une région ».

BERNARD GUETTA.

A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Un groupe de pays non alignés dépose un projet de résolution contre l'intervention soviétique en Afghanistan

De notre correspondante

Genève. — Après les attaques du délégué pakistanaï, M. Elitay, qui lundi 11 février, s'était vivement pris à l'intervention soviétique en Afghanistan et aux menaces qu'elle fait peser sur la région, la Commission des Droits de l'homme des Nations unies a été saisie mardi par un groupe de pays non alignés d'un projet intitulé : « Déni au peuple de l'Afghanistan de son droit à l'autodétermination et d'autres droits de l'homme fondamentaux du fait de l'intervention militaire soviétique en Afghanistan et de ses conséquences ».

Les auteurs du projet (Arabie Saoudite, Costa-Rica, Iran, Malaisie, Maroc, Oman, Pakistan, Philippines, Qatar, Somalie, Soudan, Tunisie) affirment que « l'occupation soviétique de l'Afghanistan constitue une atteinte à l'indépendance de ce pays, une agression contre la liberté de son peuple (...) ainsi qu'une grave menace à la paix et à la sécurité de la région et du monde entier ». Ils considèrent que le maintien en Afghanistan des troupes de l'Union soviétique, la tentative de ce pays d'imposer un fait accompli et les opérations militaires des troupes soviétiques contre le peuple afghan bafouent les

normes et pactes internationaux et violent de façon flagrante les droits de l'homme » et la charte des Nations unies.

Ils exigent « le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes soviétiques » et exhortent tous les Etats membres « à s'abstenir de reconnaître ou d'aider sous quelque forme que ce soit le régime illégal actuel de l'Afghanistan ». Ils demandent à tous les Etats d'offrir assistance aux réfugiés d'Afghanistan.

M. Zorine (U.R.S.S.) a aussitôt mis en garde le Pakistan contre les « pressions » exercées sur lui conjointement par la Chine, les Etats-Unis et les autres pays occidentaux. Il a dénié à la commission tout droit d'émettre un jugement qui pourrait être considéré comme une ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan. Affirmant que l'Union soviétique ne pouvait pas tolérer « sur son flanc sud les bases de la C.I.A. (...) transférées de Tchékovo à Kaboul », qui à elles seules justifiaient son intervention, M. Zorine a dit que les Soviétiques se retireraient dès que le président afghan leur demandera.

ISABELLE VICHNIAC.

AMÉRIQUES

Uruguay

Le pianiste argentin Miguel Angel Estrella doit être expulsé

Le Haut Commissariat aux réfugiés de Genève, a annoncé, mardi 12 février, la libération et l'expulsion du pianiste argentin Miguel Angel Estrella, qui était jugé en appel par le tribunal suprême militaire de Montevideo en Uruguay. La mesure d'expulsion est exécutoire dans les trente jours. M. Yves Haguenauer, secrétaire du comité de soutien au pianiste emprisonné depuis vingt-six mois, s'était rendu à Montevideo pour le procès.

La libération d'Estrella est une grande joie pour les nombreux amis de cet artiste plein de générosité et de talent. Elle renforcera aussi l'espoir de tous ceux qui s'acharnent, parfois contre toute espérance, à arracher leurs victimes aux régimes totalitaires avec des démarches diplomatiques et des pétitions.

Enlevé par la police uruguayenne le 15 décembre 1977, pour avoir, dit-on, hébergé des membres d'un mouvement subversif à Montevideo, Estrella ne fut relâché qu'en février 1978 par le consul de Grande-Bretagne. Il avait, peut-être disparu sans laisser de traces, comme tant de ses camarades, si, dès le 19 décembre, Yehudi Menuhin n'avait réagi par télégramme auprès des autorités, tandis qu'une pétition internationale réunissant en trois jours six cents signatures (elle en compte aujourd'hui trente mille).

Enfermé à la prison militaire de Libertad (!) Estrella restait sans jugement, malgré les nombreuses protestations officielles et des concerts de soutien à travers le monde, jusqu'à la fin août 1979 où il était condamné, à huis clos, hors de sa présence, à quatre ans et demi de prison. Le jugement rendu en appel débarrassera le gouvernement uruguayen d'un prisonnier encombrant, mais qui est devenu pour tous les artistes un admirable symbole. — J. L.

Né en 1928, dans un village de la province de Tucuman (nord de l'Argentine), d'abord chanteur et guitariste, Estrella a commencé ses études pianistiques à Buenos Aires à l'âge de seize ans. Il a travaillé à Paris entre 1963 et 1971 avec les plus grands professeurs, succédant notamment à l'admiration de Nadia Boulanger. Sa jeune femme est morte à Paris d'un cancer. Raviot en Argentine, il veut « sortir la musique du champ clos de la bourgeoisie étudiante », joue dans les villages indiens, donne des concerts sur les stades de football et même une importante action syndicale. En 1974, il dédie un concert à un groupe de militants anticomunistes assassinés par l'Armée anticommuniste argentine. En 1978, il est arrêté par la police uruguayenne avec ses deux enfants en Uruguay où il sera arrêté. Rappelons qu'un disque *Estrella* reprend un concert donné à Paris en 1971 à la fin d'un procès de sa défense et de sa famille. Il a été rendu à plus de quinze mille exemplaires en huit mois. Comité de soutien : 128, rue Fournier, Neuilly-sur-Seine 75206-22. Concerts : le *Sonde* des 22, 23 et 27 décembre 1977, 28 avril 1978 et 10 juin 1978.

El Salvador

De nouveaux affrontements font une vingtaine de morts dans la capitale

A Washington, des détails ont été donnés sur le plan d'aide spéciale que le gouvernement des Etats-Unis envisage d'accorder à la junte salvadorienne pour l'aider à stabiliser la situation. Le projet total porte sur 49,3 millions de dollars, comprenant 25 millions de dollars pour le développement économique, 15 millions de dollars pour les garanties des investissements dans le domaine de la construction, 4,8 millions de dollars pour la distribution de « nourriture pour la paix » et 5 millions de dollars de fonds de soutien économique.

De nouveaux affrontements ont d'autre part fait, mardi 12 février, une vingtaine de morts dans la capitale.

San-Salvador (A.P.). — San-Salvador a vécu, le mardi 12 février, une nouvelle journée sanglante : une vingtaine de morts, dont près de la moitié lors d'une manifestation contre la junte et la libération de la prise d'assaut par la police du siège du parti démocrate-chrétien. Le jour même, pourtant connu deux événements pacifiques : la fin de l'occupation du ministère de l'Éducation et la libération de l'ambassadeur d'Espagne, M. Victor Sanchez Mesa.

Après avoir évacué le ministère de l'Éducation, qu'ils occupaient depuis le 5 février, libérés les quarantaine d'otages (dont le détenu encore, une centaine d'étudiants du Mouvement étudiant révolutionnaire salvadorien (MERS)) avaient commencé à défilier pour fêter leur victoire. Leur défilé fut interrompu par une fusillade, faisant au moins une dizaine de morts et plusieurs blessés, et débouchant sur la manifestation de rue, faisant, selon les autorités militaires, cinq morts (quatre militants L.P.-28 et un policier), et, selon des témoins oculaires, quatre morts (quatre L.P.-28, deux policiers et trois étudiants qui passaient par là en

forçant la manifestation attaquée).

Les otages, dont la femme du ministre de l'Éducation, M. Collindres, et la fille d'un membre de la junte du gouvernement, ont été libérés.

Les occupants, une quarantaine environ, ont été arrêtés. L'assaut n'a pas été ordonné par le gouvernement, a-t-on indiqué dans les milieux de la junte, qui a été le fait « spontané » d'une patrouille de police dont un homme avait été abattu dans la rue par les occupants du bâtiment.

L'ambassadeur d'Espagne au Salvador a été libéré peu après ces événements par les L.P.-28, qui occupent son ambassade depuis le 5 février. M. Carlos Guillermo Argente, dirigeant du L.P.-28, a indiqué que cette libération était un gage de la « bonne volonté » de son organisation. Mais il a précisé que l'occupation de l'ambassade ne suivrait jusqu'à la libération des militants arrêtés lors de la prise du siège du parti démocrate-chrétien. Cinq otages sont encore retenus à l'ambassade.

Enfin, des autorités militaires ont rejeté la responsabilité de ces incidents sur les groupes armés d'extrême gauche. Elles ont, de plus, indiqué qu'elles ne reconnaissent aucun des accords qui ont été passés entre les militants et leurs otages.

LA JUNTE DÉCIDE DE NATIONALISER LES BANQUES ET LE COMMERCE EXTÉRIEUR

San-Salvador (A.P., Reader). — La junte de gouvernement a publié, le lundi 11 février, un décret lui donnant les pleins pouvoirs pour accomplir des réformes de structures : nationalisation du commerce extérieur, réforme agraire, nationalisation des banques et des entreprises d'intérêt public, expropriation de terres pour élargir des routes.

Le colonel Majano a demandé, au nom de la junte, que la population collabore à la réalisation de ce programme, en faveur des « plus démunis » et qui va susciter des réactions négatives dans les milieux patronaux.

On apprend d'autre part, de bonne source, que les étudiants qui occupent, depuis une semaine, le ministère de l'Éducation, évacueront les locaux et libéreront leurs otages après la signature, mardi, d'un accord avec le gouvernement. Selon un porte-parole du Mouvement des étudiants révolutionnaires salvadoriens (MERS), la junte a accepté de supprimer les examens d'entrée, l'une des principales revendications des étudiants qui retiennent prisonnières douze personnes, dont le ministre de l'Éducation, M. Collindres.

M. STERN VISITE TROIS ÉTATS CARAÏBES

Port-of-Spain (Trinité-et-Tobago). — M. Olivier Stern, le secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, a quitté mardi 12 février la Grenade à destination de Trinité-et-Tobago pour une visite de vingt-quatre heures, la dernière de sa tournée dans trois pays caraïbes.

La délégation de cinq membres conduite par M. Stern avait commencé sa tournée par la Barbade, où elle avait été reçue par le premier ministre, M. Adams. Le secrétaire d'Etat a été chargé de transmettre à M. Giscard d'Estaing une invitation à se rendre en visite à la Barbade.

Avant de gagner lundi soir Saint-George, capitale de la Grenade, M. Stern a souhaité un développement de la coopération avec la Barbade dans les domaines agricole, culturel et de l'enseignement. La politique française de coopération et d'amitié dans cette région « n'a rien à voir avec l'orientation politique » de tel ou tel de ces mini-Etats. A-t-il précisé, la Grenade (cent mille habitants) est proche de La Havane depuis le coup d'Etat du 13 mars 1978. M. Stern a rencontré mardi le premier ministre de l'île, M. Bishop.

PROCHE-ORIENT

EUROPE

Iran

Le premier tour des élections législatives a été reporté d'une semaine

Le premier tour des élections législatives iraniennes a été reporté d'une semaine et aura lieu le 14 mars, a annoncé mardi 12 février le porte-parole du Conseil de la révolution. Les élections avaient été fixées initialement à la mi-février avant d'être reportées une première fois au 7 mars.

A cette occasion l'imam Khomeiny a lancé à la population un appel à l'unité.

« Je vis mes derniers jours, et lorsque j'irai dans l'autre monde, je le ferai avec confiance et fierté en votre genre », a déclaré l'imam, dont le message a été lu à la radio par un journaliste. Il a demandé aux iraniens de voter pour « des musulmans et des patriotes authentiques », tout en soutenant le Conseil de la révolution. On souligne à Téhéran que ces allusions du chef religieux à sa fin prochaine ne doivent pas être prises à la lettre, et on rappelle qu'il a déjà fait des déclarations semblables quelques mois plus tôt. Les médias de l'hôpital Mehdi Reza ont déclaré que l'état de l'imam était bon.

M. Bani Sadr, président de la République iranienne, a confirmé

La presse soviétique poursuit une polémique fœtée contre les dirigeants iraniens

De notre correspondant

Moscou. — Une polémique fœtée se poursuit depuis plusieurs jours dans la presse soviétique contre les dirigeants iraniens. Sans doute n'a-t-on pas relevé ici toutes les déclarations critiques à l'égard de l'U.R.S.S. de l'imam Khomeiny, du président Bani Sadr ou du ministre des affaires étrangères, M. Ghotbzadeh, mais on cache mal une certaine contrariété.

La meilleure illustration en est le traitement réservé au message de remerciements envoyé par M. Bani Sadr à M. Brejnev. Les journaux ne l'ont pas publié et l'U.R.S.S. ne l'a pas communiqué. L'agence Tass a-t-elle fait en omettant le reste de la phrase. Le nouveau président souhaitait en effet des relations fondées sur le principe non seulement du bon voisinage, mais aussi de la « non-ingérence, le respect de l'intégrité territoriale et la liberté des peuples à choisir leur propre régime politique et social », et ce « afin de ne pas inquiéter ses voisins ».

Cette phrase sibylline qui peut s'appliquer aussi bien à la situation en Afghanistan qu'aux ruineux sur la concentration de troupes soviétiques à la frontière de l'Iran n'a pas plu au Kremlin. Sur ces deux sujets, les moyens d'information ont laissé transparaître discrètement la position officielle de la direction face aux prises de position des responsables iraniens. Ils ont regretté les propos du ministre iranien des affaires étrangères qui faisaient « écho aux affirmations de la propagande occidentale concernant l'assistance que l'Union soviétique a fournie à l'Afghanistan ». D'autre part, en dénonçant le « faux état d'esprit » qui règne dans les milieux iraniens à propos de concentrations de troupes dans le Caucase, ils ont noté que « certains officiers iraniens n'arrivent pas à comprendre le sens de la politique soviétique à l'égard de leur pays » et qu'ils font des déclarations en se fondant sur « les informations de la C.I.A. ».

Dans le même temps, Moscou fait officiellement des déclarations d'amitié envers les dirigeants iraniens, qui se soit à l'occasion de l'élection de M. Bani Sadr à la présidence ou du premier anniversaire de la révolution. M. Brejnev leur a envoyé plusieurs télégrammes de félicitations en quelques jours.

Reprise des combats à Gombad-E-Kavous

Les combats ont repris, mardi, à Gombad-E-Kavous (380 kilomètres au nord-est de Téhéran), entre les forces de l'ordre et la population locale, en majorité turkmène, faisant plusieurs victimes. Selon des habitants, l'armée et les gardiens de la révolution ont attaqué le centre culturel de la ville, mais aucun bilan précis des affrontements n'a pu être obtenu. — (A.F.P., Reuters)

Italie

L'assassinat du professeur Bachelet suscite l'effacement à Rome

De notre correspondant

Rome. — L'assassinat de M. Vittorio Bachelet, vice-président du Conseil supérieur de la magistrature, a suscité une grande émotion en Italie (Le Monde du 13 février). Les audiences judiciaires sont provisoirement suspendues et deux heures de grève générale ont été organisées mercredi par les syndicats.

La vivacité des réactions s'explique avant tout par l'effet de surprise. Si M. Bachelet est la onzième victime du terrorisme depuis le début de l'année, les précédents assassinats visent des inconnus, occupant des fonctions de second plan dans l'industrie ou la police. On s'était presque habitués à ce terrorisme marginal, oubliant que « la bande des bouchers » (appelée Brigades rouges) selon l'expression du quotidien « la gauche République » pouvait viser plus haut.

Les circonstances mêmes de l'assassinat ont vivement impressionné M. Bachelet se trouvait dans la faculté des sciences politiques de Rome. Il venait de dispenser un cours de droit administratif dans la salle dédiée à Aldo Moro, lorsque trois jeunes gens se sont approchés de lui pour l'abattre de huit balles de revolver, calibre 32. Les agresseurs ont semé un début de panique en criant : « Attention, il y a des bombes ! » puis ils se sont enfuis à bord d'une voiture.

Mais c'est surtout la personnalité de la victime qui a suscité l'émotion. M. Bachelet est le président de la République et le secrétaire général du syndicat C.G.I.L. à se rendre immédiatement à la Cité universitaire, tandis que le pape exprimait son « effacement » dans un télégramme. Pour la première fois depuis l'enlèvement d'Aldo Moro, en mars 1978, les Brigades rouges, qui revendiquent l'assassinat, se sont attaquées à « cœur de

A TRAVERS LE MONDE

Chine

M. YANG SHOUZHENG, ancien représentant de la Chine au Mozambique, vient d'être nommé ambassadeur en U.R.S.S. Indiqué-t-on, mardi 12 février, à Pékin. Ce diplomate de carrière remplace M. Wang Youping, qui avait pris son poste en août 1977, mais qui avait été nommé l'an dernier, vice-ministre des affaires étrangères et avait dirigé à ce titre la délégation chinoise aux négociations sur la normalisation des relations sino-soviétiques à Moscou à l'automne 1979. — (A.F.P.)

Colombie

LA LIBERATION D'UN BOTA-MISTE AMERICAIN enlevé depuis trois ans a été annoncée mardi 12 février à Bogota. M. Richard Starr, membre du Peace Corps, avait été enlevé par les guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie le 14 février 1977, qui l'ont accusé par la suite d'être un agent de la C.I.A. La rançon de 250 000 dollars qui a permis sa libération a été remise par le journaliste Jack Anderson. M. Starr, qui s'est présenté lundi soir à un poste de police distant de 350 km de Bogota, a quitté le pays à destination de Panama dès mardi midi.

Espagne

L'INTERDICTION DU PARTI D'EXTREME DROITE FUERZA NUEVA a été décidée, lundi 12 février, par la majorité des partis et syndicats de gauche à la suite de l'assassinat de deux jeunes gens dimanche par des membres de ce parti. Les comités de coordination nationaux du secondaire et des étudiants espagnols ont appelé, pour leur part, à une journée antifasciste le 18 février à Madrid. — (A.F.P.)

CENT QUATRE ANS DE PRISON, telle est la peine requise mardi par l'avocat général contre M. Miguel Sureda, membre présumé de l'organisation séparatiste basque E.T.A. et accusé du meurtre de trois policiers en 1978, du vol de 10 millions de pesetas et de la préparation contre des officiers supérieurs de l'armée qui n'a jamais été mis à exécution. — (Reuters)

Etats-Unis

M. EDWARD KENNEDY a sévèrement critiqué lundi 11 février le projet de budget pour 1981 déposé par le président Carter, qui, selon le sénateur démocrate du Massachusetts, aggraverait la récession et accroîtrait les difficultés économiques. Dans un contre-projet, il propose d'allouer 7 milliards de dollars supplémentaires à des programmes de création d'emplois. — (Reuters)

J'ai vu vivre Staline au jour le jour pendant trois ans... Les séances secrètes du Politburo, la lutte acharnée pour la succession de Lénine, la vie privée du « petit père des peuples » Staline, l'ancien secrétaire de Staline à tout va. Tout ceci, il en parle. Lisez le nouveau mensuel en couleurs : Histoire Magazine.

Une intense propagande anti-américaine

Ces bonnes paroles s'accompagnent d'une intense propagande anti-américaine dans la région, à laquelle participe le clergé musulman officiel, tel le mufti El-Moukhammad Ibrahim Babah, président de la direction spirituelle des musulmans d'Aden centrale et du Kataban, qui vient de déclarer : « Des forces armées américaines sont concentrées près de l'Iran pour étrangler cette république islamique. Comment accorder ces

WASHINGTON DÉNONCE LA DÉCISION DE PRINCIPÉ DE JÉRUSALEM D'AUTORISER L'IMPLANTATION DE COLONS JUIFS À HÉBRON

Les Etats-Unis ont vivement critiqué, mardi 12 février, la décision de principe du gouvernement israélien en faveur de l'implantation de colons juifs à Hébron, ville arabe située en territoire occupé.

Le porte-parole du département d'Etat a souligné que toute arrivée de colons juifs à Hébron serait considérée par Washington comme une « mesure unilatérale » de la part du gouvernement israélien. Cela, a-t-il ajouté, « pourrait nuire » aux négociations tripartites (Israël, Israël, Etats-Unis) qui doivent reprendre, à Londres, à la fin de février.

L'implantation de colons pourrait « nuire à la confiance placée par les parties concernées, et notamment des Palestiniens, dans le processus de paix, car cela soulève des questions fondamentales sur l'engagement d'Israël en faveur de l'autonomie totale des territoires occupés », a dit le porte-parole.

Il a cependant affirmé que si Washington ne compte « demander à personne d'aller au-delà des accords de Camp David », il fait que « tous comprennent qu'il est essentiel de commencer à résoudre le problème palestinien ».

A Londres, le Financial Times de ce mercredi croit savoir que le gouvernement britannique a pris, en consultation avec certains de ses partenaires de la C.E.E., une initiative visant à donner une nouvelle impulsion aux négociations israélo-égyptiennes sur l'autonomie palestinienne.

Selon le journal, Londres « va tenter d'obtenir la reconnaissance d'Israël par l'O.L.P. Le plan, soutenu par le Financial Times, consisterait à faire accepter par l'O.L.P. en y ajoutant une clause, la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies, rédigée en 1967, à l'initiative des Britanniques ».

Du PORT de CAEN en ALGERIE

EXPORTER par CONTAINERS ARMATEURS

Départ régulier sur ORAN - ALGER - ANNABA C.N.A.N. depuis mai 1979 C.G.M. en janvier 1980

SOGENA

Tél. : (31) 82.21.76 Téléc. : 170.122

Après une série d'actes de vandalisme commis contre des institutions ou des églises chrétiennes, Jérusalem M. Begin a rendu publique une déclaration dans laquelle il affirme que les autorités israéliennes ne pourraient admettre une telle situation et qu'il est impossible pour elles de reconnaître la responsabilité de ces actes criminels. Cette déclaration et ces assurances ont été officiellement transmises aux représentants des différentes communautés chrétiennes qui avaient exprimé auparavant leur inquiétude à ce sujet et souhaité une mise au point de la part des dirigeants israéliens (Le Monde du 9 février). — (Corresp.)

Belgique

Le chômage risque de beaucoup s'aggraver

De notre correspondant

Bruxelles. — Le chômage ne peut que s'aggraver en Belgique, et même dans de très fortes proportions. Alors que le record absolu est battu depuis le 15 janvier avec trois cent vingt mille sans-emploi (8 % ou 10 % de la population active, selon les méthodes de calcul), le chômage de masse, dans la rue flamande (la rue de l'ambassade américaine), mordent à l'homme de la propagande occidentale et met en sur le même plan l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. — D. V.

LES CHRÉTIENS-SOCIAUX FLAMANDS RELANÇENT LA CRISE

(De notre correspondant)

Bruxelles. — La tension linguistique rebondit brusquement alors que les observateurs s'attendaient à l'apaisement pendant plusieurs semaines, d'autant plus que le groupe parlementaire pour la réforme de l'Etat venait de se réunir et que, lundi, le premier ministre avait adressé un appel solennel à la cohésion et à la solidarité de son gouvernement et de sa majorité.

La nouvelle poussée de fièvre s'est produite le mardi 12 février à la commission des réformes institutionnelles du Sénat, quand les représentants du principal parti flamand de la majorité, les chrétiens-sociaux du C.V.P., ont proposé un amendement prévoyant davantage de garanties pour la minorité néerlandophone de la capitale.

Cet amendement est venu par surprise. Implicitement, il avait été entendu que les aspects les plus brûlants de la réforme ne seraient examinés que plus tard. Même le premier ministre, qui appartient au C.V.P., n'avait pas été averti de la présentation de l'amendement.

Les partis francophones se sont concertés et ont rejeté en bloc les prétentions du C.V.P. en expliquant que l'adoption de l'amendement paralyserait définitivement les travaux de l'assemblée régionale de la capitale. Les socialistes flamands, alliés du C.V.P., ont fait part de leur surprise et de leur regret de ne pas avoir été avertis du dépôt de l'amendement. Quant au premier ministre, manifestement embarrasé, il a demandé l'ajournement du débat, mais il n'a pas encore obtenu satisfaction. — P. de V.

Union soviétique

Vice-ministre des affaires étrangères M. JACOB MALIK EST MORT

Moscou (A.F.P.). — M. Jacob Malik, ancien représentant permanent à l'O.N.U. et vice-ministre des affaires étrangères, est mort à l'âge de soixante-quatre ans, annonce Tass.

M. Malik, né en Ukraine, entra dans la carrière diplomatique en 1923. En 1928, à l'âge de trente-six ans, il fut nommé ambassadeur au Japon et conserva ce poste jusqu'en 1945. Il devint directeur d'une autre ambassade en Grande-Bretagne — de 1953 à 1959.

A deux reprises entre 1948 et 1952, puis entre 1958 et 1976, il représenta l'U.R.S.S. aux Nations unies. Au cours de sa première mission en février 1950, il quitta le Conseil de sécurité pour protester contre la présence du délégué de la Chine nationaliste. Six mois plus tard, les Américains prirent en considération l'opposition soviétique, l'absence de l'Union soviétique à l'Assemblée générale des Nations unies en Corée.

M. Malik fut à deux reprises vice-ministre des affaires étrangères (fonction qu'il cumula longtemps avec celle de représentant à l'O.N.U.) : entre 1946 et 1953, puis de 1959 jusqu'à la fin de sa vie.

AFRIQUE

Rhodésie

Lord Soames s'accorde le pouvoir de suspendre les élections dans les régions troubles

De notre envoyée spéciale

Salisbury. — Le gouverneur britannique, lord Soames, peut à présent suspendre les élections dans toute région de la Rhodésie s'il estime que les conditions de liberté n'y sont pas réunies. Ces nouveaux pouvoirs, qu'il s'est accordés mercredi 13 février, l'autorisent en fait à suspendre la partie de la population des bureaux de vote sans pour autant réduire le nombre de sièges assignés à tel ou tel district.

M. Mugabe et son parti, la ZANU-PF, ont condamné ces mesures, comme ils l'avaient fait pour les précédentes, adoptées la semaine passée, permettant d'empêcher à un homme politique de prendre part à la campagne ou d'interdire à un parti de se présenter dans un district administratif. Ils ont de nouveau menacé de reprendre la guerre si elles étaient mises en œuvre.

Un porte-parole du gouvernement a donné la liste d'une vingtaine de régions « sous surveillance ». Faute d'une amélioration de la situation dans les dix jours qui viennent, le gouverneur songera à appliquer ses nouveaux pouvoirs. La plupart des régions concernées correspondent aux principales zones d'influence de la ZANU-PF. Une fois encore, les termes de l'ordonnance sont flous et laissent une marge d'appréciation très large au gouverneur.

La rencontre mardi entre M. Mugabe et le gouverneur a été orageuse. Ce dernier, selon un communiqué britannique, a clairement expliqué au président de la ZANU-PF, qu'il prenait « au sérieux » la situation dans certaines régions.

Les accusations contre les auxiliaires

M. Mugabe a remis à lord Soames un mémorandum dans lequel il accuse une nouvelle fois le gouverneur d'avoir « brouillé l'accord de cessez-le-feu », notamment en redéployant les forces rhodésiennes, « et principalement les auxiliaires », en utilisant l'armée de l'air et en maintenant des troupes sous-africaines dans le pays sous le couvert d'un commandement rhodésien. De ces faits, il tire la conclusion que le gouverneur a donné un « accord tacite » à toutes les exactions visant son parti : assassinats, enlèvements, détentions, emplacements et arrestations. Toujours selon M. Mugabe, plus de deux mille cinq cents membres de son

parti auraient été arrêtés au cours des dernières semaines. Contrasting avec celles du président de la ZANU-PF, les relations entre le gouverneur et M. Nkomo, président du Front patriotique, sont beaucoup plus tendues. Ils se sont rencontrés mardi et le porte-parole britannique a qualifié leur entretien de « chaleureux, amical et positif ». Pourtant le parti de M. Nkomo vient lui-même de publier un mémorandum dressant une liste de « violations des accords de Lancaster House par la Grande-Bretagne », semblable aux critiques formulées par M. Mugabe. Il affirme que ceux-ci « continuent de harceler, d'arrêter et de détenu leurs opposants politiques avec une impunité totale, donnant à l'Église d'État un avantage injuste ». M. Nkomo reproche notamment à lord Soames de ne pas avoir levé la loi martiale qui couvre plus de 90 % du pays, et de ne pas avoir libéré tous les détenus politiques, qu'on estime généralement à environ deux mille huit cents. Le Front patriotique d'autre part présente vingt-huit des soixante-quatre dissidents de la ZANU-PF libérés, il y a deux semaines des prisons du Mozambique, qui ont décidé de rejoindre le parti de M. Nkomo. Ceux-ci, en annonçant leur décision, ont expliqué que seul le Front patriotique leur paraissait capable de créer l'unité pour laquelle ils se sont toujours battus. Ils ont déclaré qu'ils avaient tenté de renouer des contacts avec la ZANU-PF, mais qu'il leur a été impossible de rencontrer des responsables. Ils ont alors décidé de rejoindre le Front patriotique « qui a toujours ouvert ses portes à la ZANU-PF ». Au moins deux autres dissidents avaient décidé samedi dernier de rejoindre le parti du pasteur Sithole.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Zaire

Le spectre d'une troisième guerre du Shaba : réalité ou manœuvre ?

Une série de pressions diplomatiques aurait récemment permis à Kinshasa de déjouer un complot ténébreux par des opposants zairais à partir du territoire congolais. Citant des sources proches du président Mobutu et du ministre zairais de la défense, l'A.F.P. a rapporté, mardi 12 février, que MM. Gbangwa (réfugié en Angola), Mbumba (ancien chef du Front national de libération du Congo - F.N.L.C. - réfugié en Guinée-Bissau) et Olenza (réfugié au Congo) se préparaient, avec l'aide de mercenaires occidentaux et de militaires cubains, à attaquer des garnisons zairaises à partir de leurs camps situés au Congo quand Brazzaville, obéissant aux pressions zairaises, aurait mis fin à leurs agissements.

Les Congolais ont toujours démenti la présence sur leur sol de ces rebelles. La décision, annoncée le 4 février par le général Mobutu, de congeler les militaires zairais (le Monde du 6 février) n'en aurait pas moins été liée à la crainte d'une attaque à partir du territoire congolais. L'ethnodomade Newsweek a même « révélé » que, après avoir repéré au Congo un camp abritant « huit cents Cubains et deux mille huit cents rebelles zairais », les autorités zairaises ont aussitôt alerté les services de renseignements français, américains et belges.

Le ministre belge des affaires étrangères a déclaré « tout ignorer de cette affaire », et l'opposition zairoise exclut la qualification de « pure invention » au service du « spectre de la peur brandi par Mobutu pour justifier l'aide militaire qu'il s'approprie à demander à l'Occident ».

Pour Kinshasa, qui poursuit, depuis la deuxième guerre du Shaba (1978) et à la demande de ses protecteurs français, américains et belges, une politique de réconciliation avec ses voisins, le problème le plus épineux demeure, en fait, celui des insurgés du Shaba qui ont tué après l'intervention militaire franco-belge à Kolwezi. Ces rebelles appartiennent à l'ethnie lunda, à cheval sur les frontières du Zaïre, de l'Angola et de la Zambie. Certains d'entre eux s'étaient, à l'époque, engagés dans les rangs de la ZAPU de M. Nkomo,

dont les bases arrière se trouvaient — et se trouvent encore — en Zambie et en Angola. Quand un accord s'est fait sur la Rhodésie, en décembre 1979, M. Nkomo a regagné Salisbury, et le plus grand des Zaïrois de la ZAPU, peu tenus par l'aventure rhodésienne, se sont regroupés dans le nord de la Zambie qui jouxte le Shaba dont ils sont originaires.

D'autres insurgés du F.N.L.C. s'étaient également réfugiés, en 1978, sur cette région incontrôlée des « trois frontières ». Il s'agissait de quatre mille à cinq mille hommes armés, si l'on se fie aux évaluations de M. Jean Tshombé, fils de feu Moïse Tshombé, demeuré en exil à Bruxelles en dépit de contacts récents avec le régime zairais. Il est vrai — avec le président Mobutu qui l'a reçu en janvier à Kinshasa. Mais ces chiffres sont contestés à la fois par les Zaïrois et les diplomates occidentaux, qui parlent de quelques centaines d'hommes.

Si l'on en croit le général Mobutu lui-même, des contacts ont été directement établis, à Lumumbashi (principale ville du Shaba) entre son propre conseiller pour les affaires de sécurité et les chefs militaires du F.N.L.C., lequel avait dirigé les rébellions de 1977 et de 1978 au Shaba. Une rencontre, qui s'est tenue au début de l'année et à laquelle M. Mobutu a participé en personne, aurait été assez fructueuse pour qu'une détente s'établisse. Après cette entrevue, nous les avons fait recroquer à la frontière pour assurer leur sécurité, nous a déclaré le président zairois la semaine dernière lors d'une tournée au Kasai.

Détourner l'attention. Alors que Luanda et Kinshasa ont appliqué, depuis la deuxième guerre du Shaba, un accord de coexistence pacifique qui leur a permis de procéder à l'échange de dizaines de milliers de réfugiés, on voit mal quel intérêt aurait Brazzaville à encourager des complots contre Kinshasa. Certes, les Congolais reçoivent une aide militaire soviétique et cubaine alors que leurs voisins zairais ont confié l'entraînement de

TCHAD : un pays en proie aux factions

II. — Un chaos économique

De notre envoyé spécial PHILIPPE DECRAENE

Ravagée par les combats et voyant s'affaiblir dans des incidents quotidiens les militants de onze « tendances » rivales qui coexistent dans un fictif Gouvernement d'union nationale transitoire, N'Djamena offre un spectacle de désolation. Les 1200 hommes des « éléments français du Tchad » assurent principalement des missions d'aide à la population et d'approvisionnement. La « démission de la capitale », qui devrait s'achever le 6 février n'a pas pu être menée à bien et la ville demeure un véritable arsenal (« Le Monde » du 13 février).

N'Djamena. — Les fonctionnaires tchadiens n'ont pas touché leur traitement depuis août 1979. Après avoir vainement demandé des avances exceptionnelles aux chefs d'Etat des pays voisins, une mission a rapporté un don personnel du président Bongo de 150 millions de francs C.F.A. (1 F.C.F.A. vaut 0,03 FF). Présentant comme un « succès » le fait d'avoir pu payer les agents de

l'Etat jusqu'en août, M. Mahamat Saleh Ahmadi, ministre des finances, constatait récemment : « Le Tchad a mensuellement 200 millions de francs C.F.A. de recettes pour faire face à 500 millions de francs C.F.A. de dépenses... »

« Je n'ai pas touché mon salaire en septembre, octobre et novembre, dit un jeune cadre du service des douanes. Nul ne suit et ces trois mensualités seront payées un jour... Grâce à une aide exceptionnelle de la France au gouvernement tchadien, j'ai pu payer mes salaires les jours de décembre, mais qu'arrivera-t-il par la suite ? »

En ce qui concerne les finances, l'avenir s'annonce très sombre. La direction du trésor, dans une « Note sur la situation de la trésorerie de l'Etat » estime à 20 milliards de francs C.F.A. les besoins actuels de trésorerie du Gouvernement d'union nationale transitoire (GUNT) et considère que la dette intérieure de l'Etat dépasse 10 milliards de francs C.F.A.

13 milliards de salaires impayés

Un Tchad même, ce sont les Transal de l'armée française qui assurent l'essentiel des transports DC-4 et des deux DC-3 de la compagnie nationale Air Tchad. Ces avions au sol depuis plusieurs mois, comme les appareils de l'escadron militaire tchadien. L'essence fait défaut pour alimenter leurs moteurs, sauf à la paye de 500 francs C.F.A. le litre, qui, en effet, le prix de vente de l'essence achetée aux Pays-Bas et rendue dans le sud du pays, n'a pas été payée par le pilote d'Air Tchad.

La partition de fait entre le Nord, qui couvre les quatre cinquièmes de la superficie totale du pays, et le Sud, dit « rible », contribue à aggraver la situation économique et financière. Pour toutes ressources, les « Nordistes » ne disposent guère que de détail et de quelques produits vivriers. C'est dans le Sud en revanche que sont concentrées les grandes zones de production de coton et de sorgho, du riz et du blé, de l'arachide et des tubercules, bases de l'alimentation locale. Le coton, qui représente toujours l'essentiel des exportations, est cultivé exclusivement dans le Sud. Introduit en 1927 par l'administration coloniale qui, « l'unique » en bien des années, la culture des arachides est entièrement entre les mains de la société Cotontchad qui achète la production de coton-graine, la transforme en fibres et l'exporte.

C'est également dans le sud que sont localisées les « zones » commerciales : canne à sucre près de Sarh, tabac près de Bongor et de Balakoum. Une grande partie des rares installations industrielles se trouvent également dans le sud : brasserie et manufacture de tabac de Moumoudou, rizeries de Bongor et de Sarh, usine textile de Sarh. A N'Djamena, les entreprises frigorifiques de Faracha qui commercialisent plusieurs dizaines de milliers de carcasses de bœufs chaque année et exportent, à l'export, du poisson de la région de la capitale et à l'armée française, 15 000 personnes de bière est en plein essor. Des millions de bouteilles de Galla, présentées par une publicité active comme apportant « le goût de la capitale », se vendent chaque année dans tout le pays. Compte tenu de la faible population du Tchad, cela représente une moyenne de six bouteilles par habitant. Le chiffre spectaculaire du chiffre d'affaires de la bière (plus de 50 %) qui ne tient pas d'alcool et avec le faible pouvoir d'achat de la plupart des Tchadiens.

Les milieux économiques locaux ne sont guère optimistes. Un agronome nous dit : « Alors que la campagne 1978-1979 avait permis de récolter 140 000 tonnes de coton-graine, celle de 1979-1980 devrait être de l'ordre de 80 000 tonnes au maximum... Ceci est la conséquence directe des événements meurtriers de l'année dernière, qui ont fait des milliers de morts, dispersé le paysan, désorganisé l'administration... »

Vient s'ajouter à ces difficultés la « dé-couverte » d'un « trou » de 6 milliards de francs C.F.A. dans les caisses de la Cotontchad. Due à la Banque des Etats de l'Afrique centrale, cette somme s'est mystérieusement volatilisée à la faveur des « incidents » de 1979. Prise de guerre de soldats arabes ? Détournement de fonds par des fonctionnaires ? Nul ne le sait.

De même, en l'absence de toute statistique officielle pour l'année 1979, personne ne peut fournir de chiffres précis sur la production tchadienne de la viande. Plus que jamais une importante partie du bétail sur pied est clandestinement exportée vers le Soudan, le Nigeria, le Cameroun et le Centrafrique. Personne n'a encore chiffré l'importance du déficit en céréales qui frappe le Nord, où l'on constate une brusque réduction de la sécheresse. L'aggravation du processus de désertification et de grands travaux effec-

tués en territoire nigérien par les autorités de Lagos pour irriguer certaines zones de production agricole contribuent à accroître l'assèchement de la partie tchadienne du lac Tchad.

Le gouvernement français tente, tant bien que mal, de poursuivre une active politique de coopération. Il se heurte à de graves difficultés, dues notamment à l'absence de volontaires. Traumatisés par les événements de l'année dernière, les coopérateurs qui ont quitté le pays refusent généralement d'y revenir.

Chef de la mission d'aide et de coopération, M. Belorgey, qui va quitter son poste pour rejoindre Paris, nous indique : « La majorité du personnel d'assistance technique a été évacuée depuis février 1979. A ce jour, ne demeurent qu'un seul médecin, un vétérinaire, deux enseignants, deux infirmiers, des employés de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne (ASENA), quelques techniciens... »

Quelques contacts avec les milieux bancaires permettent de mesurer rapidement l'état anémique des finances et de l'économie. L'un des responsables de la

banque d'émission précise : « La circulation fiduciaire est passée de 16 milliards en décembre 1978 à 23 milliards en novembre 1979. Ceci est le signe d'une grave inflation, car l'activité économique n'est pas suffisante pour absorber le montant des dépôts bancaires. L'inflation est de 20 % en un an. » Tous les banquiers sont formels : les exportations ont viré en France la totalité de leurs avoirs ; les commerçants tchadiens ont retiré leurs fonds pour les conserver chez eux ; beaucoup de sociétés commerciales présentent des comptes débiteurs. « Pour éviter certaines déclarations, nous avons dû consentir plus de 4 milliards de prêts d'urgence », nous a précisé un chef d'agence.

L'un de ceux qui ont décidé de rester sur place ne cache pas son pessimisme devant le marasme général qui persiste. « Tout cela, dit-il, est lié à un manque de confiance et à la débauche exercable que l'on a du Tchad à l'étranger. Si l'on ajoute le manque de cadres, qui se fait cruellement sentir depuis que les personnels tchadiens ont été évacués, la situation est désastreuse. »

Quelques contacts avec les milieux bancaires permettent de mesurer rapidement l'état anémique des finances et de l'économie. L'un des responsables de la

Les forages pétroliers

Profitant de ce que le Tchad possède une monnaie forte liée à la zone franc, de nombreux commerçants de N'Djamena se lancent activement dans le contrebande. Curieusement, dans cette ville où les fonctionnaires tirent le diable par la queue et où des salaires de l'ordre de 10 000 à 15 000 francs C.F.A. mensuels sont courants, l'argent circule. Venu du nord du Nigeria, où le naira n'a aucun pouvoir d'achat, du sud de la Libye et de l'Algérie, le dinar libyen et la livre soudanaise se trouvent dans une situation analogue. Il coule entre des mains tchadiennes, qui alimentent le marché noir en produits de toute nature et de toutes provenances. L'image de ce trafic est symbolisée par la présence des « stations dames-jeannes », qui, à partir de réservoirs de vente de toutes tailles, alimentent en essence, frauduleusement achetée au Nigeria, le parc automobile de la capitale, à la grande consternation des compagnies pétrolières, qui proposent leurs propres carburants à un prix très supérieur.

Seule source d'optimisme dans un pays désolé par les luttes politiques miné par la persistance de la guerre civile, les perspectives pétrolières éveillent de véritables mirages chez les dirigeants tchadiens. Les prospecteurs d'hydrocarbures ont découvert des réserves, mais en dépit de leur attitude prudente, il est clair qu'ils considèrent le Tchad comme une « province pétrolière » riche de promesses.

Septième société pétrolière mondiale, deuxième producteur de charbon des Etats-Unis, la consortium américain américain opérant dans trente-quatre Etats dispersés sur la surface du globe, est le plus gros investisseur du Tchad. Depuis dix ans que ses

agents recherchent du pétrole dans le sous-sol tchadien, la Conoco a dépensé ici 30 milliards de francs C.F.A., effectuant vingt et un forages dont huit ont révélé des gisements « intéressants » : trois dans le Kanem, à l'est du lac Tchad, trois près de Doba et deux aux environs de Moumoudou. Le Kanem étant contrôlé par le Mouvement populaire de libération du Tchad (M.P.L.T.) et les Forces armées populaires (FAP), et le Sud par les Forces armées tchadiennes (FAT), cette situation pose, si elle se perpétue, d'énormes problèmes politiques à ceux qui voudraient un jour commencer à mettre en exploitation le pétrole tchadien.

Dans l'immediat, M. Voegel, directeur local de la Conoco, ne parvient pas à obtenir le nécessaire pour permettre de pousser ces gisements d'hydrocarbures. Il reste pourtant « raisonnablement optimiste », comme les autres « pétroliers », concernant les réserves pétrolières du Tchad. Il estime que les réserves exploitables dépassent 50 milliards de tonnes. Il ajoute qu'« il faudra entre 1,5 et 2 milliards de dollars d'investissement pour atteindre le seuil de rentabilité de la matière de production », indiquant qu'« en ce qui concerne la richesse en matières organiques du pétrole tchadien, elle vaut celle des pétroles de la mer du Nord ou d'Arabie Saoudite ».

Cependant, depuis le 13 mars 1979, le plus gros employeur du Tchad, qui versait 13 milliards de francs C.F.A. de salaires à un millier de Tchadiens et à cent expatriés, a « provisoirement suspendu ses activités ». Dans le domaine pétrolier comme dans tous les autres, les activités de la République du Tchad vit dans l'attente.

FIN

ASIE

Quinze mille réfugiés d'Indochine ont été accueillis en France en 1979

Les réfugiés d'Indochine continuent à venir en France au rythme de 1 000 par mois, indique le Service national d'entraide francovietnamienne (S.N.E.F.V.) chargé de l'accueil de ces réfugiés.

En 1979, 6 647 Vietnamiens, 4 975 Cambodgiens et 4 024 Laotiens ont été accueillis, priorité ayant été donnée aux « boat people » et aux Cambodgiens menacés de refoulement.

Une évolution très nette est à remarquer : l'augmentation du nombre de réfugiés se rendant directement dans une famille amie ou parente déjà installée en France, sans passer par un centre d'hébergement. Du 1^{er} juillet au 30 décembre 1979, on enregistre selon le C.N.E. 35,44 % de solutions individuelles : du 1^{er} au 27 janvier 1980, 57,11 %.

Cela ne va pas sans poser la question du dépassement du seuil de l'alphabétisation, du suivi et du regroupement dans les grandes villes, notamment Paris. En effet, au 1^{er} janvier 1979, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, 34 645 ressortissants de l'Indochine indochinoise étaient installés à Paris et dans la région parisienne contre 35 972 en province.

A propos des orphelins, on suppose, sans beaucoup de famille,

les françaises voudraient adopter. Le C.N.E. nous a apporté les précisions suivantes : « Les mineurs isolés, en provenance du Cambodge, du Laos ou du Vietnam, ne sont pas adoptables, étant donné la difficulté qu'il y a en général à déterminer de façon sûre leur situation familiale. La guerre, la famine, l'exode, ont fait dévaler les familles, mais leurs membres, s'ils n'ont succombé, peuvent, à travers ces difficultés, se retrouver. Dans cette situation, le mineur isolé confié à une famille d'accueil, ne peut y être placé que temporairement, cette famille s'étant engagée au préalable à résilier l'enfant à ses parents ou ses proches si ceux-ci étaient retrouvés et le réclamant ».

Il faut noter également que, contrairement à ce que l'on pense, il y a peu d'enfants orphelins non accompagnés dans les camps de Thaïlande. Sur les six cents mineurs isolés que le président de la République avait accepté de faire venir hors quota (trois cents avant Noël, trois cents après), seulement cent cinq enfants ont pu être trouvés jusqu'à présent dans les camps et acheminés par la mission du C.N.E. à Bangkok. Ce phénomène s'explique par le fait que les orphelins sont le plus souvent recueillis par des familles de la même ethnie, qui les prennent en charge, leur évitant ainsi d'être soustraits très brutalement de leur contexte ethnique et culturel, ce qui entraîne chez eux un traumatisme supplémentaire.

Le C.N.E. demande aux familles françaises de comprendre que la question des mineurs isolés doit être traitée avec infiniment de prudence.

Côte-d'Ivoire

M. PIERRE MEEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a regagné Paris, mardi 12 février, à l'issue d'une visite de cinq jours en Côte-d'Ivoire au cours de laquelle il a été reçu par le président Houphouët-Boigny.

Le Monde

Numéro de février
LA FAMILLE
LES PAYS NON ALIGNÉS
Le numéro : 3,50 F
Abonnement un an (six numéros) : 35 F

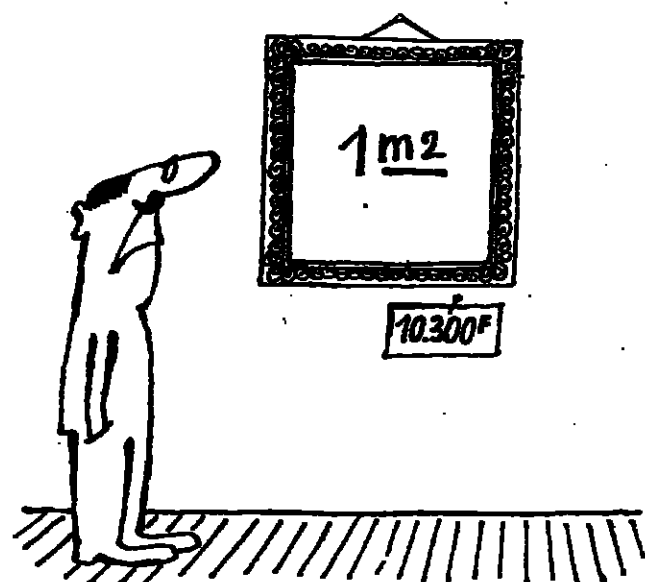
FIVE O'CLOCK
use, l'heu
iens un re
5 me
vent W



Et dans le Num
le statut
on pe

Chaque semaine la sélection critique de cinéma
la plus complète de la presse sur Paris et sa région,
toutes les salles, tous les films.

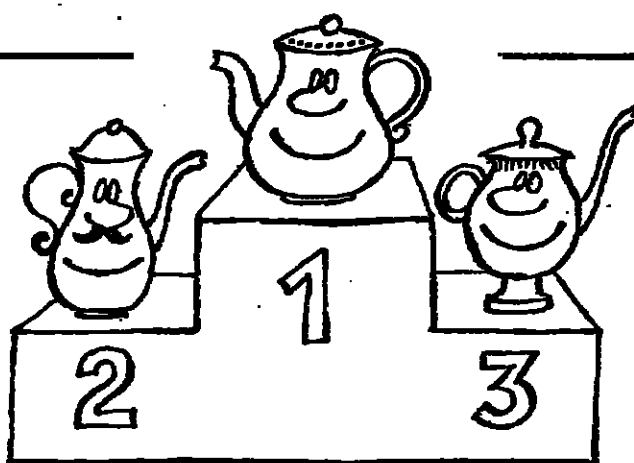
Paris Hebdo N°6



QUI PEUT ENCORE ACHETER UN APPARTEMENT A PARIS ?

Avec un monopoly actualisé, Paris Hebdo révèle les prix du m² dans tous les quartiers de Paris. En moyenne : 10.300 F le m²... bientôt plus un Parisien ne pourra être propriétaire à Paris... l'Ancien rattrape le Neuf... le Roi des spéculateurs immobiliers de Paris fait main basse sur la ville. Une enquête de Paris Hebdo.

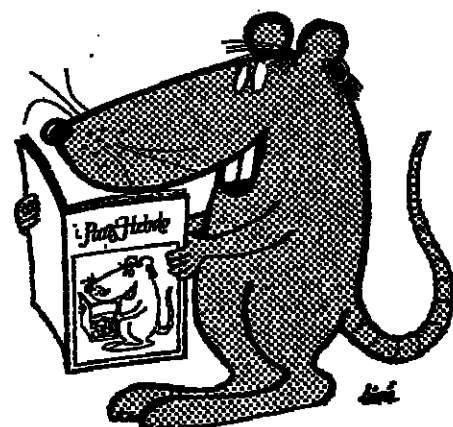
FIVE O'CLOCK TEA : héritage d'un art de vivre à l'anglaise, l'heure du thé devient de plus en plus pour les Parisiens un remède au stress... Paris Hebdo a sélectionné les 15 meilleurs salons de thé parisiens traditionnels ou dans le vent. Votre orange pekoe... lait ou citron ?



RHYTHM AND BLUES, l'éternel retour de l'ancêtre, celui à qui les Stones et les Animals doivent tout, se voit à nouveau pillé par les groupes : Blondie, Inmates, etc. Rééditions historiques, versions aménagées, Paris Hebdo, grâce aux disquaires spécialisés, donne l'ampleur du nouveau phénomène Rhythm and Blues.

Et dans le Numéro 6 de Paris Hebdo : les maîtres teinturiers, le supermarché de la danse, les "restaus" à décor, la cuisine à vapeur et un banc d'essai sur les terrines de légumes qu'on peut manger chez soi.

SORTEZ DE VOTRE TROU,
LISEZ PARIS-HEBDO.



PARIS HEBDO - N°6 - 6 F.

Le Monde

politique

LA CONFÉRENCE DE PRESSE

CRITIQUER SANS S'OPPOSER

Après avoir lu sa déclaration liminaire (nos dernières éditions du 14 février), M. Chirac a répondu aux questions des journalistes.

M. Chirac a notamment déclaré : « L'accord sur le char franco-allemand me paraît excellent. Lorsque chacun de nos deux pays a construit son propre char, je ne crois pas qu'il ait pris une décision si conforme à l'esprit de la coopération ou d'ailleurs à celui de la rentabilité, s'agissant d'un matériel de ce type. Ce n'est d'ailleurs pas la première coopération de matériel militaire entre la France et l'Allemagne, et je ne vois aucune espèce de déviation par rapport à la politique de défense indépendante qui, en France, est fondée sur le développement de ses moyens de dissuasion nucléaire et non pas du tout naturellement de ses moyens de forces classiques. »

À propos de la réaction française au sujet de la détente, il a indiqué : « Dans la tension

une défense européenne commune : « Et la troisième à maintenir et à développer sa défense indépendante. »

« Je crois que seule la troisième voie nous est en réalité ouverte. Le retour dans l'OTAN serait tout à fait contraire à nos intérêts d'abord en raison des contraintes politiques que l'OTAN fait peser sur ses membres par définition. Ensuite, parce que, pour ma part, je pense que depuis que les Soviétiques peuvent atteindre avec leurs fusées les territoires américains, nous n'avons plus le recours stratégique des États-Unis et que, par conséquent, le parapluie américain, comme on dit, est, en réalité, extraordinairement fragile pour l'Europe et, enfin, parce que l'OTAN est une organisation tout à fait surannée, vieille, dont on imagine mal qu'elle puisse avoir les réactions qu'il s'imposent en cas de crise urgente. »

« Je parlerai à peine de la

dans des circonstances données : tout cela est tout à fait illusoire et théorique. »

« Il reste donc à la France une seule voie qui est sa force de dissuasion. Et tous les objectifs doivent être atteints par ce moyen. La France ne peut pas ignorer deux faits :

« Le premier, c'est qu'on ne peut pas ne plus ignorer le fait que depuis les décisions qui ont été prises par les Soviétiques d'implanter leur réseau de SS-20, cela veut dire que nous avons devant nous une menace qui est, en soi, plus grave que celle que nous avons connue jusqu'à présent. Et, d'ailleurs, nous ne pouvons pas l'ignorer. »

« A partir de là, nous devons avoir une défense, et une défense qui soit, pour l'essentiel, composée de moyens invulnérables et donc mobiles. Ce qui veut dire, en clair, que la défense de la France aujourd'hui repose essentiellement sur sa force nucléaire sous-marine. Et c'est pourquoi je demande, pour ma part, qu'elle soit immédiatement mise en œuvre, et que nous nous efforcions de doter notre pays, avant la fin du siècle, de quinze sous-marins nucléaires, et que nous nous efforcions de développer, en parallèle, de nouvelles techniques que l'on connaît aujourd'hui. »

« Pour le reste, les autres moyens de la défense de la France doivent être également développés, notamment sa défense dans le domaine de l'intervention, sa force d'intervention — car la

France a, notamment sur l'axe Nord-Sud, des responsabilités — doit être impérativement et d'urgence dotée des moyens de transport qui actuellement lui font défaut. »

« Cela implique, sur le plan financier d'une part un effort, mais un effort tout à fait acceptable ; et d'autre part des choix qui, aujourd'hui, ne peuvent se faire qu'en faveur du nucléaire, qui représente dans notre budget de défense, moins de 15 %, et par conséquent au détriment de nos dépenses militaires. Ce qui appelle à une réflexion sérieuse sur la nécessité de maintenir le service militaire ou au contraire l'adapter. »

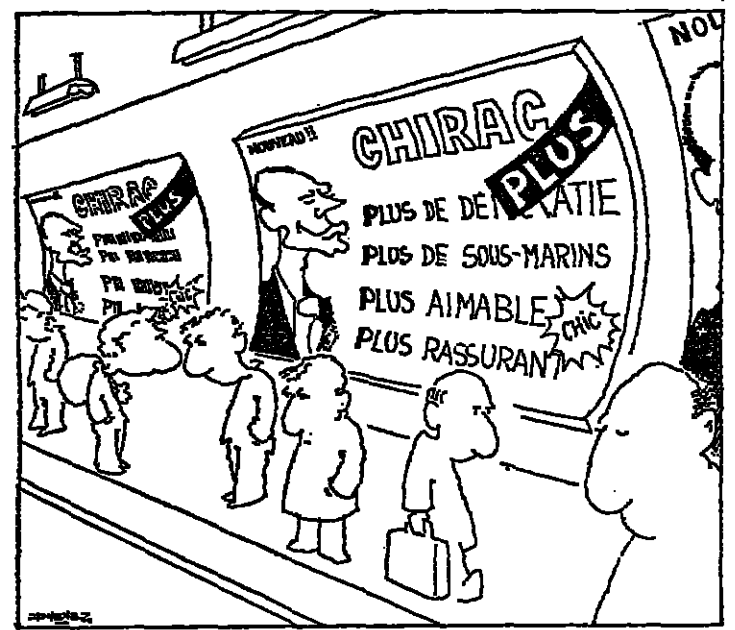
« Nous devons envisager de gager les dépenses militaires au lancement du programme que j'ai proposé sur ce qui me paraît moins important, moins prioritaire, c'est-à-dire pour l'essentiel les crédits consacrés à nos forces de manœuvre ; cela implique forcément une réflexion sur l'importance de ces forces de manœuvre et par voie de conséquence sur le service militaire. »

« Envoquant le projet de rencontre euro-africaine de Bonn, M. Chirac indique : « La France fait partie du monde occidental, c'est par son idéologie, par son système politique, par ses intérêts économiques et sociaux, par ses alliances. Mais elle se comporte librement. C'est un principe auquel chacun doit se faire. Par conséquent, il est tout à fait naturel que la France ait des contacts, ait une conversation avec les États-Unis et c'est tout à fait souhaitable. Il est souhaitable également qu'il y ait des concertations qui soient faites entre les Européens et les États-Unis. Mais il faut qu'il y ait en matière internationale, et notamment dans les périodes de crise ou de tension, la forme compte beaucoup. Et dans le cas présent, je crois que la décision qui a été prise par le gouvernement français était une décision raisonnable. »

« Lorsque le président des États-Unis décide de renforcer substantiellement ses moyens de défense, et d'augmenter son budget en la matière, lorsqu'il

décide d'installer des enroulements des Pershing dans un certain nombre de pays européens, lorsqu'il envisage de donner des moyens de défense à un certain nombre de pays asiatiques ou au Moyen-Orient, qui en ont besoin, je ne peux que l'approuver. En revanche, il est des mesures qui, pour ma part, je regrette, celle qui concerne les Jeux olympiques en fait partie. Les Jeux olympiques, c'est un grand moment qui, tous les quatre ans, donne à l'ensemble du monde une sorte de part de rêve, et c'est un peu dommage de remettre ça en cause pour des raisons politiques. Ceci étant, il est évident que si ces Jeux olympiques ne devaient réunir qu'un nombre très réduit de nations, alors j'imaginais mal que la France puisse y aller. Je le regrettais. »

Il a approuvé plusieurs initiatives du pouvoir, refus de participer à la conférence euro-américaine de Bonn, construction d'un char franco-allemand, condamnation de l'intervention soviétique à Kaboul, si tardive qu'elle ait pu être. Les réserves énoncées par M. Chirac ne remettaient pas en cause l'essentiel, la diplomatie de l'Élysée est seulement jugée entourée d'un « certain flou » qui, pour une fois, n'est pas artistique ; la force de dissuasion manque de sous-marins et la force d'intervention n'a pas assez d'avions, enfin le dialogue Nord-Sud, imaginé par M. Giscard d'Estaing, est qualifié de « bavardage ». Ce sont là repro-



(Dessin de CHENEZ.)

actuelle, si j'observe les réactions officielles du gouvernement français, je dirai que, depuis l'entrée des Soviétiques en Afghanistan jusqu'aux entretiens franco-allemands, il y a quelques jours j'observe un certain flou qui ne me permet pas de déterminer avec précision quels sont les objectifs qui sont poursuivis. Mais je ne porterais pas un jugement au-delà de cette observation. »

La France, selon M. Chirac, ne devrait pas participer à la conférence de Madrid, qui réunit les experts dans le cadre des entretiens d'États. »

« En ce qui concerne la politique de défense, la France n'a en réalité que trois voies possibles :

« — La première consisterait à rentrer dans l'OTAN ;

« — La seconde à s'associer à

seconde voie évoquée par tel ou tel des derniers temps, parce que, pour tout dire, je trouve qu'elle n'a pas de signification, car, pour faire une défense européenne, il faudrait d'abord être plusieurs et je n'ai pas entendu dire que ni les Britanniques ni les Allemands voulaient s'orienter dans cette voie. »

« D'autre part, s'associer pour faire une force nucléaire franco-allemande serait, à l'évidence même, un « casus belli » à l'égard des Soviétiques, qui, indiscutablement, ne nous laisseraient pas faire. »

« Et, enfin, une défense européenne à neuf, et qui soit fondée sur la dissuasion nucléaire, puisque c'est ce qu'on nous a proposé, supposerait que les Neuf se mettent d'accord pour appuyer, d'un seul coup d'un seul, avec neuf doigts sur le même bouton,

Le sous-marin n'est pas la panacée

En se prononçant pour une politique indépendante de défense qui soit distincte d'une défense intégrée dans l'OTAN ou d'une défense européenne commune, M. Chirac a préconisé un renforcement « effectif et immédiat » des moyens de dissuasion et d'intervention, au besoin par un renforcement budgétaire, qui suppose une réduction des forces classiques de manœuvre et un réaménagement de la conception du service militaire.

Les propos de l'ancien premier ministre ont été fermes : il s'agit de parer à une double menace que fait peser l'armée rouge par l'intermédiaire de ses missiles mobiles SS 20 sur des objectifs militaires du continent européen, susceptibles d'être détruits en quelques secondes, et par le biais de ces forces d'intervention sur les approvisionnements en pétrole de l'Europe occidentale. La riposte éventuelle doit être fondée, pour l'essentiel, sur une flotte nationale de quinze sous-marins nucléaires lance-missiles et sur des forces françaises d'intervention dotées de nouveaux avions de transport.

Cette analyse du député de la Corrèze peut paraître sommaire. Elle manque certainement de nuances, mais la description des risques encourus n'est pas le fait d'un homme d'État. Les propositions avancées, quant à elles, prêtent à réflexion, à commencer par le choix des systèmes d'armes et les considérations financières.

Tout miser sur les sous-marins (on remarquera que M. Chirac n'a pas parlé des bombardiers ou des missiles nucléaires terrestres) est une politique qui n'a rien de nouvelle. Mais, du moins, elle n'est pas nouvelle, parce qu'il est de loin préférable de diversifier sa panoplie stratégique et technique de dissuasion en multipliant les vecteurs et donc les possibilités

d'une frappe sélective, ajustée à la nature des cibles adverses. Certes, le sous-marin est, une arme de dissuasion efficace et sûre pour l'instant. Il n'est pas la panacée et il ne peut avoir la prétention de couvrir tous les objectifs prioritaires. Comme les autres systèmes d'armes qui complètent actuellement les moyens de la dissuasion, le sous-marin a ses propres inconvénients et ses limitations d'emploi.

Le sous-marin n'est pas non plus l'arme la plus coûteuse de la panoplie française de défense. A quelques dizaines de millions de francs près, il est — sans ses armes de destruction — aussi cher qu'une division blindée ou une brigade. Équipée de 200 millions de francs, mais il atteint les 4 milliards de francs avec ses missiles et ses charges nucléaires. En 1980, la force océanique stratégique (quatre bâtiments pour 64 missiles dérivant 64 mégatonnes au total) mobilisera quatre mille six cent vingt hommes et plus de 212 millions de francs de crédits de paiement, soit moins de 2,5 % de l'ensemble du budget de la défense.

Si donc les choix militaires se réduisent à des calculs élémentaires de « coût-efficacité », mettant en rapport le prix d'un matériel et l'effet attendu de destruction qu'il est supposé provoquer, le sous-marin est probablement l'arme la moins coûteuse pour l'efficacité la plus assurée. Prévoir d'en construire, avant la fin du siècle, neuf autres s'ajoutant aux six qui seront en service en 1985 n'est pas dénué d'intérêt, à la condition de les associer à d'autres systèmes d'armes, et du même coup d'augmenter sensiblement les crédits militaires. Car c'est une illusion de croire que l'on réalisera beaucoup d'économies en réorganisant les forces classiques.

On peut certes, comme le suggère M. Chirac, décider de remanier les forces de manœuvre au sein de l'armée de terre. Mais sait-on que, d'ores et déjà, la 1^{re} armée française sans son armement nucléaire tactique est, à quelques effectifs ou matériels près, l'équivalent en force combattante et en puissance de feu de celle que les Soviétiques ont envoyée en Afghanistan, soit de l'ordre de 85 000 hommes appuyés par 2 000 chars et 450 avions ? On peut aussi, comme le propose l'ancien premier ministre, réviser l'organisation du service militaire. Mais tout l'effort en matière d'équipement nucléaire ou classique exige des personnels qualifiés pour servir ces matériels et le contingent forme, jusqu'à présent, la main-d'œuvre la moins chère.

D'autant que l'accent mis, d'autre part, par le député de la Corrèze, sur les forces d'intervention requiert des personnels de métier disponibles en permanence, dont les coûts de fonctionnement (boîtes et charges sociales) ne sont pas inépuisables.

En vérité, des choix s'imposent. La France ne pouvant plus espérer tout mener de front. Mais décider de faire des impasses, même provisoirement, relève d'un pari politique sur l'avenir dans le contexte de crise actuelle et compte tenu des engagements à long terme — plusieurs décennies — qui caractérisent un programme d'équipement militaire quel qu'il soit. M. Chirac ne peut l'ignorer : les forces nucléaires, y compris les sous-marins, ont obtenu des crédits en francs constants, sensiblement égaux d'année en année depuis 1969. La période la moins favorable se situant en 1974 et 1975, du temps où le député R.P.R. de la Corrèze était premier ministre.

JACQUES ISNARD.

A travers la presse parisienne

LE FIGARO :

« On s'accordait à présenter l'intervention de Jacques Chirac comme un exercice périlleux. De fait, entre les excès de l'appel de Cochin et le conformisme, la voie était étroite. Comment apparaître comme un candidat crédible à l'élection présidentielle sans le laisser paraître ? Comment se démarquer du pouvoir sans commettre la crime de lèse-majesté à l'égard du chef de l'État ? Comment aussi ne pas mériter le qualificatif d'agitateur ? »

« Jacques Chirac a tenu le pari. Son langage a été digne (...). Dès lors, entre l'Élysée et le président du R.P.R., ce n'est plus qu'une question de nuance. »

(CHARLES REBOIS.)

LES ÉCHOS :

« Pas de diatribe, pas d'écarts de voix, pas de volées de bois vert à l'égard des autres dirigeants de la majorité et du gouvernement. Un ton serein, une vue élevée des problèmes intérieurs et extérieurs, et, sans plus, quelques indications troupées. M. Chirac s'est comporté hier, lors de sa conférence de presse, conformément à la nouvelle image qu'il s'est donnée depuis plusieurs mois, celle d'un homme d'État pondéré et résolu. »

(PIERRE LOCARDEL.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS :

« En ne cédant rien à l'expression de la sensibilité gaulliste sur le terrain international, Chirac a

voulu montrer qu'il se tenait en réserve de la République, sans rompre le dialogue avec le chef de l'État (...). »

« Jacques Chirac, parlant un ton au-dessus de son ordinaire, sans se renier en rien, a fait le meilleur usage de lui-même pour répondre d'avance à toute opportunité. »

(PAUL GUILBERT.)

LE MATIN :

« La marge de manœuvre de Jacques Chirac vis-à-vis de Valéry Giscard d'Estaing est à peu près nulle. Tant que la tension internationale demeure, il n'y a pas de place pour une telle marge. Jacques Chirac sera ainsi empêtré dans son désir de se démarquer du président de la République et l'impossibilité où il se trouve de critiquer son action sans manquer à ce que la plupart de ses électeurs potentiels considèrent sans doute comme un devoir de solidarité nationale. »

L'HUMANITÉ :

« M. Chirac comptait, disaient, « prendre de la hauteur ». Il a raté son examen de rentrée. Il n'a fait que répéter les mêmes idées au même niveau des mois. Tout s'est passé comme si le maître de Paris était sorti de son mauséum, vrombissant, pour se pointer et surtout pour ne point se démarquer éperdument de la politique conduite par M. Barre pour le compte du président. »

(MAGALI JAUFFRET.)

Dépasser l'Allemagne

Puis M. Chirac aborde la situation économique intérieure : « J'en dis beaucoup de bien, et si bien, en réalité, tout va bien et la France fait aussi bien qu'elle le peut. Je crois que ce n'est pas exact et qu'il n'est pas convenable d'enfermer les Français dans cette illusion que l'illusion dans ce domaine est toujours dangereuse, notamment dans les périodes difficiles. »

« J'observe qu'en matière de hausse des prix, la France a connu une inflation de 11,3 % l'Allemagne de 4,7 % en 1979 et que, dans le même temps, si la France voyait le nombre de ses chômeurs s'accroître de 130 000, l'Allemagne voyait le nombre de siens diminuer de 150 000. »

Quatre prévisions

DES RÉACTIONS POLITIQUES

■ M. DIDIER BARIANI, président du parti radical : « Jacques Chirac s'est borné à des manœuvres, préparé sans doute que le R.P.R. ne pas d'autre véritable politique étrangère à proposer que les grandes orientations qui sont celles de la République. En particulier, M. Chirac a raison de rappeler que la détente reste un combat qui exige volonté et fermeté. Il est regrettable que cette analyse ne soit pas partagée par le président du R.P.R. à l'entrevue d'autres perspectives que la perpétuation de la même majorité réduite à ses dimensions actuelles et comme refermée sur elle-même. »

■ M. BERNARD STASI, vice-président et porte-parole du C.D.S. : « Nous n'avons pas attendu Jacques Chirac pour regretter la mollesse de la première réaction française après le coup de Kaboul et le gouvernement ne l'a pas attendu non plus pour adopter, notamment dans le communiqué franco-allemand, une attitude plus ferme. Cela dit, s'il a fait quelques réserves sur le ton et la forme, M. Chirac a été prudent sur le fond. Ceux qui attendaient de lui des propos historiques sont restés sur leur faim. »

■ M. JACQUES BLANC, secrétaire général du parti républicain : « Je me félicite de constater que Jacques Chirac préconise une politique internationale qui est conforme à celle que conduit, au nom de la France, le président de la République. Si c'est le premier signe d'un retour à la sagesse, c'est une bonne nouvelle pour la majorité. (...) Dans les circonstances présentes, l'élection présidentielle ne doit pas être un ferment de division au sein de la majorité, mais au contraire l'occasion d'une plus grande cohésion derrière le seul homme d'État capable d'assurer une France maîtresse d'elle-même et de son destin. »

14 fév. 1980

DE M. JACQUES CHIRAC

ches un peu courts et « l'on pouvait dire bien d'autres choses en somme ».

Si sur le chapitre économique et social la politique du gouvernement a été plus sévèrement malmenée, c'est que depuis 1976 M. Chirac ne ménage pas ses critiques à son successeur, et que l'action de celui-ci n'a guère apporté d'éléments capables de le convaincre. En s'en prenant aux tracasseries administratives et aux réglementations abusives, M. Chirac est certain de recueillir sans peine l'approbation populaire. Les contre-propositions qu'il présente impliquent un surcroît d'autorité, de fermeté, de cohérence, et aussi de souffle et d'élan, ce

qui correspond à des aspects de sa personnalité qui ne déplaisent pas au public.

Au total, M. Chirac a voulu se distinguer sans condamner, critiquer sans s'opposer, conseiller plus que contester. Se refusant absolument à évoquer l'élection présidentielle de 1981, il s'est déclaré entièrement fidèle au « choix de société » fait par la majorité en 1974 et en 1978. Il a écarté catégoriquement l'éventualité d'une nouvelle majorité où le P.S. aurait sa place, et il s'est opposé plus que jamais au parti communiste, qui est « séparatiste », comme disait de Gaulle en 1947, et qui a « pour vocation d'asservir les peuples ».

M. Chirac, qui était resté silencieux depuis les élections européennes du 10 juin, a sans doute médité sur les causes profondes de son insuccès d'alors; il a pu juger que les difficultés intérieures et la crise internationale profitent d'abord aux équipes en place; il a pu constater que les sondages de popularité lui sont d'autant plus favorables qu'il est plus modéré. Il a peut-être enfin eu le temps de prendre la mesure du temps qui reste. Il a donc préféré exercer ses séductions à l'égard de l'ensemble de l'électorat de la majorité, quitte à désorienter quelque peu les militants du mouvement gaulliste habitués à plus de vigueur

dans l'antigiscardisme. Le R.P.R. va dès aujourd'hui entreprendre à ce sujet une campagne d'explication et de persuasion. Il est vrai aussi que, en se replaçant — et cette fois-ci sans équivoque — au sein de la majorité, M. Chirac rend sans objet les machinations dirigées contre lui par certains de ses « compagnons » — et notamment par les ministres issus du R.P.R. Il est vrai enfin que M. Chirac, pour ne pas tuer l'espoir, a rappelé que l'alternance s'est déjà produite dans la majorité — sans dire la part qu'il y avait prise — et il n'a pas caché que si « le temps de semer » semblait venu, celui de « récolter » arriverait bien. **ANDRÉ PASSERON**

depuis 1974-1975 le mouvement inverse s'est produit, c'est-à-dire que nous nous trouvons avec 1 point ou 1,5 point de moins de production intérieure brute ou de production industrielle que l'Allemagne — et cela est tout à fait dramatique.

Dans cette situation, et sans polémiquer d'aucune façon, il est évident qu'il y a quelque chose qui ne va pas et que, par conséquent, il faut une nouvelle politique de l'économie. Nous devons nous fixer un objectif qui soit d'avoir à nouveau, comme par le passé, une croissance supérieure de 1 point ou 1,5 point à la croissance moyenne des pays de la Communauté économique européenne.

présidentiel de sept ans à cinq ans est une bonne initiative, mais enfin ce n'est pas une réforme pour laquelle je me battrais.

Il ajoute: « Mon propos, aujourd'hui, n'est pas du tout de polémiquer à l'égard du gouvernement ni à l'égard du président de la République.

Je pense que, dans la conjoncture actuelle, ce qui me paraît capital c'est d'avoir une volonté très ferme, très clairement exprimée à partir de quelques objectifs et une volonté qui soit bien orientée pour les atteindre. (...) En 1978, comme d'ailleurs en 1974,

la France a fait un choix de société. A partir de là, dans une démocratie, il est tout à fait naturel que chacun puisse apporter à la gestion courante des affaires les critiques ou les réserves qu'il estime devoir apporter. C'est le jeu même de la démocratie. Tant que nous sommes dans un pays démocratique, il faut en profiter. Je souhaite que nous y restions le plus longtemps possible. Ce qui implique d'ailleurs que l'on ne renonce pas en cause de choix de société et que l'on ne fasse pas en sorte que ceux qui ont pour vocation d'asservir les peuples viennent le faire loi, en France.

C'est la raison pour laquelle j'ai indiqué clairement que, pour ma part, je ne prendrais pas la responsabilité d'ouvrir une crise politique qui s'ajouterait aux difficultés économiques ou internationales qu'a la France. Je n'ai jamais cru à la possibilité d'une nouvelle majorité tant que les esprits ne se seraient pas beaucoup transformés.

En ce qui concerne le voyage de M. Georges Marchais à Mos-

cou, je ferais peu de commentaires, car, pour ma part, sa position ne m'a absolument pas surpris.

Vous savez que j'ai développé depuis des années, notamment pendant toute la campagne électorale de 1978, l'idée selon laquelle M. Mitterrand se trompait profondément en croyant que les communistes avaient évolué. Je pense qu'ils sont restés eux-mêmes.

De temps en temps ils se

donnent une allure ou une attitude plus plaisante, de temps en temps ils retrouvent leur véritable visage, mais, sur le fond, ils ne changent pas.

Et M. Chirac conclut en citant l'Ecclesiaste, chapitre 3: « Il y a un temps pour se taire, un temps pour parler, un temps pour semer, un temps pour récolter. »

Il évoque le taux d'augmentation « inquiétant » des dépenses de fonctionnement de l'Etat et des dépenses d'intervention.

Il cite le cas de la limitation de vitesse sur les autoroutes, qui nécessite la mobilisation de plusieurs dizaines de milliers de gendarmes et G.R.S., « ce qui est absurde », tout comme l'obligation de rouler en « code » dans les villes.

M. Chirac estime que la politique agricole commune est bien malade « car elle est fondée sur deux principes qui sont violés, celui de l'unicité des prix, violé par les montants compensatoires, et celui de la préférence communautaire, violé par des exceptions ».

Enfin il indique que « l'or doit être rétabli à sa place dans trois fonctions essentielles ».

— D'une part comme actif de réserve;

— D'autre part comme élément de définition d'une monnaie de réserve;

— Et aussi comme élément de gage d'une monnaie de règlement.

Abordant les problèmes politiques M. Chirac indique qu'il ne répondra pas aux questions qui surviennent au rapport avec l'élection présidentielle, précisant: « Cette élection ne devant dans quinze mois à peine être décidée de parler de cette question au moment que je jugerai opportun. »

Il déclare aussi: « Je reste persuadé que ramener le mandat



(Dessin de KONK.)

Quatre prévisions économiques

L'une des faiblesses de la politique économique préconisée par M. Chirac est, on le sait, son financement (1). Le 17 octobre dernier, à l'Assemblée nationale, le leader du R.P.R. n'avait à peu près rien dit sur le sujet, bien qu'il insistât avec l'élection présidentielle, précisant: « Cette élection ne devant dans quinze mois à peine être décidée de parler de cette question au moment que je jugerai opportun. »

L'occasion s'offrait donc mardi au maire de Paris de combler cette lacune pour rendre plus crédible son projet. Il ne l'a pas fait, jugeant sans doute que pour sa rentrée au printemps il avait mieux à faire que de développer des thèmes financiers. Tout juste a-t-on vu comment M. Chirac envisage de payer les neuf sous-marins nucléaires supplémentaires qu'il propose de construire. L'exposé budgétaire détaillé sera pour plus tard.

En revanche, l'ancien premier ministre a précisé sa pensée économique sur quatre points. Le problème pétrolier d'abord et d'une façon plus générale, celui de l'aide au développement.

Déjà partisan d'une indexation des prix du « brut » — par « suivi de justice », aussi bien que pour dissuader les pays détenteurs de pétrole de procéder à des « hausses saccadées » qui désorganisent l'économie des nations consommatrices.

M. Chirac estime qu'il faut régler ces achats autrement qu'en dollars, pour éviter de faire « vaciller » davantage encore la monnaie américaine et, par ricochet, les devises de l'Occident. Un « panier de monnaies » où l'or aurait sa place » lui paraît mieux convenir. Sage pensée, mais qu'il reste à faire passer dans les faits: les Etats-Unis — qui ont si abusivement joué du dollar depuis quinze

ans — et les émirats, qui y trouvent des facilités de paiement. Joignant, pratiques, y sont-ils prêts?

M. Chirac va plus loin: relançant sa proposition d'une « alliance pour le développement », il suggère d'en faire une application pratique dès cette année. Plutôt que de discuter vainement sur le dialogue Nord-Sud ou sur le « triptyque » (pointe adressée, sans le nommer, à M. Giscard d'Estaing), le maire de Paris préconiserait qu'on propose aux rois du pétrole d'employer à développer les pays qui ont un besoin de 100 milliards de dollars supplémentaires qu'ils ne pourront, faute d'emploi dans leur pays, consacrer cette année à l'achat d'importations nouvelles (2). Cet argent serait bien utilisé ainsi, alors qu'il risque d'alimenter la spéculation monétaire internationale et la hausse de l'or.

Les crédits ouverts au tiers-monde par les pays du pétrole dispenseraient du même coup les nations occidentales de consentir aux peuples pauvres des prêts équivalents. Elles pourraient donc, comme le souhaite M. Chirac, redoubler d'efforts pour l'investissement et l'exportation. La contribution de l'Occident en l'effort financier serait le service des emprunts contractés entre riches et pauvres du tiers-monde. Reste à la mettre en œuvre: ce ne sera probablement pas plus facile que de faire s'accorder les acheteurs et les vendeurs de pétrole.

Sur l'or, M. Chirac, qui n'a jamais cru aux discours des apôtres de la démonétisation, estime son jugement confirmé par l'événement. La hausse brutale du métal précieux, signe d'une inquiétude générale, montre, selon lui, qu'il faut revenir sur les constructions monétaires

qui visaient ces dernières années à éliminer l'or des circuits. Le métal jaune doit, dit-il, jouer un rôle à trois niveaux: comme « actif de réserve des banques centrales, comme élément de définition d'une monnaie de réserve, enfin comme élément de gage d'une monnaie de règlement ».

Dernière suggestion de M. Chirac, qui retrouve toujours avec délice ses dossiers d'ancien ministre de l'Agriculture: la relance de la politique agricole commune des Neuf. Plutôt que de faire payer les éleveurs français, « qui ne sont pas responsables des excédents de lait » de la C.E.E., il faut, selon lui, « faire payer ceux qui provoquent des trous dans la caisse »: les agriculteurs allemands, anglais et néerlandais. Et boxer — à défaut d'interdire — les exportations de matières grasses végétales que, selon le maire de Paris, les Etats-Unis « imposent » à l'Europe.

A l'évidence, le leader du R.P.R. est tout prêt à rompre de nouvelles lances avec ses partenaires de la C.E.E. sur le soja, le beurre, la margarine... Un instant, on se croirait revenu tout mois en arrière: les élections européennes ne sont pas si loin...

GILBERT MATHIEU.

(1) « Eden économique et social 1979 », page 60.

(2) Sur les quelque 300 milliards de dollars que le rachat-régénération du pétrole rapportera en 1980 aux pays producteurs de « brut », environ 200 milliards seulement, pense-t-on, seront affectés par ceux-ci au paiement d'importations supplémentaires.

(3) M. Chirac a avancé à 300 milliards de dollars dans les dix prochaines années les besoins du tiers-monde, chiffre analogue à celui qui a été avancé à l'Elavane (conférence des non-alignés) puis à New-Delhi (conférence de l'ONU) par le groupe des 77 pour la décennie 1980-1990.

Mme SOLANGE FERNEX PROTESTE CONTRE L'EXCLUSION DE M. DELARUE DU MOUVEMENT D'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Mme Solange Fernex qui menait la liste d'Europe-Ecologie lors de l'élection européenne de juin, et M. Antoine Waechter, membre du bureau provisoire du Mouvement d'écologie politique (MEP), ont adressé à cette instance une lettre dans laquelle ils protestent contre la décision qu'elle avait prise d'exclure du MEP M. Jean-Claude Delarue, président du S.O.S. Environnement, à la suite de ses déclarations sur l'élection présidentielle (le Monde du 16 janvier). Mme Fernex et M. Waechter estiment que cette décision est « illégitime », le bureau provi-

soire, chargé seulement d'organiser les procédures de constitution du mouvement proprement dit, n'ayant pas le pouvoir d'exclure qui que ce soit d'un mouvement qui n'a pas encore d'existence statutaire.

Mme Fernex et M. Waechter estiment, en outre, que la décision prise à l'égard de M. Delarue est « injuste » parce qu'elle relève d'un état d'esprit préjudiciable à l'avenir du mouvement, et « injuste, dès lors qu'elle est motivée par les réactions personnelles des uns et la lâcheté des autres ».

AU CONSEIL DES MINISTRES

- La relance de l'action culturelle extérieure
- Le développement de l'actionnariat

Le conseil des ministres s'est réuni, le mardi 12 février 1980, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux le communiqué suivant a été publié:

● L'ACTION CULTURELLE

Le ministre des affaires étrangères a exposé les principes directeurs de la relance de la relance de l'action culturelle française à l'étranger. L'importance des relations culturelles dans la vie internationale va croissant et rend nécessaire une modernisation des procédures d'échanges: rencontres fréquentes aux moyens de communication de masse, intensification des échanges scientifiques, meilleure prise en compte des besoins de la scolarisation des Français de l'étranger. A cet égard, une commission interministérielle pour la scolarisation des enfants français à l'étranger sera créée. L'intérêt des Français pour les cultures étrangères sera encouragé. Enfin, la concertation interministérielle sera renforcée par la création d'un comité interministériel des relations culturelles extérieures.

● LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

Le ministre du travail et de la participation a rendu compte de l'application de la loi du 6 décembre 1978 relative à la sécurité du travail et, en particulier, souligné le rôle très actif du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels.

L'effort du gouvernement et des partenaires sociaux s'est traduit, depuis trois ans, dans la statistique des accidents du travail, par une diminution de 7,8 % des accidents avec arrêt du travail, de 5,9 % des accidents entraînant des incapacités permanentes et de 13,9 % des accidents mortels. En 1978, le nombre des accidents entraînant un arrêt d'activité est tombé à 1 million (1); le gouvernement considère que ce chiffre doit encore être abaissé. L'effort engagé depuis 1975 doit être poursuivi. Il se traduira, en 1980, par plusieurs initiatives, notamment dans les domaines de la réparation des conséquences des accidents du travail et des maladies professionnelles, la médecine du travail et l'aménagement des conditions de travail de la femme encadante.

Le ministre du travail et de la participation a exposé les différentes actions engagées en vue de l'amélioration de la qualité de la vie au travail. Il a, en particulier, souligné le rôle du Fonds d'amélioration des conditions de travail, qui a permis d'améliorer les conditions de travail dans cinquante mille emplois, grâce à l'aide financière apportée aux entreprises et le rôle de la Agence nationale pour l'amélioration des

entreprises françaises faisant publiquement appel à l'épargne auront au total collecté 8 milliards de francs d'augmentation de capital, soit quatre fois plus qu'au cours des deux années précédentes (1976 et 1977). Les entreprises, petites et moyennes ont, elles aussi, tiré parti de ces dispositions. Le volume des augmentations de capital des sociétés a été porté à 14 milliards de francs en 1979 et atteint 2,7 milliards de francs.

Cette évolution a été favorisée par la mise en œuvre d'une gamme d'instruments de placement adaptés aux besoins des épargnants: le statut des SICAV a été révisé; la création de fonds communs de placement a été autorisée. Ces réformes se sont complétées au cours des prochains mois par une modernisation des méthodes de cotation, d'échange et de conservation des valeurs mobilières.

Le président de la République a souligné l'importance qu'il attachait au développement de l'actionnariat, qui vise à rendre les Français « propriétaires de la France ». Les progrès réalisés dans ce domaine pourront être complétés par les dispositions du projet de loi prévoyant l'attribution gratuite d'actions de leur entreprise aux travailleurs, projet qui sera examiné par le Parlement au cours de la prochaine session.

Le ministre du travail et de la participation a rendu compte de l'application de la loi du 6 décembre 1978 relative à la sécurité du travail et, en particulier, souligné le rôle très actif du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels.

Le ministre du travail et de la participation a exposé les différentes actions engagées en vue de l'amélioration de la qualité de la vie au travail. Il a, en particulier, souligné le rôle du Fonds d'amélioration des conditions de travail, qui a permis d'améliorer les conditions de travail dans cinquante mille emplois, grâce à l'aide financière apportée aux entreprises et le rôle de la Agence nationale pour l'amélioration des

conditions de travail en matière de diffusion des expériences exemplaires.

Le ministre du travail et de la participation et le ministre de l'industrie ont informé le conseil des ministres de l'état de leurs études entreprises à la demande du président de la République sur les relations entre l'informatique et les conditions de travail.

Cette réflexion, qui donnera lieu à une concertation avec les partenaires sociaux, et pourra se traduire par des modifications du code du travail, est destinée lors de l'élaboration de l'informatique, à améliorer les conditions du travail.

Le conseil des ministres a décidé d'ouvrir immédiatement un crédit de 15 millions de francs pour les aides les plus urgentes après le passage du cyclone sur la Réunion, et arrêté le programme des mesures destinées aux populations sinistrées.

Le ministre de l'économie a rendu compte des délibérations du conseil des ministres de l'économie et des finances de la C.E.E. du 11 février.

Le conseil a approuvé la promotion de René Jourdain au grade de commandeur de la Légion d'honneur, et le président de la République a rendu hommage à son collaborateur, mort dans un accident d'avion au Cameroun.

Ancien chef du cabinet du général Méry

LE CONTRE-AMIRAL LEJEUNE COMMANDERA LA ZONE MARITIME DE L'Océan indien

Sur la proposition de M. Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres a nommé commandant la zone maritime de l'Océan indien, le contre-amiral Philippe Lejeune.

Déjà le 7 septembre 1975 à Paris, ancien chef de Navale, Philippe Lejeune a notamment servi en Indochine jusqu'en 1961 avant de devenir un spécialiste de la détection et de l'écoute électro-magnétique sur les porte-avions Borel-Belland, l'escadron d'escadrons Bousset et à l'état-major de la marine.

Après avoir commandé un escadron de chasse et un aviso, il sert sur la Jeune-Aurore, puis il commande notamment l'escadron d'escadrons Borel-Belland et la frégate lance-missiles Suffren (1974). Depuis août 1977, il occupe les fonctions de chef d'état-major du chef d'état-major des armées, le général Méry, et a été promu contre-amiral en décembre 1979.

Un nouveau poste, le contre-amiral Lejeune remplace le vice-amiral Jean-Paul Drosco, qui occupait ces fonctions depuis novembre 1978. Les forces maritimes de l'Océan indien à Djibouti et à la Réunion réunissent une quinzaine de bâtiments de guerre et de tous tonnages et environ cinq mille hommes.

LE MONDE
est chaque jour à la disposition de
vos lecteurs des rubriques d'annonces
immédiates
vous y trouverez peut-être
LES BUREAUX
que vous recherchez

(1) Il était déjà d'un million en 1975, mais sur huit millions de travailleurs contre treize millions en 1979.

Le Monde

Société

L'ENQUÊTE SUR L'ENLÈVEMENT DE L'INDUSTRIEL ANTIBOIS JUSTICE

M. Pitoun a été retrouvé

M. Guy Pitoun, l'homme d'affaires antibois, séquestré depuis le 29 janvier, a été retrouvé sain et sauf mercredi 13 février dans la matinée.

De notre correspondant

Nice. — Les rebondissements de l'enquête relative à l'enlèvement de M. Guy Pitoun, libéré mercredi 13 février ont déjà conduit à l'arrestation de cinq de ses ravisseurs. Après treize jours de silence, de supputations et de fausses bruits, les événements se sont en effet précipités. Dans la nuit du lundi 11 au mardi 12 février, un des ravisseurs, de nationalité italienne, a été appréhendé à Menton (Alpes-Maritimes), à quelques centaines de mètres de la frontière franco-italienne, au moment où M. Adolphe Conger, beau-père de M. Pitoun, lui remettait les cinq millions de la rançon.

M. Gougenheim a expliqué qu'il avait eu plusieurs contacts avec les ravisseurs, lundi 11 février, et que sa famille avait alors décidé de se rendre à leurs exigences. L'arrestation d'un des malfruits devait conduire dans les heures suivantes à celle de quatre complices — trois Italiens et un Français — respectivement à Sanremo (Italie), Vallauris et Antibes.

C'est ainsi, mardi 12 février, à l'aube, qu'un policier d'Antibes, M. Philippe Mazzi, vingt-cinq ans, originaire de Billy-Montigny (Pas-de-Calais), marié et père d'un enfant de quatre ans, a été tué par des collègues de la brigade de recherches et d'intervention (B.R.I.) de Nice, près d'une maison isolée de Vallauris. Les membres de l'antiterrorisme ont attendu 6 heures l'heure légale pour per-

quisitionner pour investir la villa où ils présumaient que M. Pitoun était séquestré (Le Monde du 13 février).

M. Mazzi, en civil, dans une voiture banalisée, se trouvait à proximité pour une affaire, selon la police, étrangère au rapt. Le prenant pour un gendarme, les hommes de la B.R.I. qui ignoraient qu'une autre opération avait lieu dans ce secteur, voulaient l'arrêter. « Mazzi ont-ils expliqué, a tenté de sortir de la voiture. Il brandissait son revolver et n'a pas répondu aux sommations. Nous avons fait feu ».

Philippe Mazzi, atteint de quatre balles, tirées en deux rafales, a été tué sur le coup. Deux explications différentes sont avancées par les policiers. Selon le Syndicat national des policiers en tenue et le Syndicat autonome des policiers en civil des Alpes-Maritimes, « deux services distincts de la police nationale opéraient à Vallauris dans le même secteur, sans qu'un préalable ils aient été informés de leurs présences respectives. Ce nouveau drame confirme les critiques sans cesse formulées par nos organisations syndicales et démontre l'absurdité d'une utilisation fractionnée des effectifs de police ».

M. Conger, directeur départemental des polices urbaines et M. Mourey, chef de la police judiciaire de Nice, ont affirmé, au cours d'une conférence de presse, que l'information des autres services avait été rendue impossible du fait de l'évolution rapide de l'enquête sur le rapt de M. Pitoun. D'abord par crainte de fuir la chambre de contrôle de la Cour de sûreté de l'Etat confirmant des ordonnances de M. Jean-Claude Thénier, juge d'instruction auprès de cette juridiction. Il s'agit de M. M. Toussaint Pelli, trente-neuf ans, gérant de société à Ajaccio, arrêté pour l'affaire de Bastelica, et Stéphane Bertrand, vingt-deux ans, surveillant d'internat, demeurant à Frunelli-di-Fiumorbo, poursuivi pour l'occupation de l'hôtel Fesch d'Ajaccio.

Deux nationalistes corses ont été libérés, mardi 12 février, de la chambre de contrôle de la Cour de sûreté de l'Etat confirmant des ordonnances de M. Jean-Claude Thénier, juge d'instruction auprès de cette juridiction.

Il s'agit de M. M. Toussaint Pelli, trente-neuf ans, gérant de société à Ajaccio, arrêté pour l'affaire de Bastelica, et Stéphane Bertrand, vingt-deux ans, surveillant d'internat, demeurant à Frunelli-di-Fiumorbo, poursuivi pour l'occupation de l'hôtel Fesch d'Ajaccio.

M. Mourey a précisé que le commissaire qui a arrêté l'équipe de la B.R.I. portait le brassard lumineux habituel mais que, dans l'obscurité, celui-ci n'était pas toujours visible.

MICHEL VIVIS.

APRÈS LA MORT DE M. MAZIZ

Les syndicats de police protestent contre « un manque flagrant de coordination »

La mort, à la suite d'une méprise de la brigade de recherches et d'intervention de Nice, d'un gardien de la paix, M. Philippe Mazzi, a provoqué de vives réactions des syndicats de police.

Rien ne dit qu'il s'agit d'un nouvel épisode de « la guerre des polices ». Rien ne dit non plus que c'est l'effet d'une fatalité épouvantable, pour reprendre l'expression employée au cours de leur conférence de presse, mardi 12 février à Nice, par le chef de la police judiciaire de cette ville et le contrôleur général des polices des Alpes-Maritimes. Ceux-ci qualifient ainsi la mort, par méprise, du gardien de la paix Philippe Mazzi, au cours d'une opération à Vallauris dans la nuit du 11 au 12 février (Le Monde du 13 février).

La Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.) et le syndicat autonome des policiers en civil, notamment, critiquent avant tout le fonctionnement des brigades de surveillance de nuit (B.S.N.) dont Philippe Mazzi faisait partie. Même si le ministère de l'Intérieur indique que ces brigades, qui opèrent à bord de voitures banalisées, sont formées d'un inspecteur de la sûreté urbaine, d'un gardien en tenue et d'un gardien en civil, les policiers s'élèvent contre l'habitude de « déshabiller » des gardiens de la paix pour des missions qui ne sont pas préventives mais répressives.

Philippe Mazzi, qui était le chauffeur du véhicule banalisé, aurait en principe dû se trouver à la tête de la voiture, et non dans le coffre, comme on l'a vu. Sans doute pour mieux passer inaperçu d'éventuels malfruits. De même, bien des policiers en civil n'arboient pas en cours d'opération leur brassard « police » de crainte de se transformer en cible. Ainsi certains gardiens de la paix, d'ailleurs motivés par l'esprit de service, sont « déshabillés » de leur brassard « police » de crainte de se transformer en cible.

Le Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.) s'insurge contre « l'utilisation de gardiens de la paix pour des missions qui ne sont pas préventives mais répressives ». Ce syn-

QUATRE MORTS DANS UN IMMEUBLE ENSEVELI PAR LA NEIGE PRÈS DE BRIANÇON

Un immeuble de trois étages, comprenant six appartements, a été enseveli, pendant la nuit du mardi 12 au mercredi 13 février, par une coulée de neige et de neige au lieu-dit Les Cluses-de-Pelvoux, à une trentaine de kilomètres de Briançon (Hautes-Alpes).

Des décombres, on a retiré quatre morts et quatre blessés.

Deux fonctionnaires sont inculpés dans l'affaire des pots-de-vin de Ligny-en-Barrois

De notre envoyé spécial

Bar-le-Duc. — Impliqués dans l'affaire des pots-de-vin découverte à la suite de la banqueroute frauduleuse des établissements Roumées de Ligny-en-Barrois (Meuse), M. Robert Regard, adjoint au directeur de l'infrastructure de l'armée de l'air et détaché au ministère de la défense, ainsi que son secrétaire, Mlle Colette Despoix, transférés, ce mercredi 13 février, de Paris, où ils étaient détenus depuis le 6 février en l'attente d'un mandat d'arrêt, à Bar-le-Duc, ont été présentés au juge d'instruction chargé de l'affaire, Mme Martine Bouillon, qui les a inculpés et placés l'un et l'autre sous mandat de dépôt.

M. Regard est inculpé de corruption passive, de fonctionnaire, de recel de biens sociaux et de trafic d'influence, Mlle Despoix, d'état de complicité de ces mêmes délits. Avant ces notifications, M. Robert Regard avait déclaré que, s'il fut effectivement lié d'amitié avec M. Roland Roumées, l'un des dirigeants de la société, il n'avait en aucune façon eu la possibilité de favoriser l'obtention de marchés, car ces fonctions ne lui permettaient pas, en tout état de cause, de connaître les propositions de soumissions des concurrents éventuels. Il s'est aussi défendu d'avoir bénéficié d'avantages personnels, et notamment de ces voyages lointains dont il avait été fait état.

« Il m'est seulement arrivé, a-t-il déclaré, de voyager avec M. Roumées, une fois au titre de mission semestrielle à Londres, et une fois au Maroc, mais en partageant les frais ».

Comme on lui demandait, enfin, s'il se considérait comme un bouc émissaire, M. Regard a répondu : « Non, mais je peux constituer une bonne cible. » Quant au rôle de Mlle Despoix, il l'a défini en ces termes : « Elle n'a jamais été depuis dix ans qu'une fidèle secrétaire et la collaboratrice dévouée d'un fonctionnaire qui se croyait honnête ».

L'affaire Boulou

M. VAN RUYMBEKE S'ÉLÈVE CONTRE DES « INSINUATIONS GRATUITES »

(De notre correspondant.)

Caen. — M. Renand Van Ruymbek, juge d'instruction à Caen, chargé du dossier de M. Henri Tournet, a publié lundi 11 février un communiqué dans lequel il déclare : « Face aux nouvelles insinuations gratuites et contradictoires qui cherchent à me nuire, je ne puis aujourd'hui que me taire : certains le savent et en abusent. Le dossier que j'instruis, en toute impartialité, fera justice de ces calomnies qui visent, à travers moi, la magistrature. » Le magistrat fait allusion aux propos rapportés par M. Bertrand Boulou dans son livre *Ma dérive sur mer* (Le Monde du 7 février) et aux insinuations de plusieurs journaux sur son rôle dans l'affaire Boulou.

Depuis le début de cette affaire, M. Van Ruymbek n'avait pas répondu aux accusations portées contre lui. Soupçonné tout à tour d'être un juge « rouge », d'avoir voulu faire « un carton sur un ministre », ou d'être l'instrument d'une manœuvre du garde des sceaux, il n'avait pas voulu répondre, même le jour où avait été connue la lettre de M. Boulou.

Faits et jugements

Après le meurtre de Joseph Fontanet les enquêteurs n'écartent aucune hypothèse.

Les policiers de la brigade criminelle, chargés de l'enquête sur le meurtre de Joseph Fontanet, recherchent sans succès, depuis lundi 11 février, deux hommes qu'un témoin tardif assure avoir vu, vendredi 1^{er} février à bord d'une fourgonnette, vers 23 h. 30, traverser le boulevard Smolenski (1^{er}) durant plusieurs minutes, à proximité du domicile de l'ancien ministre. Toutefois, ce témoignage semble en contradiction avec ceux des voisins de Joseph Fontanet, qui, passant dans la rue à la même heure, n'avaient pas remarqué cette scène.

Les enquêteurs n'écartent encore aucune hypothèse : un crime fortuit ou une vengeance (de M. Fontanet ?). Deux semaines seront nécessaires aux policiers pour étudier les dossiers concernant les fonctions et les relations de Joseph Fontanet au sein de la SODEREC (Société d'études et de réalisation pour les équipements collectifs), dont l'ancien ministre était le directeur général.

Une enquête est aussi menée autour de l'affaire du C.E.S. Pallieron, dont l'incendie, le 6 février 1973, avait causé la mort de deux enfants et de quatre adultes, alors que Joseph Fontanet était ministre de l'éducation. Un correspondant anonyme a affirmé la semaine dernière, avoir vu Joseph Fontanet pour venger ces victimes.

Coluche contesté par les parachutistes ? A la veille du spectacle que doit donner Coluche, ce mercredi 13 février, à Montpellier, la section locale de l'Union nationale des parachutistes a adressé une lettre à l'imprésario de l'artiste, M. Paul Ledermann, auquel elle demande d'inviter « Monsieur Coluche » à « ménager ceux qui ont couramment payé nos droits à la liberté, sans oublier ceux qui pourrissent cette tâche ».

Les représentants des parachutistes ajoutent : « Plusieurs d'entre nous assisteront à cette soirée qui sera sans nul doute très bonne. » On peut s'attendre à ce que les parachutistes veillent de près à la série de sketches et d'improvisations où Coluche ne se prive pas de caricaturer les militaires, les parachutistes et les anciens combattants.

Rappelons que les sections alpineennes de l'Union nationale des parachutistes s'étaient opposées à ce que Serge Gainsbourg chante sa version « rouge » de la *Chanson de la croix* de la route de Périgueux à Mussidan, il a utilisé son propre foulard pour se pendre à un châtaignier.

Dix ans de réclusion pour un industriel lyonnais meurtrier de sa femme.

Lyon. — La cour d'assises du Rhône a condamné, mardi 12 février, Pierre Sénélonge, un industriel, âgé de trente-sept ans, à une peine de dix ans de réclusion criminelle pour le meurtre de sa femme. « On ne tue jamais par amour, si ce n'est par amour de soi », Par cette formule, l'avocat général, M. Guy de Bonnefoi, a déclaré que M. Sénélonge avait résisté à la tentation de la vengeance. Cette dernière avait été examinée par des psychiatres non médecins avant une pose de lentilles cornéennes qui avait entraîné finalement une infirmité centrale de la corne. Le Syndicat national des ophtalmologistes, partie civile, soutenait que l'examen de l'œil et de la réfraction oculaire ainsi que l'analyse de la sécrétion lacrymale, indispensables à l'adaptation de lentilles, sont des actes médicaux ressortissant du domaine exclusif des docteurs en médecine et qu'en se livrant de manière habituelle au maniement d'appareils tels que la lunette réfractrice et l'ophtalmomètre, les prévenus avaient commis le délit d'exercice illégal de la médecine. La cour a estimé pour sa part qu'« en l'état actuel de la législation l'emploi des appareils litigieux destinés à l'adaptation des lentilles cornéennes ne peut être considéré comme un acte exclusivement réservé aux médecins ».

La pose de lentilles de contact n'est pas un acte exclusivement médical.

La onzième chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé, vendredi 8 février, la relaxe de deux opticiens poursuivis pour « exercice illégal de la médecine » après la plainte d'une patiente. Cette dernière avait été examinée par des opticiens non médecins avant une pose de lentilles cornéennes qui avait entraîné finalement une infirmité centrale de la corne. Le Syndicat national des ophtalmologistes, partie civile, soutenait que l'examen de l'œil et de la réfraction oculaire ainsi que l'analyse de la sécrétion lacrymale, indispensables à l'adaptation de lentilles, sont des actes médicaux ressortissant du domaine exclusif des docteurs en médecine et qu'en se livrant de manière habituelle au maniement d'appareils tels que la lunette réfractrice et l'ophtalmomètre, les prévenus avaient commis le délit d'exercice illégal de la médecine. La cour a estimé pour sa part qu'« en l'état actuel de la législation l'emploi des appareils litigieux destinés à l'adaptation des lentilles cornéennes ne peut être considéré comme un acte exclusivement réservé aux médecins ».

● Suicide d'un ressortissant chilien. — Un homme âgé de trente et un ans, apparemment de nationalité chilienne, et dont le nom serait M. Zimka Parada, a mis fin à ses jours dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 février en se pendant, près du village de Montanoux-Montrem (Dordogne). Ayant garé sa voiture, volée dans le nord de la France, au bord de la route de Périgueux à Mussidan, il a utilisé son propre foulard pour se pendre à un châtaignier.

« La Société ludique »

(Suite de la première page.)

A notre sens, ce premier chapitre est fondamental. Le thème de l'attente croissante, le fait que les besoins croissent plus vite que les moyens de les satisfaire, stimule dans un premier temps. Mais cette course de Styrphie finit par engendrer l'attente croissante, le fait que les besoins croissent plus vite que les moyens de les satisfaire, stimule dans un premier temps. Mais cette course de Styrphie finit par engendrer l'attente croissante, le fait que les besoins croissent plus vite que les moyens de les satisfaire, stimule dans un premier temps.

La tentation du jeu est d'autant plus forte qu'on peut s'y adonner avec le masque le moins ludique possible, en spéculant à la Bourse, en écrivant un poème, en élaborant des folies, etc. « Tout le droit social, important s'il en est, procède de ce coup plus souvent qu'on ne le croit du jeu enfantin des gendarmes et des voleurs. » « La profanation des jeux » ne date pas du dévergondage politique de nos olympiades. La rupture avec la vie quotidienne que constitue la fête s'est dégradée peu à peu. « Le sens du jeu, chez l'homme primitif, est clair. Il est total, éthique, esthétique, politique. » L'homme a besoin pour survivre de l'assistance des dieux.

Le musée, moins sollicité

Le jeu sacré se perd dès que les sociétés primitives cessent de simplement survivre pour progresser. Alors naît le spectacle, et « avec le théâtre grec se réalise la profanation définitive d'un des jeux les plus anciens de l'homme, celui du simulateur... Il institue cette trilogie acteur-spectateur qui, depuis, n'a pas cessé de s'imposer à d'autres aspects de la vie collective. » Rome fut « la plus vaste chambre de tortures ouverte à tous les jeux qui ait jamais existé », un exemple unique de régression collective. Les Jeux étaient devenus un instrument essentiel de l'ordre social. Puis l'argent corrompit de plus en plus les jeux de hasard au Moyen Âge, le spectacle sportif depuis la Renaissance, et les paris envahissent toutes les classes sociales.

Examinant ensuite les grandes catégories de jeux, Alain Cotta souligne l'extraordinaire développement de la pratique sportive depuis la fin de la grande croissance économique. En France, le nombre des adeptes-praticiens licenciés s'est accru au rythme de 4,6 % par an de 1952 à 1969 et de 6,5 % de 1969 à 1973.

L'accroissement est de 8 % pour l'année 1973 ! Mais les muscles sont moins utilisés : pour les sports relevant des disciplines olympiques, les plus forts engagements concernent le tir, le tir à l'arc, l'équitation et le canoë-kayak.

Dans les jeux de stratégie, c'est l'intelligence seule, cette fois, qui est sollicitée. Comme pour les jeux de corps, le développement actuel de leur pratique est très rapide, comme l'attestent la multiplication des clubs, celle des publications qui leur sont consacrées et l'apparition de rubriques spécialisées dans les quotidiens et périodiques (échecs, bridge, notamment).

Les jeux réputés difficiles ne cessent de progresser, et, comme la plupart des sports, ils sont d'évidents substituts à la conduite de la guerre. Ils sont donc plus à usage masculin que féminin. Une nouvelle dimension leur a été donnée par l'informatisation de la société qui les a poussés dans deux directions : l'affrontement solitaire de l'homme face à l'ordinateur joueur d'échecs ou la renaissance de jeux de société qui pénètrent la cellule familiale par l'écran de télévision.

Autre constatation d'Alain Cotta : les jeux d'argent ont pris dans nos sociétés des proportions effrayantes. « La recherche d'une plus-value indépendante du moindre travail » a toujours été le ressort de la spéculation, mais le rêve a multiplié les tentatives, au bénéfice toutefois du joueur, en France, qui, avant la création du Loto, représentait 80 % des enjeux contre 10 % à la Loterie et aux casinos.

Si l'on additionne toutes les ressources nécessaires à ces trois activités ludiques (corps, intelligence, argent), l'importance des jeux « oscille selon les nations entre 5 % et 6 % du produit national brut, soit le double de ce que les hommes consacrent à améliorer leurs connaissances technologiques et scientifiques et à peu près autant que ce que requiert le renouvellement de tous leurs biens de jouissance durables... Plus d'un individu sur vingt doit son emploi et vit très sérieusement de la pratique ludique ».

Les jeux existent, selon Alain Cotta, trois tendances fondamentales qui expliquent tous nos comportements : le narcissisme, la rivalité, la paresse. Sur ce dernier point, notre auteur a

un couplet sur la « passivité des masses » qui aurait mérité plus d'explications. Nombre de travailleurs sortent épuisés par leurs tâches, les plus forts engagements concernent le tir, le tir à l'arc, l'équitation et le canoë-kayak.

Alain Cotta a bien deviné au fil des pages cette face cachée des jeux, à la fois espèce de liberté et

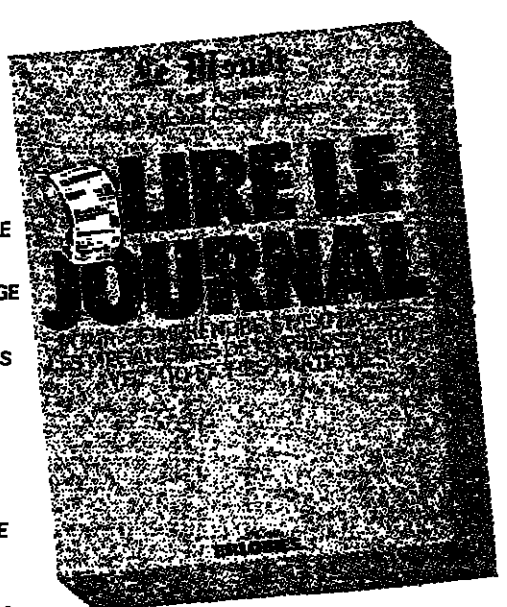
fuite devant l'ennui et la mort. Tous les « jeux d'ombres », qu'il nous propose sont réhaussés par une manière bien à lui de les présenter. La maîtrise de la langue, le sans des formules, l'éclair qui zèbre soudain les zones plus ardues, aident efficacement la réflexion.

PIERRE DROUIN.

* Grasset, 288 pages ; prix moyen : 54 francs.

SOMMAIRE

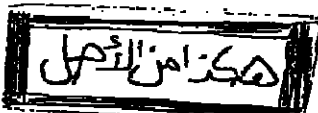
- chapitre 1 A LA SOURCE
- chapitre 2 INFORMER, C'EST CHOISIR
- chapitre 3 LA PUBLICITÉ
- chapitre 4 DE LA GUERRE
- chapitre 5 DE LA NOUVELLE AU « PAPER »
- chapitre 6 LA MISE EN PAGE
- chapitre 7 LA RÉVOLUTION DES TECHNIQUES D'IMPRESSION
- chapitre 8 LA CHASSE AUX LECTEURS
- chapitre 9 LES PARTICULARITÉS DE L'ENTREPRISE DE PRESSE
- chapitre 10 LE JOURNAL SERVICE PUBLIC ?
- chapitre 11 L'INFORMATION, UN ENJEU
- chapitre 12 LA PRESSE MULTIPLE
- chapitre 13 PÉDAGOGIE DU JOURNAL
- chapitre 14 110 FICHES

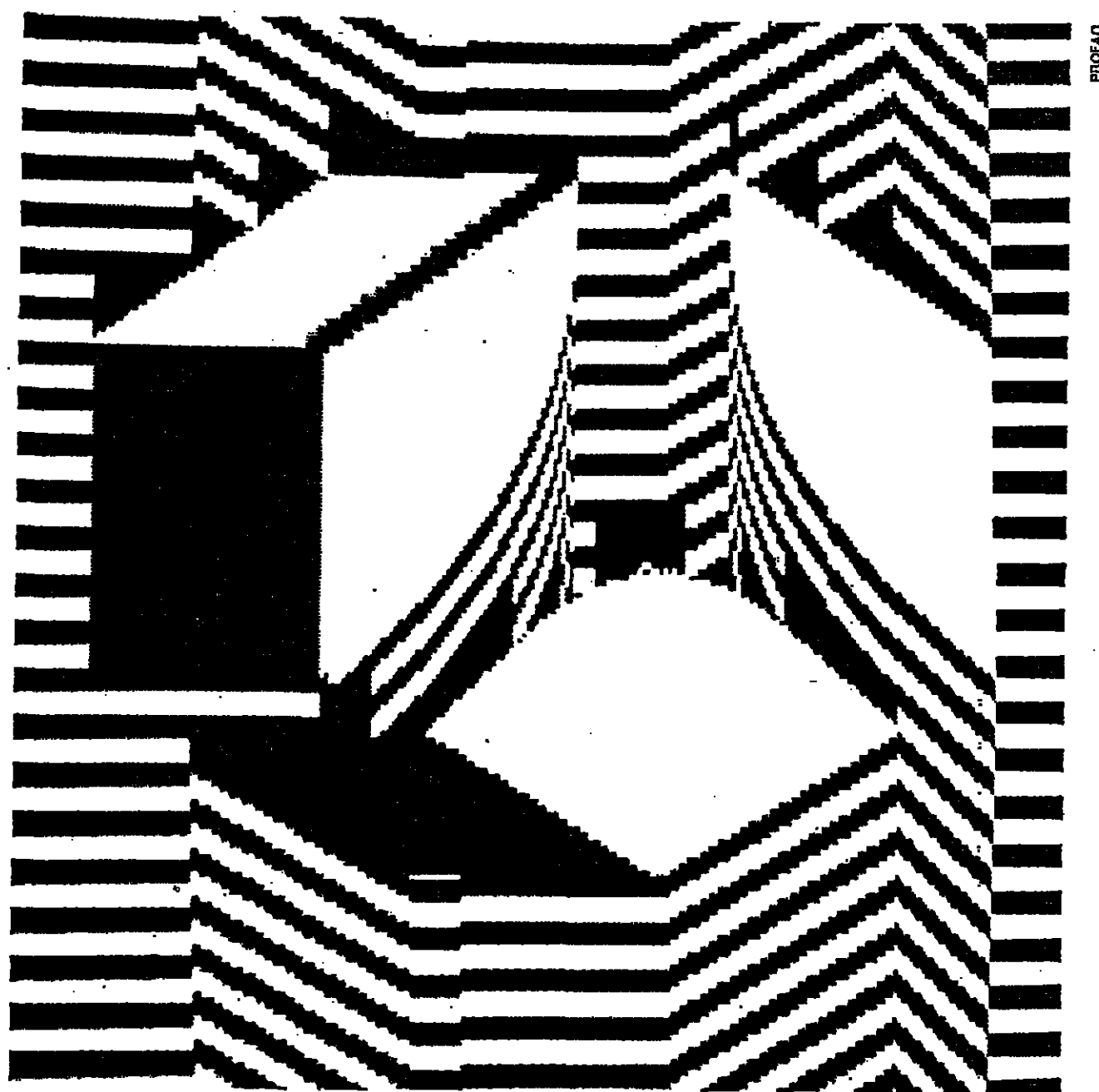


« Cet ouvrage est indispensable à deux niveaux : comme instrument de connaissance de notre société et comme exemple de réflexion pédagogique. A lire et à méditer. »

(HISTORIENS ET GÉOGRAPHES.)

En vente dans les Maisons de la Presse, les principales librairies et au « MONDE », Service des Ventes, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.





"Variations sur un hexagone" sur une idée de A. Carrier, réalisée par J.F. Colonna sur un ordinateur Sans installé à l'Ecole Polytechnique dans les services de LACTAMME (Laboratoire commun à l'Ecole Polytechnique et à l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications)

L'AVENIR S'ECRIT AUSSI EN FRANÇAIS

L'avenir commence maintenant. Des techniques nouvelles transforment progressivement notre vie. Parmi celles-ci, l'informatique, née de l'électronique, joue un rôle de premier plan. La place tenue par l'industrie française dans ce secteur de pointe s'affirme chaque jour davantage.

Grâce à des compagnies françaises comme THOMSON-CSF, l'avenir s'écrit aussi en français.

Janvier 1980 : THOMSON-CSF INFORMATIQUE rassemble une somme de compétences, de produits et de services unique en Europe.

De plus, THOMSON-CSF INFORMATIQUE bénéficie de l'exceptionnel potentiel de connaissances, des ressources techniques, industrielles et commerciales d'une des plus grandes compagnies françaises : c'est la garantie d'une informatique innovatrice, intégrée dans la dynamique du traitement et de la diffusion de l'information.

THOMSON-CSF est un des leaders mondiaux dans les domaines des équipements et systèmes électroniques, des télécommunications et des composants : avec THOMSON-CSF INFORMATIQUE, notre avenir s'écrit en français. Dès maintenant.

THOMSON-CSF INFORMATIQUE en 1980 :

- Chiffre d'affaires : 2 milliards de Francs, dont un quart hors de France.
- 7.500 personnes, dont plus de 2000 ingénieurs, 1000 emplois nouveaux créés en deux ans.
- Mini-ordinateurs et systèmes MITRA et SOLAR, de SEMS.
- Terminaux et périphériques, du Département des Activités Péri-Informatiques.
- Ingénierie de systèmes, logiciels et matériels spécifiques, conseil, assistance, audit et formation, assurés par un ensemble de Sociétés, (CIMS, ANSWARE, ECA AUTOMATION, TITM) spécialisées dans les différents types d'applications informatiques : grands systèmes temps réel, bureautique, informatique pour les PME...



THOMSON-CSF INFORMATIQUE

23, rue de Courcelles - 75008 Paris - Tél. : 561.96.00

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

ENREGISTREMENT DANS UN CHATEAU

Les secrets d'un éditeur

RAREMENT l'émission régulière de Rémy Stricker et Michel Bernard sur France-Culture aura mieux mérité son titre — « La musique et les hommes » — que ce mercredi 13 février où, durant deux heures et demie, René Fouqué évoque Couperin et fait entendre sa musique tout en racontant une aventure. Oui, une aventure : celle de l'enregistrement par Scott Ross de l'intégrale de l'œuvre pour clavier de ce compositeur, baptisée « Le Grand » par ses contemporains, qui n'écrit pas seulement les divertissements légers destinés à égayer les trop longs dimanches d'un monarque vieillissant. Bien sûr, René Fouqué s'improvise historien de la musique, bien sûr, il aura soin de situer Couperin, entre Lully et Rameau, de raconter un peu sa vie au temps de la cour de Versailles, quand Watteau peignait les fêtes galantes et que le Tout-Paris gaillard se livrait à la danse, mais surtout, il va nous parler de l'homme, de son caractère, de ses goûts, de ses idées, de son œuvre. C'est là le mot à la mode. Couperin, lui, se contentait de

déménager fréquemment, tous les jours dans le périmètre d'un même quartier, de la rue Sainte-Anne à celle des Petites-Champs. Mais brisons là. Comment René Fouqué en est-il arrivé à écrire ces *Lettres en marge des pièces de Couperin* de François Couperin ? Qui lui a dit, lui-même ? Qui se cache derrière le correspondant anonyme à qui il les envoie en 1978 ? Et pourquoi du château d'Assas, « ce château où l'on arrive par les arrières, dans un capharnaüm de pierres, de caillasse, paysage de bories, sec, aride, creux, aride, aride » ? Assas : près de Montpellier, « avec ses pins de l'acropole XVIII^e, soigneusement rythmés ». Assas endormi dans le « silence concret » de la garrigue, « parmi les vignes et ce qui a dû être un parc avec d'énormes cyprès pinceaux, d'autres cyprès d'apparat et les pins sauvages, ceux à cigales, arbres d'origine méditerranéenne ». Assas avec ses vastes vestiaires et « sa bibliothèque tout entière assise sur l'encyclopédie de Diderot » et, dehors, parfois le mistral.

serie administrative, des projets d'affiches et des épreuves à vérifier. En bas, dans la rue, est garé « le camion ». « Nous partons pratiquement chaque semaine pour aller livrer nous-mêmes, dit-il Hler, fêtais à Reims, j'emmenais le Soles dans le camion, ça va vite pour circuler dans les villes. Je fais le tour des trois ou quatre disques que je connais dans chacune. Il me semble important d'être en contact direct avec eux. Et la semaine suivante, je file ailleurs. Nous avons ainsi un réseau de correspondants. Ils savent ce que nous leur fournissons, ils savent qu'ils doivent parfois attendre. Ceux qui n'ont pas la patience ne m'intéressent pas. » Il leur faut attendre, en effet, qu'après les avoir fait graver et presser en Allemagne, chez Telefunken, Alain Villain vérifie un par un l'état des disques, les range lui-même dans leurs pochettes, et les conditionne à la main, scellant le dernier emballage de plastique transparent rétractable à l'aide d'un sèche-cheveux.

Tommy Desserre, le titulaire de l'orgue de l'ancien Gaumont-Palace, jouant une ultime fois avant que celui-ci ne disparaisse. « Personne ne s'en souciait quand a commencé la démolition du cinéma. J'ai ramené quelques amis, nous avons nous-mêmes démonté l'orgue. Ça a été un travail fou. C'est seulement après que je suis allé voir un commissaire-priseur pour savoir à quel prix l'instrument pourrait être vendu que le ministère a réalisé qu'il n'y avait plus beaucoup d'orgues pareilles en France. » Alors, avec Tommy Desserre, qui n'avait plus joué depuis dix ans, il a enregistré un disque : un condensé des accompagnements qui fleurissent dans les beaux jours d'un cinéma fini.

Et, pour que « ça vive », ou plutôt que « ça reste » de la même façon, Alain Villain s'est attaché à faire connaître un manuscrit d'opéra, ou tels joueurs de sitar et de surbahar de l'Inde du Nord. « Pour que ça vive », ou que « ça existe », il a aussi, en 1977, publié un des plus étonnantes livres qui soit sur le monde, ce jardin labyrinthique situé au nord de l'Italie, parc des monstres dont tant de littérateurs ont fait cas. Parce que aucun éditeur n'avait accepté de le faire, il a pris le texte de René Fouqué, les photographies de Daniel Boudinet, et choisi un veau dont la particularité est de n'être précédé que par du lait afin de faire ressortir des photographies.

nier du son, et nous n'avons cessé de nous concerter avec seulement nos oreilles. C'était toujours le même clavier, et nous avons, une fois de plus, vécu ensemble tout ce qu'il y a à vivre dans ce château. » Un enregistrement ? C'est l'organisation de catastrophes successives, mais qui doit, au bout du compte, être impeccable. Alors, j'ai demandé à René Fouqué de nous accompagner ; il a écrit de son côté ce qu'il voyait, ce qu'il entendait ; il est entré dans les rouages ; et voilà : après avoir travaillé sur Couperin à la Bibliothèque nationale, il a écrit ces *Lettres en marge*. Il continue. Les *Lettres* ont été imprimées sur rotative, en caractères plantin ; elles sont contenues dans le deuxième coffret. « Si on a envie de lire, on prend son couteau pour séparer les pages », ajoute Alain Villain. Et, forcément, on a envie, parce que, dans leur sobriété, ces feuilles sont d'un luxe inouï. Avec ses *Lettres*, Alain Villain a brutalement, au Musée de la ville de Paris, la vogue de l'écrit à la fin du siècle dernier. Ses promoteurs, ses éditeurs, les catalogues, les ventes, les expositions.

Jusqu'au perfectionnisme

Scott Ross restait seul dans la chapelle, jouant d'un clavier au couvercle soigneusement peint, et seul un câble électrique traversait la cour envahie par les fleurs d'acacia aurait permis au visiteur ébahi de deviner qu'il était venu là pour enregistrer des disques, seize disques contenus dans deux coffrets, une somme : une intégrale, sélectionnée pour 1980 au grand prix de l'Académie du disque français. Déjà, en 1975, Scott Ross avait enregistré au château d'Assas les pièces pour clavier de Rameau. A la demande de la même personne qui se cache derrière le nom d'une marque (une petite marque de disques) : STILL, quatre majuscules inscrites au bas de coffrets et de pochettes, et sur la couverture de livres dont la seule apparence suffit à certifier la qualité impeccable. STILL, c'est Alain Villain, le destinataire anonyme des lettres de René Fouqué. Un éditeur, au beau et fort sens du mot, quand « éditer » signifie prendre le risque, aller jusqu'au bout, jusqu'au meilleur d'un rêve initial,

qu'il a forcé les incrédules, à entraîner son chemin les prudents « réalistes », à se faire traiter d'aventurier. L'aventurier qui, en 1971, quitte le journalisme pour commencer à enregistrer des disques avec l'aide de sa femme et d'un ami graphiste et maquettiste — « Il s'appelle aussi Alain, mais Alain Joy, dit-il, moi, c'est Villain ! » — donc, lui, Villain, en neuf ans, est devenu un professionnel qui compte. De sa « petite boîte » il est à la fois le patron et le garçon de courses, le maintenance, le représentant commercial, le directeur artistique. Sa « maison », sept fois de suite récompensée par les jurys de l'Académie du disque, a pour siège social un local perdu en banlieue, mais de fait l'entreprise tient tout entière dans son appartement personnel, proche des boulevards de la ceinture, trois pièces dans lesquelles il est malaisé de se retourner au milieu des étagères débordantes de cartons remplis, de la machine à écrire les coffrets, de la papeterie-

A celui qui s'étend de tant de temps et d'énergie dépensés à des tâches qui pourraient être assurées en usine, il répond qu'il n'a justement pas le temps de se permettre l'imperfection toujours possible. « Si un client reçoit un disque avec un défaut, il exige, et c'est normal, qu'on le lui remplace ; je ne suis pas organisé pour cela. Autant faire au mieux du premier coup. Question de rigueur, de même on espère des trains qu'ils soient à l'heure, non ? » Pour être rigoureux, l'éditeur : il serait même tenté de contractuellement à ce qu'il pourrait laisser croire son allure extérieure de rescapé nostalgique d'un Mai 68 dont les lendemains n'auraient pas déchanté. Son souci minutieux du plus infime détail confine à la maniaquerie, mais rien de tel qu'un perfectionnisme pour voir parler de la qualité et du grain d'un papier, de la beauté d'un caractère d'imprimerie, et de l'importance d'une marge.

Il a publié quelques livres, avec le même soin amoureux qu'il a filé l'intérieur de l'orgue de la cathédrale de Poitiers, le travail des derniers graveurs sur bois, ou

Brutaliser les habitudes

« Je voulais que les images soient seulement des signes, je ne voulais pas qu'elles soient là pour aggraver ou illustrer les mots. Il fallait que le livre exprime cette rencontre d'un procès-verbal et d'un procès visuel, sans prétendre éclaircir le mystère. » Objectif atteint. Le livre devait être fait de la même manière son envie d'enregistrer au château d'Assas la première fois qu'il vit cette demeure. « Ça a été une sorte d'histoire d'amour. Il y avait là une statue qui me fascinait, une statue en plâtre du dix-huitième, avec une courbe de désespoir. J'ai demandé à Scott Ross de venir enregistrer là, car cet endroit me paraissait exprimer le comble du

moi à propos de la musique de Rameau, qui était un homme très amer et très secret. Nous sommes partis avec un ingénieur du son et son assistant ; la propriétaire du château, Mme Demangel, nous a laissés habiter le lieu et nous n'avons plus qu'à nous mettre à la disposition du musicien, en lui indiquant seulement nos limites ; et, au fond, les limites ne sont nombreuses que si on le veut bien. Mis à part l'orgue et la flûte, qui nécessitent des matériels très particuliers, on peut tout faire n'importe où, à condition d'être surpris. » Un ingénieur du son doit rester le plus transparent possible. Pour l'enregistrement du Couperin, nous sommes notre propre matériel et notre propre ingé-

nière du son, et nous n'avons cessé de nous concerter avec seulement nos oreilles. C'était toujours le même clavier, et nous avons, une fois de plus, vécu ensemble tout ce qu'il y a à vivre dans ce château. » Un enregistrement ? C'est l'organisation de catastrophes successives, mais qui doit, au bout du compte, être impeccable. Alors, j'ai demandé à René Fouqué de nous accompagner ; il a écrit de son côté ce qu'il voyait, ce qu'il entendait ; il est entré dans les rouages ; et voilà : après avoir travaillé sur Couperin à la Bibliothèque nationale, il a écrit ces *Lettres en marge*. Il continue. Les *Lettres* ont été imprimées sur rotative, en caractères plantin ; elles sont contenues dans le deuxième coffret. « Si on a envie de lire, on prend son couteau pour séparer les pages », ajoute Alain Villain. Et, forcément, on a envie, parce que, dans leur sobriété, ces feuilles sont d'un luxe inouï. Avec ses *Lettres*, Alain Villain a brutalement, au Musée de la ville de Paris, la vogue de l'écrit à la fin du siècle dernier. Ses promoteurs, ses éditeurs, les catalogues, les ventes, les expositions.

MATHILDE LA BARDONNIE

UNE SELECTION

cinéma

MA CHERIE DE CHARLOTTE DUBREUIL
(Lire notre article page 14)

NUIT ET BROUILLARD AU JAPON DE NAGISA OSHIMA

Où l'on fait connaissance des déchirements et des drames que vécurent les intellectuels japonais. Il y a vingt ans. D'un côté, les révolutionnaires, les romantiques, de l'autre, les stalinistes, les dogmatiques. Œuvre de jeunesse, ce film étouffant et lourd comme un psychodrame, recèle malgré tout bien des dons — ceux que l'on retrouvera dans « la Cérémonie » (projeté également à Paris en ce moment).

L'intendant Samso, de Kenji Mizoguchi : cauchemars de l'humanité traversés de beauté, de poésie, de tendresse. Waide en sept films : de Kanal aux Démoniaques de Wilno, sept aspects d'un style incroyablement varié. Rétrospective. C'est à la Cinémathèque française : une chance unique, celle d'appréhender dans son ensemble une œuvre cinématographique sans égale. American graffiti, la suite, de B.W.L. Norton : moins riche que les premiers graffitis, mais tout aussi sympathique. Rocky II, la revanche, de Sylvester Stallone : sympathique. Rocky l'est aussi, avec moins de finesse, cependant. Palmes d'or du Festival de Cannes : quatorze reprises, quelques chefs-d'œuvre.

théâtre

LE JEU DE SAINT-NICOLAS AU CHATEAU DES HALLES

Histoire d'une grande bataille entre Maures et chrétiens, et d'un trésor volé par des mécréants. Réunis épiques, épopée d'époque, chants alternés d'un poète archaïque et d'un langage théâtral d'aujourd'hui. Les comédiens de l'Atelier du Centre Pompidou ont fait de ce spectacle une œuvre d'art. Le 19 février, avec « Un jour comme un autre », de Vinko Globokar et Michel Rastelli, présenté l'an passé au Festival d'Avignon. L'oubli impossible d'une femme torturée (Bobigny, boulevard Lénine, les 19, 20, 22 février, à 20 h. 30, et 24, à 16 h. 30 ; Aulnay-sous-Bois, les 26 et 27, à 20 h. 30).

GLOBOKAR DANS LA SEINE-SAINT-DENIS La Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis, établie à la fois à Bobigny et à Aulnay-sous-Bois, ouvre ses portes le 19 février avec « Un jour comme un autre », de Vinko Globokar et Michel Rastelli, présenté l'an passé au Festival d'Avignon. L'oubli impossible d'une femme torturée (Bobigny, boulevard Lénine, les 19, 20, 22 février, à 20 h. 30, et 24, à 16 h. 30 ; Aulnay-sous-Bois, les 26 et 27, à 20 h. 30).

LYRIQUES DE PROVINCE Une série de spectacles lyriques en province : à Lyon, Louis Erio fait une nouvelle mise en scène de « Don Giovanni », avec Roger Soyer, C. Allot-Luguez, E. Tappi, M. Castro-Alberici, R. Andruet, P.Y. Le Maigat, sous la direction d'Emil Tchakaroff (du 19 février au 1^{er} mars) ; à Toulouse, « la Tosca » par J.-P. Ponnelle (les 15, 17, 19, 22, 24, 26) ; à Strasbourg, « le Freischütz » (les 19 et 20). Près des frontières, une brillante « Ariane à Naxos », avec Y. Minton, E. Marton, J. Thomas et E. Gruberova, sous la direction de J. Pritchard (Genève, les 16, 18, 21, 23, 25) et à Bruxelles une « Falstaff » prometteuse, dans une mise en scène de Colin Graham et des décors de Th. Boquet (Théâtre de la Monnaie, les 18, 19, 22, 24, 27).

musique

« LE NEZ » A NANTERRE

La Biennale « Voix, théâtre et musiques d'aujourd'hui » reprend le Nez, le premier opéra que Chostakovitch écrivit à vingt-quatre ans, une satire de la

bureaucratie d'après Gogol, pleine d'entrain et percussive, dans la mise en scène de Pierre Barrat, un burlesque à la manière des Marx Brothers, avec une apreté très russe. Par l'Atelier du Centre Pompidou (les 18, 20, 21, 22, 23, 25, 27, 29, 31), ainsi qu'au Musée d'art moderne de la Ville de Paris où l'ARC présente dans les « Espaces libres » une série de manifestations interdisciplinaires. Pour la musique et les images, le « Perpetuum », de P. Henry et Th. Vincens, « espace de fascination pour transformation d'images et de rencontres sonores en perpétuelle évolution » (permanence jusqu'au 24). Signaleons aussi un « Tombeau » sur un texte de Hölderlin, musique de Guy Laurant, « mise en formes » par Simon Suarez (le 20 février, à 20 h. 30).

Durieux, Brahms, Dvorak, par la Philharmonie de Cluj (Roumanie), dir. S. Zehnacker, avec A. Dumay (Gavesti, le 19) ; Sh. Verit (Opéra de Paris, le 14) ; Berlioz, Louis-lévent, Dvorak, par l'Orchestre de Paris, dir. J. Conlon, avec Rostropovitch (Palais des Congrès, le 14, à 20 h. 30 ; le 15, à 19 h. 30 ; Champs-Élysées, le 16, à 10 h.) ; D. Fischer-Dieskau (Pleyel, le 14) ; Musica Instrumentalis de Vienna, musique ancienne (Saint-Julien-le-Pauvre, le 15) ; E. Ameling (Athènes, le 18) ; I. Perlman (Champs-Élysées, le 18) ; Stephen Bishop-Kovacevic (Champs-Élysées, le 19) ; Wagner, Mozart, Amy, Ravel, par l'Orchestre philharmonique, dir. G. Amy, avec B.L. Gelber (Champs-Élysées, le 20).

danse Carolyn Carlson à l'Opéra de Paris : elle danse « Trio », avec Lario Ekson et Yorma Uofinen, une plongée dans l'univers ont-

MUSIQUE CONTEMPORAINE

Grandes activités à l'ARCAM, avec cinq « ateliers » consacrés à l'influence de la tuberie sur les orchestres (et inversement) dans la grande salle du Centre Pompidou (les 18, 20, 21, 22, 23, 25, 27, 29, 31), ainsi qu'au Musée d'art moderne de la Ville de Paris où l'ARC présente dans les « Espaces libres » une série de manifestations interdisciplinaires. Pour la musique et les images, le « Perpetuum », de P. Henry et Th. Vincens, « espace de fascination pour transformation d'images et de rencontres sonores en perpétuelle évolution » (permanence jusqu'au 24). Signaleons aussi un « Tombeau » sur un texte de Hölderlin, musique de Guy Laurant, « mise en formes » par Simon Suarez (le 20 février, à 20 h. 30).

Durieux, Brahms, Dvorak, par la Philharmonie de Cluj (Roumanie), dir. S. Zehnacker, avec A. Dumay (Gavesti, le 19) ; Sh. Verit (Opéra de Paris, le 14) ; Berlioz, Louis-lévent, Dvorak, par l'Orchestre de Paris, dir. J. Conlon, avec Rostropovitch (Palais des Congrès, le 14, à 20 h. 30 ; le 15, à 19 h. 30 ; Champs-Élysées, le 16, à 10 h.) ; D. Fischer-Dieskau (Pleyel, le 14) ; Musica Instrumentalis de Vienna, musique ancienne (Saint-Julien-le-Pauvre, le 15) ; E. Ameling (Athènes, le 18) ; I. Perlman (Champs-Élysées, le 18) ; Stephen Bishop-Kovacevic (Champs-Élysées, le 19) ; Wagner, Mozart, Amy, Ravel, par l'Orchestre philharmonique, dir. G. Amy, avec B.L. Gelber (Champs-Élysées, le 20).

danse

Carolyn Carlson à l'Opéra de Paris : elle danse « Trio », avec Lario Ekson et Yorma Uofinen, une plongée dans l'univers ont-

rique sur une musique free jazz de Barre Phillips et Hervé Bourdais. Elle a préparé pour neuf jeunes danseurs de la maison un parcours non-stop très aéré — Slow, heavy and blue —.

expositions

HOMMAGE A MONET AU GRAND PALAIS Un grand rassemblement de près de cent trente peintures : l'ensemble du Musée du Jeu de paume (une soixantaine d'œuvres) augmenté de la quasi-totalité des Monet conservés dans les musées de province (une trentaine), de prêts de collectionneurs français et d'œuvres capitales des musées étrangers.

DEGAS AU MUSÉE MARMOTTAN Une exposition au Musée Marmottan qui propose un regard en finesse sur un tableau, le « Portrait de la famille Belli » de Degas, qu'il entreprend à l'âge de vingt ans. Autour du tableau monumental (2 m. x 2,5 m.), les treize dessins et deux peintures préparatoires qui mènent à l'œuvre d'un premier chef-d'œuvre.

Le VOYAGE D'ITALIE DE VIOLETTE-LE-DUC A L'ÉCOLE DES BEAUX-ARTS Suivra Viollet-le-Duc tout au long de son périple à travers la péninsule et la Sicile, découvrir ses émotions et ses dessins, et découvrir en même temps la chapelle restaurée des beaux-arts, ses moulages et ses copies.

SIX CENTS PROJETS POUR LES HALLES A LA FRAC D'autres propositions pour le cœur de Paris. Il faut les voir comme les exemples des recherches qui agitent le monde trop clos de l'ar-

chitecture. Quelques-unes laissent imaginer de réelles solutions (13, boulevard de Sébastopol).

Dall, au Centre Georges-Pompidou : une grande rétrospective et un grand monument pour le dernier des surréalistes, Oyvind Fahlstrom, au Centre Georges-Pompidou : une petite rétrospective pour un peintre suédois récemment disparu, René Char, à la Bibliothèque nationale : une trentaine de manuscrits illustrés par des grands peintres. L'effacement, au Musée de la ville de Paris, la vogue de l'écrit à la fin du siècle dernier. Ses promoteurs, ses éditeurs, les catalogues, les ventes, les expositions.

variétés

JERRY LEWIS A L'OLYMPIA Retrouvailles avec Jerry l'idiot, Jerry le maladroit, Jerry le clown, Jerry Frégoli, Jerry le mime.

Bernard Lavilliers au Palais des Sports : les éclats musicaux d'un chanteur qui rêve d'une autre planète ; Miroce Benin au Théâtre de la Gaîté-Montparnasse : un jeune poète.

jazz

CATALOGUE DE JACQUES BERROCAL L'univers sans commune mesure d'un musicien toujours surprenant. Avec Jean-François Pauvres, Roland Bochet et Erwan Lemaro Hapour. (Chapelle des Lombards, les 13, 14 et 15 février.) GHEDALIA TAZARTES A LA FORGE La voix, bien réelle, et les mondes imaginaires de Ghedalia Tazartes. (Du 16 au 24 février.)

«Ma chérie», de Charlotte Dubreuil

« Je fais des films qui expriment ma parole de femme »

AUTEUR et réalisatrice de *Qu'est-ce que tu veux, Julie ?* (1978), Charlotte Dubreuil affirme, dès ce premier film sur le naufrage des utopies d'après mai 68, sa volonté de ne pas mystifier et de ne pas se laisser mystifier par les modes ou les courants d'idées féministes. Elle a choisi de parler des femmes selon sa propre sensibilité, selon le mouvement de la vie tel qu'elle le ressent. En 1979, la *Femme perdue* ou le *Présent composé*, réalisés pour FR 3, dédramatisaient le problème du divorce. Tourne la même année, *Ma chérie*, histoire d'une femme de trente-cinq ans et de sa fille adolescente, n'est pas un film sur le conflit des générations, mais sur une relation affective qui, en se dénouant, conduit à une prise de conscience réciproque de l'identité.

Jeanne, divorcée, vit seule avec Sarah (dix-sept ans) qu'elle a toujours protégée, tout en répondant à ses exigences. Le temps est venu où ni l'une ni l'autre n'a plus envie de suivre le chemin tracé. Sarah regimbe, fait des reproches à sa mère. Elle veut exister toute seule. Jeanne aussi. En s'accrochant parfois avec passion, la mère et la fille — qui ont, chacune, besoin de la présence d'un homme, d'un mari, d'un père — se découvrent respectivement, se donnent mutuellement la liberté. Elles se quittent, mais il leur reste la tendresse.

Charlotte Dubreuil a filmé ce qui, dans une construction dramatique traditionnelle, se passerait entre les « scènes à faire ». Elle a refusé des scènes au profit de moments d'intimité, de situations présentées comme des confidences. Travaux ménagers, repas, équilibre du budget, solitude à deux, échos du monde des hommes par le téléphone, discussions, c'est tout un univers féminin qu'on découvre. C'est la transformation nécessaire d'un couple de femmes unies par les liens du sang et dont chacun doit acquiescer son autonomie. A la séquence du hammam près (Charlotte Dubreuil s'en explique dans l'interview qui suit), l'unité de ton, de style est parfaite.

La rencontre de Marie-Christine Barraud et de Béatrice Bruno se place sous le signe de la connivence. La comédienne expérimentée et la débutante plus que prometteuse ont en commun de ne pas chercher à donner d'elles-mêmes, à l'écran, une fois pour toutes, une image de marque bien délimitée. Elles jouent, bien sûr, mais comme on vit ; elles ont l'âge de leurs rô-

les, elles ne se préoccupent que de leurs personnages. Elles sont, côte à côte et différentes, très vraies, très attachantes.

« Comment êtes-vous passée de *Qu'est-ce que tu veux, Julie ?* à *Ma chérie* ? Histoire d'une femme vivant l'échec d'une communauté féministe et d'une expérience d'école parallèle, en *Prospère*, à *Ma chérie*, film intimiste, sur les rapports d'une mère et de sa fille adolescente ?

— Il n'y a pas eu de passage. Je m'étais donné une année pour devenir réalisatrice. Je me suis enfermée dans une chambre et, en cinq mois, j'ai écrit le scénario de *Qu'est-ce que tu veux, Julie ?* En commençant ce travail, j'ai eu, brusquement, l'idée de *Ma chérie*. Cela m'est venu comme une bouffée, je pensais à l'amour, à la tendresse, aux liens mère-fille adolescente qui se défont, forcément, d'une certaine manière. Après avoir déposé le projet du premier film à la commission des avancées sur recettes, je me suis mise immédiatement à *Ma chérie*. La seule corrélation, c'est la recherche d'identité des femmes. Julie, qui

a quarante ans en 1978, passe par des références intellectuelles (Mal 68, la vie communautaire, la liberté sexuelle, etc.). Jeanne appartient à un autre milieu, elle n'a pas de références intellectuelles, elle a trente-six ans en 1980 ; elle mène sa recherche dans des conditions différentes, comme sa fille Sarah, et c'est une affaire entre elles.

— Votre propre fille, Judith, a écrit le scénario avec vous.

— Je sentais l'histoire très fortement. Mais j'étais incapable de me mettre dans la peau d'une fille de seize ans. J'ai donc demandé à Judith son avis sur le personnage de Sarah. Nous avons alors écrit chaque scène, chacune de son côté. Nous nous passions nos textes pour en discuter. Je ne me reconnaissais pas toujours dans la manière dont Judith envisageait Jeanne ; elle non plus dans une conception de Sarah. Nous avons appris ainsi à nous aimer, à nous connaître autrement. Six mois après que *Ma chérie* a été écrit, Judith est partie. Elle avait compris que j'étais en train de trouver ma personnalité, ma liberté.

Les sentiments sont autobiographiques

— Est-ce un film autobiographique ?

— Pas vraiment. Je suis divorcée, j'ai deux enfants, Judith et son frère Abraham, plus jeune ; mais, séparée de mon mari, je n'ai jamais vécu seule avec eux. Et, dans la vie, j'avais fait le chemin de Jeanne avant le départ de Judith. Evidemment, Jeanne me ressemble par certains côtés. Je ne suis pas issue d'un milieu bourgeois et intellectuel ; j'ai été inspirée par mes rapports avec ma fille. Mais seuls les sentiments sont autobiographiques.

— Dans cette œuvre de femme, sur des femmes, d'où les hommes sont pratiquement absents, apparaît, sans cesse, le besoin de l'homme, père ou compagnon. Ce n'est pas l'attitude féministe telle qu'elle est souvent affirmée chez d'autres réalisatrices.

— Je n'ai pas fait un film féministe, je ne sais pas ce que c'est. Je fais des films qui expriment ma parole de femme. La parole des hommes est partout. Elle pèse sur nous et, quand nous écrivons, nous avons tendance à la reproduire. Tout a été inventé par les hommes. Il faut, maintenant, que les femmes inventent, se découvrent. Dans la mesure de

mes moyens, j'essaie d'être très proche de ma personnalité féminine. Mais pour moi, il est impossible que la femme et l'homme existent l'un sans l'autre. Mes parents étaient divorcés ; j'ai manqué d'un père. J'ai besoin d'un homme en face de moi, avec moi. Je sais que les mouvements féministes, depuis *Qu'est-ce que tu veux, Julie ?* n'approuvent pas ma position. Tant pis ! La période que nous vivons est à la fois difficile et magnifique pour les femmes. Elles n'avaient pas de valeurs établies. Elles cherchent, maintenant, leur parole et leur identité sur un terrain neuf, avec la force de l'opinion qui se libère. Les hommes étaient toutes les valeurs. Il leur faut renoncer aux rôles appris, aux certitudes qu'ils avaient et que nous n'avons jamais eues. Ils sont déconcertés. Mais si la femme et l'homme n'agissent pas ensemble, on ne sortira pas de l'impasse.

— Alors, pourquoi n'avez-vous pas montré des hommes, sauf un, qui ne fait que passer, dans votre film ?

— Si l'on avait vu, à l'image, le père de Judith, ou Pierre, avec lequel Jeanne a une liaison, le sentiment de frustration de ces deux femmes aurait été désa-

morcé. Ils existent quelque part, on entend leurs voix au téléphone mais c'est comme s'ils appartenaient à un autre univers. Je voulais que cette absence fasse bien sentir le besoin de l'homme, chez Jeanne et chez Sarah. Antoine, avec lequel Jeanne a une brève aventure, devait, lui, être montré, parce qu'il est un révélateur. Jeanne le rencontre au moment où elle vient d'accompagner à la gare Sarah partant en vacances. Elle est très seule pour la première fois. Elle sait que la Sarah qui reviendra ne sera plus sa « petite fille ». Antoine est, en quelque sorte, la continuité de Sarah. Il s'achève la mise au monde de la mère par la fille. Jeanne ne pouvait expliquer à Sarah qu'elle avait des rapports difficiles avec les hommes. Cette rencontre le fait découvrir. Jeanne veut exister avec un homme, mais pas n'importe comment : elle veut aimer et être aimée de la même façon. Antoine est gentil, sympathique ; il n'a pas de présence affective. Lorsque Jeanne le refuse, au téléphone, elle se définit en parlant. On comprend son caractère, ses exigences, sa personnalité profonde. Elle n'a rien à donner dans les conditions qu'on lui offre.

— La scène du hammam apporte un ton différent. Elle semble inutile à l'histoire. On la ressent comme un discours « féministe plaqué », obligé.

— C'est un avis général et je suis consciente d'avoir complètement raté cette scène. Je voulais montrer des femmes nues, belles et laides mêlées, dans un endroit où elles ne sont pas sous le regard des hommes pour plaire, séduire, faire l'amour. Je voulais traiter comme une énoncé blique un certain type de discours féministe que je refuse dans la vie, que je tenais à démythifier. Celles que je visais ont compris la raillerie parce qu'elles se méfient de moi ! Mais c'est vrai que je n'ai pas réussi à faire passer, dans la réalisation, mes intentions réelles. Je n'ai pas été en possession de mes moyens pendant le tournage. Dans ce hammam, par une chaleur de 40°C, c'est au montage que je me suis aperçue que la scène n'allait pas. Il ne m'a pas été possible d'en refaire le tournage. Elle est ratée, donc. Pourtant, je ne veux pas la supprimer, malgré tous les conseils qu'on m'a donnés. Ce n'est pas de l'entêtement. Je sens que, sans cette scène même en l'état où elle est, le film dirait un peu moins ce que je voulais dire.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

Les Rencontres de Saint-Étienne

FÊTE POUR GRAND ÉCRAN

LA cinéphilie ne se bâte plus aux premiers rangs des cinémathèques, l'art et l'essai — et le « commercial » — sortent de leurs ornières, et les distinctions ne sont plus si simples. La télévision, qu'on accuse de mille morts dont celle du cinéma, a pourtant su réveiller, grâce à FR 3 et au soirées ciné-club d'Antenne 2, le goût des chefs-d'œuvre, qu'on va de plus en plus voir sur le grand écran des salles obscures. C'est même devenu un problème. Fritz Lang et Hitchcock sont les cinéastes à la mode.

A Saint-Étienne, ils ont compris tout cela, qu'on pouvait faire sortir les gens de chez eux, qu'un festival de cinéma pouvait être une manifestation culturelle populaire. A leur façon, ils ont travaillé sur l'évolution du « goût » cinématographique. Et ils ont trouvé leurs propres réponses à la crise. D'abord, en plusieurs week-ends, ils ont jeté les bases d'une réflexion professionnelle, organisée quatre colloques internationaux : rien de tel que de comparer ses difficultés avec celles des voisins européens. Cinéastes et techniciens se sont ainsi retrouvés. Les séances de travail, fructueuses pour autant que des monologues et des discussions informelles peuvent l'être, valaient surtout pour les à-côtés, les échanges d'information pendant les repas, les retrouvailles de gens qui ne s'étaient pas vus depuis longtemps (depuis les accords Blum-Byrnes, pour René Vautier et Claude Autant-Lara).

Du 9 janvier au 6 février, les Rencontres cinématographiques internationales ont projeté à Saint-Étienne environ cent vingt films. La première semaine, elles taillaient le nombre d'entrées de la Femme film. Elles ont battu, comme l'écrit, comme l'année dernière, elles avaient dépassé Superman.

Les organisateurs ont visé haut d'emblée et sont passés directement de la formule ciné-club à une grande manifestation : seul moyen pour que quelque chose s'annonce. Leur premier festival en 1979 a fait venir plus de vingt mille personnes dans une salle de la Gaumont qui se so-

cueille cinquante mille sur toute l'année. Cette fois, ils sont passés à quatre salles en semaine, et à six le week-end, avec un égal succès. Les films sont projetés également dans six villes du département.

Conçues et réalisées par l'Université nouvelle (présidée par un professeur de philosophie, Alain Renaud), les Rencontres cinématographiques se sont constituées en association, dont les composantes sont la municipalité de Saint-Étienne, la Société des réalisateurs de films, la Fédération des œuvres laïques, les Beaux-Arts, l'Université, le Syndicat des acteurs, les Amis du bon cinéma.

De bonnes relations avec les cinémathèques de France et d'Europe, les Instituts culturels, et avec les réalisateurs eux-mêmes, ont permis cette année une passionnante rétrospective hongroise, italienne, et espagnole. Pour la France, l'invité d'honneur était Claude Autant-Lara, dont on a revu des films introuvables, comme *Tu ne tueras point*, sur les objectifs de conscience. Alain Renaud tenait beaucoup à la présence d'Autant-Lara. Son principe, son critère, c'est l'existence cinématographique de quelqu'un. Pour ce qui est de la programmation, il s'emploie à rattacher chaque film au processus de toute une cinématographie.

Michel Marie et Jean-François Catton se sont démenés à Paris pour trouver les copies. Il reste un combat à gagner pour avoir davantage d'avant-premières, d'édits. Là encore, Gaumont apporte son soutien, mais les distributeurs parisiens ne suivent pas. Il n'est pas évident cependant que le Festival de Saint-Étienne ait besoin de ces avant-premières, « clous » des manifestations traditionnelles. En attirant l'attention sur des œuvres qui n'ont pas fait beaucoup d'entrées le jour de leur sortie à Saint-Étienne, en investissant av : le cinéma les lieux culturels et scolaires de la ville, en organisant cette fête du patrimoine cinématographique, il fait un bon travail, utile, réjouissant, et pas seulement pour les Stéphanois.

CLAIRE DEVARRIEUX.

La Fondation Philip Morris présente : les Palmes d'Or du Festival de Cannes.

DATES	MARCEUF VO	HAUSSMANN VF
M 13 Février	Le Messager	Le Marquis d'O
J 14 Février	Cris Cuvettes	Les nuits et une nuit
V 15 Février	Le Hérisse	L'homme et une nuit
S 16 Février	L'arbre aux Sabots	Le Messager
D 17 Février	Padre Padrone	Chronique des années de brasse
L 18 Février	M.A.S.H.	L'officier Mattioli
M 19 Février	L'apocryphe	Talking off
M 20 Février	Le classe ouvrière va au paradis	Le Messager
J 21 Février	Le Marquis d'O	Cris Cuvettes
V 22 Février	Les nuits et une nuit	Le Hérisse
S 23 Février	L'apocryphe	L'arbre aux Sabots
D 24 Février	Chronique des années de brasse	Padre Padrone
L 25 Février	L'officier Mattioli	M.A.S.H.
M 26 Février	Talking off	Le classe ouvrière va au paradis

— LA FONDATION — PHILIP MORRIS — POUR LE CINEMA —

un film vraiment marrant

JEAN LUC BIDEAU - JEAN PIERRE SENTER
CHRISTINE MURILLO - TONIE MARSHALL
MICHEL GALABRU - MICHELINE PRESLE

TOUT DEPEND DES FILLES

un film de PIERRE FABRE

MATRIE ANNEXE DU 3^e

2, rue Eugène-Spüller, Mo Temple

CHEFS D'ŒUVRE DE MATRIE ET PETITS MEUBLES DES XVIII^e ET XIX^e SIÈCLES

L.J., de 11 h 30 à 18 h et lundi Jusc. 5 mars - Entrée gratuite

Galerie de France

J. GONZALEZ
D. SMITH
A. CARO
T. SCOTT
M. STEINER

5 février - 29 mars

3, Fg Saint-Honoré Paris 8^e

GALERIE DENISE RENÉ

196, boulevard Saint-Germain, 222-77-57

Marc-Antoine de DAMPIERRE

PEINTURES ET ENCRE 78-79

Vernissage le 13 février à 18 h.

GALERIE JEAN-PIERRE MOUTON

7, rue Casimir-Delavigne (5^e) - Angle pl. Th.-Odéon - T. 633-66-70

Collection d'un Amateur

DESSINS - AQUARELLES

Mardi 5 février - 6 mars

BELLIER, CLAVE, COCTEAU, DALL, HERRIN, LARIONOV, MASSON, MICHAUX, PICABIA, FIGNON, SEVERIN, SURVAGE, etc.

LE BAR DE L'AVENTURE

Atelier-Galerie présente des œuvres de :

AZOCAR - BARTHELEMY - CHATTAWAY - HELION - KOMET
MIOTTE - QUEFFURUS - RIVAL

à l'occasion de la sortie du livre de Edouard YALDMAN

« EN SOI LE DÉSERT »

Signature-vernissage : mardi 19 février à 18 heures du 19 février au 5 mars 83, rue Berthe, 75013 PARIS - 255-97-78.

GALERIE RENÉ DROUOT

104, faub. Saint-Honoré, Paris (8^e)

Jean VINAY

(1907-1978)

15 février - 5 mars

J. BRANDLIGT

Du 13 février au 5 mars

LE SOLEIL DANS LA TÊTE

10, rue de Valenciennes, Paris (5^e) 354-80-21

BERNHEIM-JEUNE

27, avenue Matignon, PARIS (8^e)

CLAIRIN

Jusqu'au 28 février

THEATRE DE LA VILLE

le légataire universel

la musique adoucit les mœurs

KWAI

Le film de...

Après le Festival de Bangalore

Le nouveau cinéma indien à l'assaut de l'industrie

RETROUVER le Festival du film non plus à New-Delhi, mais dans la première cité industrielle de l'Inde du Sud, à Bangalore (près de 2 millions d'habitants), voir ces foules grouiller dans le court espace, au centre de la ville, où s'affrontent, au coude à coude, pas moins de quarante-cinq cinémas. Voir les cinémas les plus modernes de l'Inde, des salles immenses, confortables, avec des projections parfaites comme nous n'en connaissons plus en Occident, s'élever comme ça, en plein ciel, sur l'escalier mécanique qui vous conduit à votre fauteuil du balcon. Oui, on croit rêver, on se demande si on n'est pas le jouet d'un mirage, si l'absurde n'a pas atteint les limites du supportable.

Plus peut-être que dans n'importe quelle autre capitale de l'Inde moderne, on devine que le cinéma est aujourd'hui, non seulement le divertissement numéro un de tout un peuple, mais aussi une des industries les plus prospères du pays. Le record mondial de tous les temps et de toutes les nations productrices de films vient d'être battu en 1979, avec sept cent quarante films de long métrage passés en censure, dont cinq cent trente en couleurs. Les films hindi, ces superproductions tournées à Bombay avec de l'argent « noir », ont perdu la suprématie : avec seulement cent quatre-vingt films, il se place derrière, dans l'ordre, la production en langue tamile, puis telugu, puis malayalam. Pour cer-

tains, c'est la catastrophe : le facteur d'unité que représentait pour l'ensemble du sub-continent indien l'utilisation de la langue officielle, l'hindi, dont le pire cinéma était le véhicule privilégié, recule. Les productions nationales se développent.

Phénomène limité pourtant quant à sa signification culturelle : la médiocrité prospère dans toutes les langues, on tourne partout, en quelque sorte, l'équivalent indien de nos *Gendames*, *Charlots* et autres *Septième Compagnie*. Mais le miracle joue, d'une certaine façon, et on commence à le reconnaître. Le cinéma, pour le meilleur et pour le pire, est aujourd'hui la culture de base de six cents millions d'habitants, nourrit leur imaginaire, se rattache par d'innombrables et souvent imperceptibles liens à tout un passé, à tout un héritage. Deux de nos compatriotes ont été tentés par ce genre d'analyse : P. Parrain, dans le seul livre publié à ce jour en France sur le sujet, *Regards sur le cinéma indien* (éditions du Cerf 1968), et Guy de la Chevalerie, attaché de presse au consulat français de Bombay, dans un article récent de l'hebdomadaire corporatiste indien *Cinema Today* : « Le cinéma indien ne doit pas être considéré comme une simple manifestation appauvrie d'une culture millénaire », conclut G. de la Chevalerie. Pareille affirmation, paradoxale, mériterait une étude exhaustive.

cygne) de G.-V. Iyer, un vétéran de soixante-deux ans, qui en est à son sixième-vingt film. Comédie musicale sur un compositeur de *raga* du dix-huitième siècle, jouée dans les costumes d'époque, *Hansa Goethe* nous vaut par exemple une étonnante scène où deux jeunes femmes se lancent un défi dansé, sur les hauteurs, parmi les rochers. *Ekdin Pratinidhi*, le nouveau film de Mural Sen, promet d'être très public par son habile mélange de euspens et d'observation. Une vieille maison décrépie de Calcutta devient un paysage viscontien, avec une famille de petits fonctionnaires noyés dans la grisaille quotidienne. Mural Sen évoque sans nostalgie le souvenir d'une autre Calcutta, citadelle conquérante du jeune capitalisme anglais, à l'époque où cette maison fut construite, au début du dix-neuvième siècle.

Ekdin Pratinidhi s'adresse d'abord à des spectateurs petits-bourgeois qui touchera cette révolte étouffée, 22 June 1885 (22 juin 1885), tourné en langue marathi à Poona, dans l'état de Maharashtra, marque les débuts d'un couple de jeunes architectes, Nachiket et Jayoo Patwardhan, mais vise un public plus sophistiqué. Un gouverneur anglais tombe sous les balles de nationalistes mystiques, la police démonte progressivement le complot par le chantage et la violence. 22 June 1885 est le premier film produit selon les nouvelles normes de la Finance Film Corporation (F.F.C.), l'organe d'aide au nouveau cinéma : tourné en 16 mm, puis gonflé en 35 mm, il s'inscrit dans la ligne d'une politique cinématographique originale mise au point par M. Jagdish Parikh, président en exercice de la F.F.C.

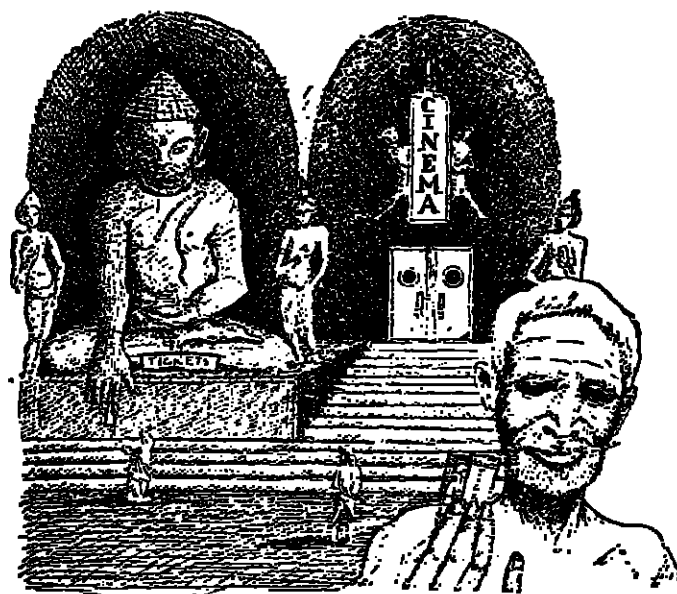
Une politique à long terme

Le mérite d'un autre ouvrage financé par la F.F.C., film de montage intitulé *The Great Indian Film Bazaar*, de Sridhar Kahrissagar, est de ne pas séparer le grand film populaire, illustré par l'auteur de Raj Kapoor, du cinéma de Satyajit Ray, voire de Mani Kaul, l'auteur de *Duvidha* (1975), qui, avec Kumar Shahani (*Mayadaram*), représente l'extrême pointe de ce mouvement « élitiste » d'avant-garde dénoncé par Utpal Dutt. L'auteur met bien en évidence les trois tendances du cinéma indien à travers l'histoire : le commerce pur, le commerce culturel, la recherche sans compromis.

Pour M. Jagdish Parikh, une politique indienne du cinéma doit tenir compte de la nécessité impérieuse de bâtir l'avenir sur des bases réalistes. Il ne suffit pas de produire des films que personne ne verra, il faut envisager la création d'un parc de salles spécialement conçues pour montrer les films refusés aux très grandes salles. Un concours vient d'être lancé auprès d'architectes. Finalement, on a retenu trois modèles de salle de quatre à cinq cents places, très fonctionnels. De deux cents à deux cent cinquante cinémas seront ainsi construits dans les deux prochaines années. La F.F.C. sera responsable à 50 % de la programmation, avec priorité dans le choix des films. Simultanément, la production de films en 16 mm, éventuellement

gonflés en 35 mm, dont 22 June 1885 a marqué le début, va être complétée par le développement des équipements en 16 mm, et l'installation de salles en 16 mm, en se basant sur la notion, vérifiée en Inde, que ce format permet des économies notables à tous les niveaux, et d'abord en pellicule. Parallèlement, M. Parikh lutte, comme cela nous est familier en France, pour la réduction, sinon la suppression pure et simple, de taxes qui peuvent atteindre 50 % du prix d'entrée selon les Etats. Un avantage supplémentaire de la production en 16 mm pour les auteurs des films ainsi produits est la suppression de la clause dite de *collateral security*, qui obligeait les bénéficiaires de l'aide de l'Etat à garantir le remboursement de cet argent par la caution d'une banque, de la famille ou de biens personnels. La F.F.C. a, par ailleurs, le monopole de la distribution pour les films étrangers (sauf les films américains et les soviétiques), et ventile ses achats, en majeure partie des films vus à des festivals, soit à travers cinéclubs, usines et maisons de la culture, soit dans les salles régulières.

Les Etats eux-mêmes commencent à organiser une production nationale, comme le Bengale, qui a financé les derniers films de Mural Sen, Utpal Dutt, Satyajit Ray, et



s'apprête à construire à Calcutta un somptueux complexe culturel et cinématographique ; comme le Kerala, à l'extrême-sud du pays, qui se prépare à investir 35 millions de roupies (la roupie vaut la moitié de notre franc) sur un projet de développement cinématographique comprenant des salles de cinéma, des équipements, des studios, une

cinémathèque. Le Bengale et le Kerala, les deux Etats les plus avancés dans le choix d'une politique cinématographique moderne, sont tous deux dirigés par des gouvernements communistes. Mais d'autres Etats suivent, dont le Karnataka, tous essayant de concilier l'aide officielle de l'Etat fédéral avec leur apport propre.

Tout va changer

A Bangalore même, pendant le Festival, Satyajit Ray introduisait le premier numéro d'une remarquable revue de recherche historique, *Cinema Vision*, qui n'a guère d'équivalent dans d'autres pays pour la rigueur de la documentation et la qualité de l'illustration. S'il fallait formuler quelques réserves, au terme de ce panorama, elles concerneraient la place très réduite réservée au documentaire moderne, dont l'absence se fait cruellement sentir. Manque de moyens, manque d'équipement : M. V.K. Murthy, le nouveau directeur de l'Institut du cinéma et de la télévision de Poona, nous

assure que cette situation est temporaire, que tout va changer. Et c'est peut-être là le sentiment que nous retirons de cette brève rencontre avec le cinéma d'un sub-continent : un géant s'ébranle. L'Inde entre dans les années 80 avec une organisation, des armes, que n'ont jamais possédées des pays comme le Brésil ou le Canada quand, vingt ans plus tôt, toutes choses égales, ils vivaient la même expérience de décolonisation, la même tentative de décollage d'une industrie cinématographique authentiquement nationale.

LOUIS MARCORELLES.

Un paysage viscontien

Pour le comédien bengali, Utpal Dutt, dans une intervention d'une rare violence, l'an dernier, à New-Delhi, lors d'un séminaire intitulé *Cinema in the Developing Countries*, le cinéma commercial indien est l'opium du peuple. Utpal Dutt résume en clair ce que nous, Occidentaux, formés au cinéma d'Antonioni, de Bergman, de Fellini, sans parler d'Hollywood, éprouvons tout naturellement devant ces films : mais il rejette aussi bien les films « élitistes » que ne verra jamais ce même peuple, le paysan affamé qui le citadain parqué dans les taudis. Utpal Dutt s'efforce de prouver le mouvement en marchant : vedette adulée des pires films hindi, il montrait cette année, en première mondiale à Bangalore, *Jhor* (l'Orage),

qui a un peu dérouter les critiques occidentaux présents au Festival, et pourtant donne une réponse très sincère, passionnée, aux problèmes soulevés par ce comédien-cinéma. Utpal Dutt a porté à l'écran une forme de théâtre populaire, la *jatra*, avec l'emphase caractéristique du genre. Il prend comme sujet la révolte de l'élite occidentaleisée de Calcutta, vers 1880, retournant contre l'occupant anglais ses doctrines libérales : les *brown Englishmen* (les Anglais bruns), comme on les appelle, faussent la règle du jeu.

Jhor sera peut-être un immense succès populaire, comme l'a été dans l'Etat de Karnataka, il y a deux ans, *Hansa Goethe* (le Chant du

THEATRE DE LA VILLE
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE
20 h 30
places 23 F et 42 F
à partir du 19 février
le légataire universel
de Regnard
mise en scène
Maurice Coussonneau
scénographie
Rafael Rodriguez
musique
Philippe-Gérard
avec
Pierre Aubrey
Maurice Chevit
Jacqueline Duc
Claudine Colles
Christian Pellissier
Roger Pierre
Marie-Christine Rousseau
Samson Fainsilber
Bernard Veron
en alternance
la musique adoucit les mœurs
pièce
pour acteurs et orchestre
de Tom Stoppard
et André Previn
mise en scène
Robert Dhéry
18 h 30
du mardi au samedi 18 F 50
du 12 au 23 février
illapu
la nouvelle chanson chilienne
2, place du Châtelet
tél. 274.11.24

5 dernières
TEP
797.96.06
17, rue Malte-Brun
métro Gambetta (20°)
jusqu'au 17 février
INTIMITÉ
de et par Ch. TORDJMAN
avec Chantal MUTEL, Jacques PIELER
THÉÂTRE POPULAIRE DE LORRAINE
"Il faut aller voir cela. La vérité des sentiments coule dans ce spectacle."
J.-P. AMETTE (France-Soir)
"Un spectacle d'une rareté lumineuse. Un texte superbe."
D. MEREUZE (Témoignage Chrétien)
"Une pièce tendue, en finesse et en sourires."
B. VILLIEN (Le Nouvel Observateur)
"C'est le théâtre nouveau cri, le "théâtre du quotidien" (...) du diapason épique."
M. COURNOT (Le Monde)
"On demeure fasciné par cet examen microscopique de la vie d'un couple."
J.-A. CHARTIER (Télérama)
"La rencontre merveilleuse de deux acteurs."
J.-P. THIBAUDAT (Libération)

OLYMPIC
St Germain
Place St-Germain-des-Prés (6°)
tél: 222.87.23
KWAIDAN

Un film de Masaki KOBAYASHI

THEATRE D'ORSAY
CIE RENAUD-BARRAULT
en alternance
INTEGRALE
LE SOULIER DE SATIN
de Paul Claudel
chaque samedi
1^{re} partie 16 h - 2^e partie 20 h
chaque dimanche
1^{re} partie 16 h - 2^e partie 20 h
restaurant et buffets ouverts
entre les deux représentations
5 DERNIERES
21-22-23 février 6 et 11 mars
WINGS
d'Arthur Kopit
adaptation Mathieu Galey
mise en scène Claude Régy
en co-production avec les Productions Athénas
Prix Plaisir du Théâtre
ZADIG
de Georges Coulonges
d'après Voltaire
PETIT ORSAY
co-production Athénas Claude Régy
création
ELLE EST LA
de Nathalie Sarraute
mise en scène Claude Régy
à partir du samedi 16
18 h 30
STEWART FISCHER
mime
location 548.35.53 et agences

15 dernières
LE JEUNE THEATRE NATIONAL
présente
macbeth
Michel Bouquet
au
THEATRE
DES BOUFFES DU NORD
209, rue du Faubourg St-Denis - 75001 PARIS
Location : 239.34.50

CENTRE GEORGES POMPIDOU
REVUE DE L'IMAGE N° 15
L'IMAGE ANTHROPOMORPHE
Jusqu'au début du siècle, l'image anthropomorphe était au service de la mythologie et de la religion. Elle fait retour aujourd'hui (mais avait-elle véritablement disparu ?) dans le grand théâtre marchand.
Comment les objets animés ou inanimés en viennent-ils à prendre figure humaine ?
Quels pouvoirs - incantations ou enchantements - ces images ont-elles sur ce qu'un publicitaire appellerait "un groupe cible" ?
20 H 30
diaporama
"Image anthropomorphe"
réalisation Daniel Diné
débat
21 H 30
montage vidéo
"fête anthropomorphe"
débat
JEUDI 21 FÉVRIER 1980
PETITE SALLE - 1^{er} SOUS-SOL
Entrée libre
CENTRE GEORGES POMPIDOU
277 12 33

THÉÂTRE TRISTAN-BERNARD

L'HOMME AU CHAPEAU DE PORCELAINE

Le Théâtre des quartiers d'Ivry et le KHL - Compagnie Stuart Seide
O'NEILL
LE DEUIL S'ÉLECTRIFIE
Mise en scène de Stuart Seide
STUDIO D'IVRY
Renseignements et location : 672.37.43

NANTERRE AMANDIERS
Le C.D.N. de NANTERRE et le T.N.P. présentent
ils ont déjà occupé la villa voisine
du 5 au 29 février
Mise en scène d'Andrzej
WIETKIEWICZ WAJDA
721.18.81

MARIGNAN PATHÉ - BERLITZ - SAINT-LAZARE PASQUIER
7 PARNASSIENS - QUINTETTE - GAUMONT HALLES
GAUMONT CONVENTION - Périphérie : FRANÇAIS Eugénie
MA CHERIE
MARI-CHRISTINE BARRAUD
CHARLOTTE DURGUE
Entrée libre
CINÉMA DE LA VILLE DE PARIS - 100, rue de la Harpe - 75001 PARIS

LIVRES



« LE GRAND LIVRE DE LA GUITARE »

Deux. Anglaises. Tom et Mary Anne Evans, viennent d'écrire un ouvrage solidement documenté, passionnant, fastueux, qui décrit, analyse, raconte l'histoire de la guitare, de la Renaissance à nos jours, en prenant soin de replacer l'instrument et son évolution dans les différents contextes sociaux et culturels qu'il traverse en Europe, aux Amériques et ailleurs en près de cinq siècles.

Tom et Mary Anne Evans ont choisi de se pencher sur l'histoire de la guitare parce que celle-ci est sans nul doute, dans la multiplicité de ses formes et la diversité des styles, l'instrument le plus populaire du monde. Abondamment illustré par six cents photographies, dessins et gravures, le livre explore tous les aspects de l'univers de la guitare, entre dans les ateliers de fabrication, note minutieusement les changements qui bouleversent le monde de cet instrument, qu'il soit la guitare classique, la guitare flamenco, les guitares acoustiques et électriques, rappelle les modes et les goûts musicaux, retrace les diverses techniques, donne quelques images de la vie des musiciens, ceux qui apportent à l'instrument de petits détails, une phrase particulière, et

ceux qui révolutionnent un style tout entier.

Ouvrage vivant, ouvert à toutes les musiques et à toutes les sensibilités, le *Grand Livre de la Guitare*, nourri d'informations abondantes et parfois inédites, évoque avec bonheur les nombreux styles, du guitariste classique au joueur de flamenco, du bluesman comme Lead-belly au musicien de country comme Willie Rodgers, de Woody Guthrie, qui fit de la guitare acoustique le symbole de l'auto-homme de l'individue, à Bob Dylan, Chet Atkins, Lester Flatt, des cow-boys chantant à Jimi Hendrix, qui pousse peut-être l'instrument à ses dernières limites. — C.F.

★ Le *Grand Livre de la Guitare*, traduction de Jean-Dominique Bédier et Claude Lefèvre, 335 pages, Albin Michel, éditeur.

« NOVOVISION »
d'Yves Adrien

Être *nové*, selon Yves Adrien, c'est être « dissident de tout, y compris, et surtout, de soi-même ». C'est « s'échapper de soi-même, passer le mur, s'inventer un double sur lequel on projette ses conflits », c'est « s'ancrer vers la mort armé d'un novénisme à l'infirmité, s'avancer vers le miroir avec l'idée d'y réussir, finalement, un parfait polaroid de soi-même ».

Journaliste à *Rock and Folk*, Yves Adrien est de ceux qui, les yeux tournés vers Londres ou New-York, présentent les modes avant les autres. Il a vite compris l'existence de l'univers parisien et s'est inventé un double : Orphan. Tous deux ont décidé d'écrire un livre : *Novovision*. Un journal qui livre les confessions d'un cobbay du siècle.

Au fil des pages et des jours, on le voit vomir Paris, puis s'ennuyer ; s'envoyer pour Londres, puis s'ennuyer ; vivre à New-York, puis s'ennuyer ; former pour deux jours avec Edwige un groupe ultime, Air World, puis s'ennuyer (« Se sentir mal dans sa peau étant la seule chose qu'on puisse s'offrir sans faire partie d'un clan, je m'y consacre totalement ») ; vivre une lune de miel parfaite avec un écran de télévision, puis s'ennuyer (« Je suis normal, je dois comme tout le monde abandonner un tiers de mon existence

au sommeil. Le second tiers, je le consacre à la télévision. Quant au troisième, je ne suis même pas certain qu'il existe »).

Yves Adrien a le don des phrases-séjats et des mots lumineux, le sens de l'esthétique et de la mise en page. Il joue avec l'imprimerie, avec ces mots qui ne prennent un sens que par leur forme, ou leur place, et se gavent de pontuations. Derrière son dadasme se cache une vision du monde cynique, lucide. — A. W.

★ Les Humanoïdes associés, collection « Speed 17 », 45 F.

COURRIER

CHARLOT
ET LES JUIFS

(Suite et fin.)

Après avoir lu dans le *Monde* du 4 au 11 janvier les lettres de doctor Muhlrad, de Paris, et de Mme Bibbel, de Saint-Etienne, sur Charlot et les Juifs, l'historien de cinéma Charles Ford nous a adressé la lettre suivante :

Mme Bibbel n'a pas trouvé dans le *Monde* la même incrimination par votre correspondant pour la simple raison que cette scène n'existe pas dans ce film, mais se trouve (sans la calotte) dans un autre film, *Une idylle aux champs*. Dans cette petite comédie qui date de 1919, on voit le père de la fiancée de Charlot, un être rébarbatif, lire un journal hebdomadaire (ou quotidien). Lorsque ce film fut projeté à Bruxelles en 1921, plusieurs familles juives installées dans la capitale belge (les Rinkelstein, les Beniaminowsky, les Gratzvill) ont protesté contre cette scène, accusant Charles Chaplin... d'antisémitisme.

La vérité, la voici : Charles Spencer Chaplin était demi-juif par sa mère. Il a été élevé par son père dans la religion protestante. Cela a été prouvé bien avant la guerre par Edouard Raymond (Guy Dornand), qui a effectué des recherches précises pour son livre consacré à Charlot. On peut tenir pour certain que Charles Chaplin n'avait pas plus de sympathie pour certains Juifs que pour les puritains protestants. Il a souvent brocardé les premiers dans ses œuvres, et il s'est moqué du puritanisme protestant dans le *Pèlerin*.

DISQUES



Classiques

RÉVÉLATION
D'UN PIANISTE
MISHA DICTER

Il est rare qu'on puisse entendre au disque pour apprécier pleinement les qualités d'un interprète ; beaucoup d'impondérables échappent qui ne se révèlent qu'avec sa présence vivante au concert. En écoutant les disques de Mischa Dichter, cependant, le doute n'est pas permis : c'est un très grand pianiste qui fait (pour nous) son apparition : la virtuosité superbe se laisse oublier, le toucher a une infinité de nuances, même dans les pages les plus tracassantes, et surtout le phrasé et le lyrisme sont d'une qualité extrêmement rare. Mischa Dichter (« le poète » en allemand) est né en 1945, à Shanghai, de parents polonais, et il était très jeune quand sa famille émigra à Los Angeles ; élève de la Juillard School et de Ross Lévine, il remporta en 1968 la médaille d'argent du concours Tchaïkovski, à Moscou ; par quel mystère ne l'entendit-on pas à Paris ? Écoutez ces admirables disques que j'ai écoutés et réécus : *Concerto n° 1* (Philips, 9500.410) et *Concerto n° 2* de Brahms (Philips, 9500.414), *réclat Liszt* (Mélodie - Valse, Lorelei, Fugues, etc., Philips, 9500.401), *Sonates opus 13, 27, n° 2 et 101* de Beethoven (Philips, 9500.319) ; un nouveau pianiste

peut-être comparable à Pollini ? Il faudra tout de même vérifier au concert. — J. L.

Rock

SYLVAIN SYLVAIN

Qu'il se refuse de regarder le pochoir, Sylvain Sylvain, tout de suite : les jambes écartées, la guitare en la-côte la manche pointée vers le haut, une moue pincée entre les lèvres, Sylvain Sylvain est le rock, celui qui « roule », celui qui fait les légendes. D'origine française, Sylvain Sylvain s'est installé à New-York de 1973 à 1975. L'histoire des New-York Dolls, ce groupe mort d'avoir joué le jeu du rock trop vite et jusqu'au bout. Les New-York Dolls pratiquaient isolément un rock destructeur. Ils étaient les seuls à faire des vibrations de la rue : un mélange magique qui s'appelle le rock'n'roll. Et s'ils se sont séparés, leurs rêves de gloire évanouis, Johnny Thunders, David Johansen, Sylvain Sylvain, sont restés, chacun de son côté, passionnément fidèles au rock'n'roll.

Dans ce trente-trois tours, les guitares acoustiques se mêlent à l'électricité pour acoincer les mélodies et les tempos, le feeling est tapageur et plein d'humour, les arrangements parfaitement opportuns. Et puis, il y a la voix de Sylvain Sylvain qui s'adresse aux adolescents d'une voix adolescente. La magie de ce disque c'est que, à ce stade, l'adolescence n'a plus d'âge (33 L. R.C.A. PLJ 3475).

THE JAM : *Setting Sons*. — En 1977, en pleine explosion punk, les Jam se distinguaient par un rock qui empruntait au rhythm'n'blues du début des années 60 ainsi qu'à toute une imagerie « mod » dont les Who avaient été les principaux instigateurs. Ils retrouvaient cet esprit de « working class heroes » grâce à des textes sociaux pertinents et une musique assez excentrique. Aujourd'hui, l'Angleterre vit un coursant de « mod revival », les Jam se retrouvent à la tête des charts nationaux avec des compositions qui ont eu le temps de mûrir, de trouver une identité en se dégageant du

spectre envahissant des Who. Des chansons construites intelligemment qui dévoilent la forte personnalité et l'inspiration de Paul Weller, compositeur et leader de ce trio anglais (33 L. Polydor 2442 188).

RICHARD LLOYD : *Alchémie*. — Ancien guitariste de Television au côté de Tom Verlaine, Richard Lloyd a suivi l'exemple de ce dernier en enregistrant un album solo. C'est, bien sûr, un disque de guitariste mais qui dépasse l'exercice de style ou la démonstration. Richard Lloyd se révèle comme un compositeur très fin qui introduit l'auditeur dans une atmosphère intimiste. Un lyrisme électrique qui rappelle Television, une violence contenue et des guitares qui fournissent de sonores éclatantes (33 L. WEA ELK 52188).

PEARL HARBOR AND THE EXPLOSIONS. — Une chanteuse et trois musiciens, un cocktail explosif (de plus en plus utilisé ces derniers temps), qui fait de ce nouveau groupe américain l'un des plus prometteurs du moment. Un rock crispé qui joue avec des dissonances, des sonorités inattendues mêlées à des thèmes traditionnels, des pulsions un peu funky. Le groupe regorge d'idées et les explore avec autant de justesse que d'originalité (33 L. WEA WB 56768).

IAN MCLAGAN : *Troublemaker*. — Du très beau monde invité sur le premier disque solo de cet ancien pianiste des Faces qui accompagne les Rolling Stones sur leurs récents albums. Autour de Ian McLagan, on retrouve Ron Wood, Keith Richards, Ringo Starr et bien d'autres pour un rock simple et jovial. Des compositions sans autres ambitions que celles de passer un bon moment et de se faire plaisir. Tant mieux, si l'auditeur y trouve aussi son compte (33 L. Phonogram 9111053).

Variétés

SPIKE JONES : réédition d'un album où le caricaturiste musical américain Spike Jones exerce sa verve parodique sur le hi-fi, au début des années 60. Une comédie musicale qui a sans doute perdu aujourd'hui son côté insolite, mais qui reste un document. (33 tours, Dist. Polydor 2304).

6° MOIS

STUDIO CUJAS - STUDIO 28 le 17 et le 29

On se laisse surprendre et ravir par le soleil, par les paysages, par la saveur... et les couleurs d'une histoire racontée avec le charme qui lui est propre. — LE MONDE

FESTIVAL CANNES 1979



LES PETITES FUGUES

MARIGNAN PATHÉ VO • STUDIO ST-GERMAIN VO
IMPERIAL PATHÉ VF • MONT-PARNASSE PATHÉ VF
CAPRI GDS BLDs VF • CLICHY PATHÉ VF
GAUMONT SUD VF • CAMBRONNE VF
GAUMONT LES HALLES VO
STUDIO Parly 2 • FRANÇAIS Enghien • GAUMONT Evry
BELLE EPINE Thiais

AVORIAZ 80
GRAND PRIX
D'OR

Jamais récompenses ne furent autant méritées.
M.P. (FRANCE-SOIR)
Un chef-d'œuvre à ne pas manquer...
Michel Pascal (EUROPE II)
Vous ne regretterez pas le voyage.
Michel Marmin (LE FIGARO)
Un grand succès...
(LE MONDE)
Une récompense parfaitement méritée...
Michel Perez (LE MATIN)
A voir tout de suite ! Eric Leguebe (LE PARISIEN)



C'était demain...

un film de NICHOLAS MEYER

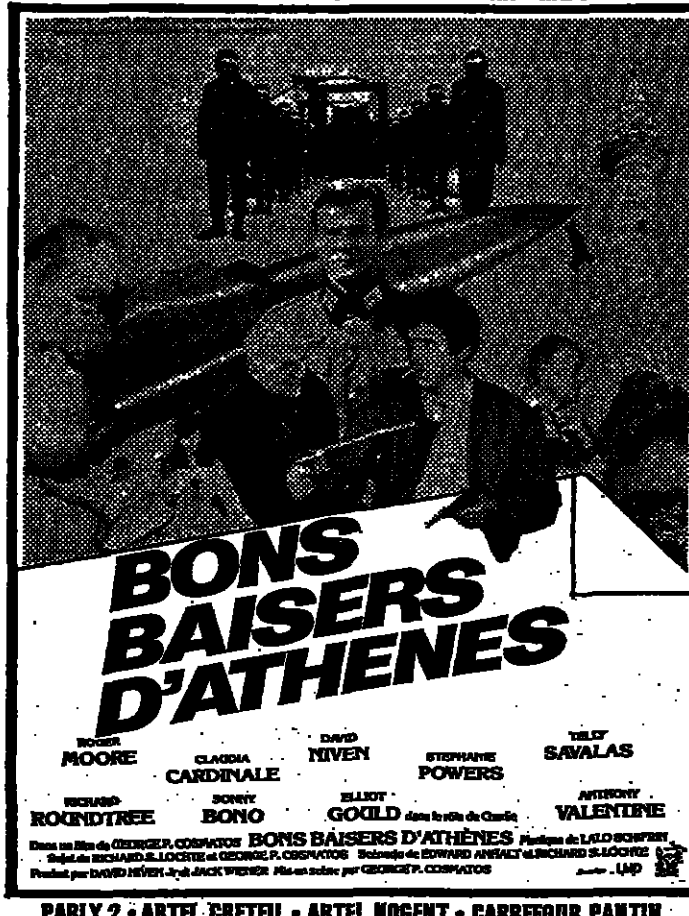
Copyright © 1979 Warner Bros. Inc./Cineco Pictures Company. All Rights Reserved. Distributed by CINECO PICTURES INC.

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES Dolby stéréo vo • PUBLICIS MATTIGNON vo
STUDIO JEAN COCTEAU vo • PUBLICIS SAINT-GERMAIN vo
PARAMOUNT MONT-PARNASSE vf • PARAMOUNT ORLÉANS vf
PARAMOUNT MAILLOT vf • PARAMOUNT OPÉRA vf • CONVENTION
SAINT-CHARLES vf • POISSY U.G.C. vf • MELUN VARIÉTÉS vf

AVORIAZ 80 hors compétition



ÉLYSÉES CINÉMA VO • UGC DANTON VO • REX • UGC OPÉRA • ROTONDE
MISTRAL • MAGIC CONVENTION • 3 SECRETAN • NAPOLEON

BONS
BAISERS
D'ATHÈNES

PARLY 2 • ARTEL CRETTEL • ARTEL NOGENT • CARREFOUR PANTIN
STUDIO RUEIL • ARGENTEUIL • CLUB BOIS-COULMBES • PARAMOUNT ONLY

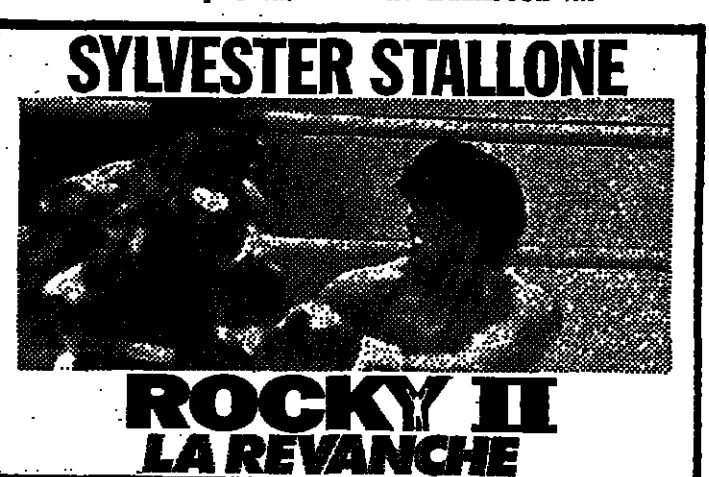
erich bergel
alicia de larrocha
BEETHOVENENSEMBLE
ORCHESTRAL
DE PARIS

Location
SALLE GAVEAU

RACINE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET PARNASSE



MERCURY v.o. • U.G.C. ODEON v.o. • PARAMOUNT BASTILLE v.f.
MAX LINDER v.f. • PARAMOUNT MONT-PARNASSE v.f. • PARAMOUNT
MAILLOT v.f. • PARAMOUNT GALAXIE v.f. • PARAMOUNT
MONTMARTRE v.f. • PARAMOUNT OPÉRA v.f. • MISTRAL v.f.
ONLY PARAMOUNT v.f. • COLOMBES CLUB v.f. • VERSAILLES
CYRANO v.f. • CRETTEL ARTEL v.f. • ROSNY ARTEL v.f. • ENGHEN
LE FRANÇAIS v.f. • PANTIN CARREFOUR v.f.



SYLVESTER STALLONE

ROCKY II
LA REVANCHE

RELIGIONS ET TRADITIONS POPULAIRES AUX A.T.P.

La dévotion de chaque jour

A U seul vu de son titre — Religions et traditions populaires — on pourrait soupçonner les organisateurs de cette exposition d'avoir cédé à une double mode : la vogue d'un « populaire » au contenu souvent mal défini, et le retour du sacré, dont on nous rebat les oreilles depuis quelques mois. Mais il suffit de parcourir les quelques salles du Musée des arts et des traditions populaires qui abrite cette manifestation pour être pleinement rassuré : rien n'a été fait ici pour agiter le public ou pour l'éblouir. Peu d'objets précieux ou rares. Le propos, délibérément modeste sur le plan esthétique, n'est pas moins ambitieux : faire revivre ce qu'a été dans un passé récent (du XVII^e au début du XX^e siècle, mais c'est le XIX^e qui fournit l'essentiel de la documentation) la religion quotidienne des Français.

À côté du catholicisme nécessairement prépondérant, le protestantisme et le judaïsme trouvent ici une large place. Cette présentation objective valorise justement les minorités souvent oubliées : ainsi les luthériens d'Alsace apparaissent avec tous les traits spécifiques qui les distinguent de leurs coreligionnaires évangelistes, plus austères et durcis par les persécutions. Mais la véritable originalité de cette exposition est ailleurs.

Conçue et organisée par des ethnologues — J. Cuisenier, F. Luthman et J. Chamard —, elle vise à appréhender l'univers religieux des fidèles à partir des objets qui les entourent et des rapports qu'ils entretiennent avec eux. Aussi toute une partie — la première — est-elle consacrée à la religion domestique seule dans son décor matériel et

son rituel festif. C'est peut-être là que se manifeste de façon la plus évidente le bien-fondé de cette entreprise de « technologie religieuse ». La Bible, par exemple, est présente dans la vie des fidèles des trois confessions, mais sous des formes bien différentes : les rouleaux de la Torah que l'on déroule et manipule avec vénération comme un objet rituel chez les Juifs, l'Écriture en langue vulgaire, petit volume noir que les Huguenots dissimulaient en temps de persécution dans une cachette aménagée derrière une glace, l'Histoire sainte, enfin, chez les catholiques auxquels on n'offrit guère, jusqu'à une époque récente, que des morceaux choisis d'un texte réputé difficile et, à la limite, dangereux...

De même, la comparaison entre un intérieur bourgeois lorrain et le décor d'une salle à manger de pêcheurs d'Ouessant vers 1900 met en lumière, mieux que ne le ferait un discours théorique, les différences essentielles entre les deux religions : dans le premier cas, comme du reste chez les protestants, on voit immédiatement que le foyer est le lieu par excellence du culte rendu à Dieu, dont le père de famille est en quelque sorte le célébrant ; dans le second, la fonction cultuelle est accaparée par le prêtre et par l'église, tandis que la maison est le domaine où se donnent libre cours la piété (surtout mariale) et la dévotion qui s'attache à des images, des statuettes ou encore à ces curieuses « grottes de Nevers » qui représentent des spectacles sacrés sans sous verre.

Depuis la fin du Moyen Âge, la religion des masses a été marquée par une tension entre les visées d'intériorisation qui animaient les dévots et les aspirations profondes des fidèles, plus soucieux de protection et d'extériorisation. Il n'est pas surprenant que, lorsqu'elle aborde cette question, l'exposition fasse une place prépondérante au catholicisme, les deux autres confessions ayant choisi d'ignorer ces aspects ou, en tout cas, de ne pas leur faire de place dans le système officiel. Depuis le magnifique sachet d'accouchement toulousain du quatorzième siècle jusqu'aux tuiles protectrices et aux chaparons de baptême garnis de médailles, se déploie toute une gamme de témoignages, parfois émouvants, qui illustrent l'aptitude de l'Eglise romaine à intégrer à ses croyances des éléments de ce qu'il est convenu d'appeler la religion populaire, à moins que l'on ne préfère parler de culture folklorique. Ces pratiques d'avant Voltaire avaient compris par eux-mêmes ce que découvrent aujourd'hui les spécialistes des sciences des religions : une pratique religieuse ne peut se maintenir durablement que si elle s'incarne dans un certain nombre de comportements sociaux de façon si intime que l'on ne puisse toucher aux croyances sans perturber la vie des individus et des groupes. C'est ce que montrent bien les salles consacrées aux fêtes du cycle de Noël (il y a eu des crèches dans les maisons avant qu'il n'y en ait dans les églises), aux processions et à des rites de passage comme la première communion. On s'étonnera simplement de ne rien trouver ou presque sur les confréries, avec

leurs statuts et leurs réunions. Elles furent pourtant un des lieux par excellence où s'élabora, à travers des pratiques communautaires, une culture religieuse propre aux laïcs.

Les dernières salles sont consacrées à l'enseignement du peuple « tel que l'ont conçu et développé les Eglises après la Révolution. Quête à découvrir les adeptes de la spontanéité créatrice des masses, force est de reconnaître que, dans ce domaine comme dans celui de la culture populaire, est souvent synonyme de popularité. L'affluence à Lourdes et à La Salette, le Sacre-Cœur brodé sur les drapeaux en 1870, tout cela atteste la réussite des efforts déployés par un clergé plus proche du peuple (du curé d'Arz aux sœurs de Saint-Vincent de Paul) pour orienter les fidèles vers des cultes qui lui paraissent plus « nobles » que celui des saints guérisseurs bristons. Il est décrit dans le Cheval d'orgueil. Faut-il conclure que leur action a conduit à une complète extinction du populaire dans le domaine religieux ? L'exposition ne fournit pas de réponse à cette question. Mais le comportement vespéral de la dernière vitrine, avec sa toile contenant la figure du Christ aux outrages qu'il allait exhiber de village en village, nous rappelle opportunément qu'hier comme aujourd'hui la transmission des formulations doctrinales par l'enseignement n'est qu'un des multiples canaux par lesquels la sensibilité d'une société s'imprègne d'esprit religieux.

ANDRÉ VAUCHEZ, maître de recherches au C.N.R.S.
* Jusqu'au 5 mars.



LA QUINZAINE DE LA CULTURE YIDDISH

Forces actives et rapports de forces

LES Journées de la culture yiddish au Centre Georges-Pompidou en novembre 1978, comme la Quinzaine de la culture yiddish au Centre Racine du 20 janvier au 3 février 1980, ont attiré une foule considérable.

Trois générations — celle des immigrés, celle de leurs enfants nés en France, déjà acculturés, mais qui ont connu le traumatisme de la seconde guerre mondiale et du génocide, et la génération née après guerre — se sont retrouvées au-delà de leurs expériences différentes, de leurs divergences, voire de leurs conflits. Ce qui a dominé ces rencontres, c'est le sens de la fête. Et les participants ont pu vérifier ce que disait déjà Kafka en son temps : « En dehors de vos connaissances il y a encore en vous des forces qui sont actives, des respects de forces qui vous rendent capables de comprendre le yiddish en le sentant ».

Car le yiddish occupe une place spéciale parmi les langues juives diasporiques. Née il y a environ mille ans dans la vallée du Rhin, langue de fusion, elle a su effectivement fondre ses diverses composantes (hébreu, araméen, slave, latin, grec, etc.) en une unité organique, particulièrement bien adaptée à la fois aux besoins internes du groupe et à ses besoins de contact. S'épanouissant en Europe de l'Est, à partir du seizième siècle, elle fut un instrument idéal aussi bien pour la perpétuation de la tradition que pour la transformation de la culture juive, et tout spécialement pour sa sécularisation à partir du dix-neuvième siècle et du

vingtième siècle. Au moment de sa plus grande diffusion, avant le génocide, elle était la langue véhiculaire de huit à dix millions de Juifs à travers le monde.

La littérature yiddish, née presque en même temps que la langue, est, à l'image de celle-ci, pluricentrique et répond également à une double vocation. Transcendant la dichotomie entre le dehors et le dedans, elle intègre à son propre champ des éléments d'emprunt qu'elle assimile. Dès sa naissance, elle s'adressa aux masses juives qui n'avaient pas accès à l'hébreu, aux moins instruits, aux femmes. De là son caractère éminemment populaire qui tient aussi bien à l'origine de ses auteurs que de ses lecteurs. Le Hassidisme, par ses contes et ses paraboles, la marque du sceau de l'imagination et du fantastique, le Haskala (mouvement des lumières) s'efforça d'y apporter la

la vie juive le rationalisme des encyclopédistes.

L'époque classique (deuxième moitié du dix-neuvième siècle), grâce à des auteurs comme Mendel Mokher Sforim, Sholem-Aleikhem, I.L. Peretz, sut faire la synthèse de ces deux courants. À partir de ce moment, on assiste à une effervescence créatrice, à un bouillonnement intellectuel, à une explosion littéraire sans précédent dans cette sphère culturelle. Le théâtre fait son apparition : nouvelles, romans, poèmes, prolifèrent, diffusés par des maisons d'édition surgies du jour au lendemain et par des centaines de journaux et de revues. La multiplication des centres de création favorise la diversification des œuvres, cependant que les échanges, les influences réciproques, la fécondation mutuelle, donnent à cette littérature une unité au-delà des frontières.

Une communauté autogestionnaire

La plus grande originalité du groupe réside, néanmoins, dans sa vie socio-culturelle dont il faut chercher les origines dans l'organisation politique des Juifs de Pologne. La grande charte de l'autonomie gouvernementale juive, accordée par l'Edit de 1861, fut perdue au niveau national dès 1904. Mais elle survécut sur le plan local dans les villes, bourgs et bourgades (shtetl) dans lesquels les Juifs formaient parfois la majorité de la population. Elle s'incarnera dans la kehilla et donna naissance à tout un réseau d'organisations

sociales et culturelles auto-administrées, telles les khevrets — associations volontaires, centrées sur un aspect précis de la vie de la communauté (charité, éducation, travail, autodéfense...). La vie religieuse continua à exercer son emprise sur une importante partie de la population. La société sécularisée, tout en lui empruntant certaines structures psychologiques et mentales traditionnelles, les adapta à des contenus nouveaux qui la conduisirent à un triple engagement politique : engagement politique interne au groupe, engagement

dans la politique du pays d'accueil, engagement simultané dans ces deux ensembles.

Vu la détresse matérielle, physique et morale du peuple juif d'Europe de l'Est (« Grâce à Dieu, nous avons déjà eu notre pogrom cette année », disait Sholem-Aleikhem), cet engagement ne pouvait aller globalement que dans le sens d'une contestation. Ainsi, à partir du dix-neuvième siècle, on vit des Juifs adhérer à tous les mouvements d'opposition (populistes, communistes, socialistes). Sur le plan interne, dans l'espoir d'une libération nationale, le mouvement sioniste, d'abord utopiste puis politique, dans ses multiples tendances (orthodoxes, centristes, révisionnistes, travaillistes), canala une partie de l'énergie du groupe. À l'autre pôle du spectre politique, on trouvait les communistes Juifs, avec leur idéal internationaliste, les folkistes ou autonomistes culturels, peu nombreux, mais dont l'influence intellectuelle fut grande, et enfin le Bund, qui prônait l'autonomie culturelle et l'adhésion au mouvement socialiste sur des bases fédéralistes, offrant aux masses une vision cohérente d'une culture juive moderne, sécularisée, dans la langue véhiculaire du groupe, insistant sur le travail pratique et éducatif à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Les caractéristiques essentielles de ce peuple furent donc son autonomie sociale à l'intérieur de l'Etat ; son caractère intégré et chaleureux mais non consensuel (les clivages de classes ou de castes, les conflits étaient monnaie courante) ; sa combati-

tivité dans la non-violence et son investissement dans le politico-culturel ; enfin, étant donnée sa mobilité géographique volontaire ou contrainte, sa non-territorialité.

Pour le peuple juif d'Europe de l'Est, soumis depuis la fin du dix-neuvième siècle à des bouleversements dramatiques qui déclenchèrent des migrations de masses, la culture yiddish (dans son aspect religieux ou sécularisé) fut la patrie qu'il put emporter à la semelle de ses sou-

liers, et souvent comme seul bagage.

Après le génocide nazi, après l'étouffement de cette communauté par le stalinisme, la solution sioniste s'imposa à certains comme seule issue, et les choisirent l'Etat d'Israël. La plupart des autres émigrés d'Europe de l'Est, rescapés du génocide, contribuèrent à vivre en Diaspora : ce monde culturel yiddish leur patrimoine propre, même s'ils éprouvèrent un grand attachement pour l'Etat hébreu.

Un retour aux sources

Ce qui est beaucoup plus surprenant, c'est de voir l'intérêt croissant des générations plus jeunes pour cet univers qu'on s'était empressé de déclarer mort, oublié.

À cela plusieurs raisons. Les unes, d'ordre sociologique, furent décrites pour tout groupe d'immigrés, notamment aux Etats-Unis. La première génération vit dans sa culture d'origine ; la seconde, dans son désir légitime d'intégrer à la société d'accueil, rejette le milieu familial et ses valeurs ; la troisième, déjà acculturée, fait un retour aux sources. Les autres raisons, d'ordre politique, sont liées à la crise des valeurs du monde occidental, à la faillite des idéologies classiques, de la gauche qui ont sombré dans le nationalisme et le goulag, ce qui pousse les jeunes à chercher d'autres schémas d'organisation sociale. Dans les Etats-nations de plus en plus centralisés et bureaucratiques, dans une société à la fois massifiée et atomisée, la vie des Juifs d'Europe de l'Est offre

l'exemple d'une société intégrée et solidaire mais subversive par son existence même, en marge des normes et des lois communément admises. Sa conception du politique, qui débordait largement la politique politicienne, permet de combler le fossé qui existe dans la culture occidentale : entre le personnel et le collectif. À ce titre, la culture yiddish devient exemplaire sur le plan socio-politique. Mais elle va au-delà, elle est en train de devenir source d'inspiration sur le mode imaginaire. Pour beaucoup déjà elle a acquis le statut d'un mythe d'origine sans lequel le présent serait incompréhensible et même invivable. On assiste peut-être à une réinvention dans des formes différentes de cette culture qui emprunte des voies (des voix) nouvelles.

RACHEL ETEL, professeur à l'université Paris-VII, responsable du Centre d'études judéo-américaines.

T.B.B.
THÉÂTRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT - 609.60.44
DIRECTION : JEAN-PIERRE GRENIER

LES HAUTS DE HURLEVENT
D'EMILY BRONTË - ADAPTATION DE GUY DUMUR
MIS EN SCÈNE ET INTERPRÉTÉS PAR
ROBERT HOSSEIN

SOIRÉES 20 h 30 - DIMANCHE MATINÉE 15 h 30 (Rel. Lundi)
60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (Métro Marcel Sembat - Parking à 100 m)
LOCATION THEATRE (603.60.44) FNAC ET AGENCES

EN RAISON DU SUCCÈS : ON PEUT LOUER UN MOIS À L'AVANCE

CAISSE NATIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES ET DES SITES

Le « Gothique » retrouvé
CLOTURE DÉFINITIVE LE 17 FÉVRIER 1980
HOTEL DE BULLY - 82, rue Saint-Antoine (4^e)

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - OLYMPIC ENTREPOT

L'INTENDANT SANSHO
MIZOGUCHI
UN FILM DE Mizoguchi
Net Diffusion

THÉÂTRE GERARD PHILIPPE DE SAINT DENIS

co-production Centre Dramatique de Nanterre et Fabrique de Théâtre

à partir du 20 février

EXPEDITION PÔLE-EST
d'Arnold Brouman
adaptation et mise en scène
Louis-Charles Sirjac
avec
Philippe Clavenot

59 boulevard Jules-Guesde
loc. 243.00.59/fnac-agences-copar

THÉÂTRE MONTPARNASSE
31 rue de la Gaité 14^e
PETITE SALLE

à partir du 19 février

MICHEL HERMON
chante

320.89.90
loc. théâtre - Fnac - agences

Cinéma

[illegible]

Les séances spéciales

L'AMOUR (A. "v. v.o.) Olympie,
14* (542-57-32), 12 h. 30.
A QUI EST LE MONDE? (All. v.o.)
Olympie, 14* 15 h. (et S. D.).
LES ANGES (All. v.o.) Olympie,
14* (et S. D.).
L'EMPIRE DES NEIGES (Jap. "v. v.o.)
St-André-des-Arts, 35 (328-48-18),
12 h. 30.
FRITZ VIRE CAT (A. "v. v.o.)
St-André-des-Arts, 35 (328-48-18),
24 h. 15, 13 h.
GEMINI (F. v.o.)
Clief, 35 (327-90-30), 14 h.
HAROLD ET MAUDE (A. v.o.)
St-André-des-Arts, 35 (328-47-77), 10 h.,
12 h., 24 h.
LES LARMES TATOUÉES (A. v.o.)
St-André-des-Arts, 35 (328-48-18), 15 h. 30
et 13 h. 30.
PANIQUE A NEEDLE PARK (A.
v.o.) Olympie, 14* (542-57-32),
16 h. (et S. D.).
SYMPTÔMES (Ang. v.o.) Académie,
14* (754-57-83), V. J. 23 h. 30,
14 h.
UN TRAMWAY NOMMÉ DESIRÉ (A.
v.o.) Olympie Saint-Germain, 35
et 14 h.
VIVRE SA VIE (Fr.) St-André-des-
Arts, 35 (328-48-18), 12 h.
ZÉRO (A. v.o.) Le Séna, 55 (325-
95-95), 12 h. 30.

Les festivals

LAUREL ET HARDY, Studio des
Acacias, 17^e (754-97-83) : 14 h,
les Aventures de Laurel et Hardy ;
15 h, Les Vagabonds ; 16 h,
Tous du pique ; Livrets sacre-
liver : 17 h 30 : Les montagnards
sont là ; 19 h 15, Sous les verrous ;
Au-dessous de zero : 21 h 15,
Laurel et Hardy au Far-West.
ALFRED HITCHCOCK, 1^{er} fév.,
Yorker, 9^e (770-63-40) : mar., jeu.,
le Rideau déchiré ; ven., sam.,
Une femme disparaît ; dim. lun.,
Complot de famille.
PALACE CROIX-NIVERT, 15^e (374-
95-04) : Hommage à A. Lamorice ;
en alternance : le Ballon rouge -
Crim blanc.

MARIGNAN PATHÉ - GAUMONT BERLITZ - GAUMONT RICHELIEU
CLICHY PATHÉ - GAUMONT GAMBETTA - GAUMONT LES HALLES
ST-LAZARE PASQUIER - GAUMONT SUD - MONTARNASSE PATHÉ
QUINTETTA - U.G.C. GARE DE LYON - 3 MURAT - PARAMOUNT
GOBELINS - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais - AVIATIC LA Bourget
TRICYCLES Asnières - VELIZY - CYRANO Versailles - ARTEL Nogent
MÉLIES Montreuil - ARTEL Villeneuve-St-Georges
PARAMOUNT Le Varennes - PARAMOUNT ÉLYSÉE 2 La Celle-St-Cloud

[illegible]

Dans la région parisienne

XYLINES (78)
CHATO, U.C. (966-30-07) :
Le Livre de la jungle. Mar. soir :
Les Molosses du ciel.
CONCOMBRE, HONOREE
U.G.C. (973-80-86) : La Mort en
direct ; On a volé la cuisse de
Jupiter.
J. 20 h. 45 : Carie (v.)
LE CHESNAY, Pary II (964-30-04) :
Le Livre de la jungle. Mar. : Matin
delaun Cocktail Molotov ; Soir :
Molotov d'Athènes ; La Mort en
direct.
LA CIGALE-SAINT-CLOUD, Xylines II
(989-30-56) : Retour en force ; On
a volé la cuisse de Jupiter.
KLIMCHUK, Yvonne-Marie (963-81-84) : Le Dossier SI.
Le Livre fil.
LES FEMMES-BOIS, C.H. Langlois
(985 16, 21, 22 h) : Le Malin.
LES MUREAUX (974-33-80) : Toni
Poppins ; Les Bronzas tont du ski ;
d'Athènes ; Cocktail Molotov ; La
Livre de la jungle. Mar. 9 h. 30 :
Le Livre de la jungle.
LE VESINET, Madois (978-30-15) :
Tons vendeurs ; Clinical (978-
30-15) ; Airport 80 ; Sonate d'an-
ticipation.
MANTEs, Domingo (992-84-50) : C'est
pas moi ; Les amoureux ; C'est pas
moi ; C'est lui ; La Mort en direct ;
Cuisse de Jupiter ; Un Amour de
coccioline.
Normandie (477-30-30) : Les
Molotov.
MAULE, Evelyne (990-35-76) : Apo-
calypse now.
POISY, U.G.C. (965-07-13) : Les
amoureux ; Les amoureux ; C'est pas
moi ; C'est lui ; La Mort en direct ;
Le Livre de la jungle. Mar. soir :
Molotov ; Rivière.
SAINT-CYR-LEVEQUE (045-00-52) :
La Pétite ; L'Escalade d'Alcatraz.
SAINT-GERMAIN, Yvonne (984-84-11)
(451-84-11) : On a volé la cuisse de
Jupiter ; Un Amour de cocci-
line.

tait Molotov : On a volé la crosse de Jupiter ; Un amour de coqueluche... — Prado : Meteor, J. 21 h. 30.

BAGNOLÉ, Cin'Mocha (30-31-02) : Tessa.

BAGNOLÉ, salle A-Malraux (847-18-27) : V Festival du film fantastique anglais des Maléfices de Dracula ; Le Jardin des tortures ; Cinq minutes d'angoisse.

GAGNY, TMO (32-48-25) : Moonraker ; Tessa.

MONTROUGE, Ariette (837-17-89) : Retour en force ; Hulk revient ; C'est pas moi, c'est lui.

MONTROUGE, Mafalda (86-90-13) : Dans l'enfer des soubres ; Retour en force ; On a volé la crosse de Jupiter.

LE RAINCY, Casino (302-32-22) : L'histoire d'un amour de coqueluche.

PANTIN, Carrefour (32-34-03) : Tout dépend des filles ; Bonis balais ; Les soubres ; Rocky II : On a volé la crosse de Jupiter ; Dans l'enfer des soubres ; Un amour de coqueluche.

ROSNY, Arbel (528-90-00) : Un amour de coqueluche ; Tout dépend des filles ; La Femme qui aime les hommes ; Rocky II : On a volé la crosse de Jupiter ; C'est pas moi, c'est lui.

SARCELLES, Centre J. Villar (897-13-63) : Mickey Judas.

CADREY, Mafalda (31-35-36) : La Femme libre. Mr. soir : la Madri-froum (v.o.).

CHARENTON, Pathé (881-72-94) : Cocktail molotov ; Hulk revient ; C'est pas moi, c'est lui. C'était ça, Rocky II ; Les soubres ; Les 13, 18 ; Derouo Quinca (v.r.).

CHARENTON, Arbel (88-84-64) : Rocky II ; Dans l'enfer des soubres ; Tout dépend des filles ; Bonis balais ; Les soubres ; Rocky II : On a volé la... — La Lucarne (207-37-07) : Le Testament du Dr Mabius ; La Femme libre.

FONTEVAYE, SOUS-BOIS, Cosmos (876-41-70) : La Guerre des polices ; Les soubres ; Les 13, 18 ; Attention, on va s'échapper.

JOINVILLE-LE-PONT, Centre socioculturel (85-56-36), le 13, 21 h. 8 : Le Second Eveil.

LE PERREUX, Palais du Parc (86-78-00) : Amour de coqueluche. La Yagareye. Paranoïa (86-56-30) : On a volé de coqueluche ; On a volé la crosse de Jupiter ; Retour en force.

MAISON-S - ALFORT, Club (376-71-70) : C'est encore loin l'Amérique ? ; Le Voyage en douce ; La Femme libre.

NOGENT-SUR-MARNE, Arbel (871-01-32) : On a volé la crosse de Jupiter ; On a volé la crosse de Jupiter ; Athènes ; Dans l'enfer des soubres... — Fort : La Guerre des boutons.

ORLY, Centre culturel (73-31-85) : Bonis balais d'Athènes ; Rocky II.

TEDIAS, Belle-Espérance (868-57-90) : Les soubres ; Rocky II : On a volé la crosse de Jupiter ; La Mot ; C'est direct ; C'est pas moi, c'est lui ; La Femme libre.

VILLEJUIF, Théâtre R.-Rolland (726-02-12) : Le Tonibû.

VILLEJUIF, Centre Georges. Arbel (328-08-54) : Retour en force ; L'enfer des soubres ; Le Livre de la jungle.

VINCENNES, 3 Vincennes (328-08-54) : Retour en force ; L'enfer des soubres ; La Mot ; C'est direct ; C'est pas moi, c'est lui ; VAL-D'OISE (85)

ARGENTEUIL, Alpha (981-00-07) : La Guerre des boutons ; On a volé la crosse de Jupiter ; C'est pas moi, c'est lui ; La Femme qui aime les hommes ; Dans l'enfer des soubres ; American Graffiti la suite... — Gamme : Les soubres ; Rocky II : On a volé la crosse de Jupiter ; La Mot ; Direct ; C'est pas moi, c'est lui.

CERGY-POISSIEUX, Carvil (930-46-80) : Cocktail molotov ; Tout dépend des filles ; C'est pas moi, c'est lui. On a volé de coqueluche.

ENGHIEN, Francis (417-00-44) : La Guerre des boutons ; Dans l'enfer des soubres de Jupiter ; C'était demain la femme libre ; Rocky II ; Un amour de coqueluche... — Mary : Ma chérie.

GARGES-LES-GONSESSE, Dames et Gentlemen (86-86-36) : La Grande Ataque au train d'or.

GONSESSE, Théâtre J.-Prévost (935-93-93) : Le monde à travers les yeux d'un autre monde.

SAINT-GRATIEN, Thénos (889-21-89) : Les soubres ; Les 13, 18 ; Aventures du baron de Münchhausen ; Jack le magnifique (v.r.).

SARCELLES, Centre J. Villar (897-13-63) : Manhattan ; C'est pas moi, c'est lui ; La Femme libre ; Tout dépend des filles ; Un amour de coqueluche.

SAINT-OUEN/LAUNOME, M. J. C. (464-03-16), le 18, 14 h. 1 : L'Enfer

Variétés

Les music-halls

ROBINO (322-74-81) (D. solo, L.),
20 h. 45 : mat. dim. 12 h. : *Le Tour
Villaret*.

COMEDIE DES CHAMPEL-ELYSEES
(322-74-81) (D. solo, L.),
mat. dim. 17 h. : les Frères Jac-
ques.

CHOEUR CULTUREL DE BELGIQUE
(327-16-16), 13 h. 15, 14 h 20 h. 45 :
P. Rappaz.

DUNOIS (384-72-30), les 12, 14, 15,
16, 17, 18 h. 30 : J. Richard, E. Vitet,
B. Schnebel, O. Leski.

ESSAÏON (278-48-42) (D. solo, L.),
17 h. 30 : *Le Tour Villaret*,
et 18 h. 30 : *Moulin chante
Aragon*.

FOURMIS DES HALLES (207-53-53)
(D.), 20 h. 30 : *Faustine Julien*.
18 h. 30 : *Boris Saintet* (dern. le
18) : *Le Tour Villaret*.

FOURMIS DES MARÉCHAIS (584-
32-30), 15 h. : *Margery Song* (*Un-
certain 13*).

GRANDS-TERMINES (322-16-18)
(D. solo), 20 h. 30. mat. sam.
17 h. 30. dim. 15 h. 30 : *Lenny Ne-
verson* (dern. le 18).

MARIGNY (258-04-11) (J.), 21 h.,
mat. dim. 18 h. : *Thierry le Luron*.
17 h. 30 : *Le Tour Villaret*,
à 21 h. : *Jiel*, à 19 h. 30 et
22 h. 30 : *Jerry Lewis*. A partir
du 19, 18 h. 30 : *Le Tour Villaret*.

PALEIS DES SPORTS (822-40-90),
21 h. mat. sam. 17 h. dim.
14 h. 30 : *Le Tour Villaret*,
Bernard Lavillier (dern. le 18).

STUDIO DE L'OURCQ (322-00-34),
17 h. 18 h. : *Akio Suzuki*, D. Dahl,
et *Le Tour Villaret*.

THEATRE MARIE-STUART (600-
17-80) (D.), 18 h. 30 : *Stéphanie*
et Le Tour Villaret.

THEATRE DE LA PORTE SAINT-
MARTEIN (607-37-53) (Mar.), 21 h.,
18 h. 15 : *Le Tour Villaret*,
chœur du Splendid.

Les comédies musicales

MOGADOR (235-23-80), les 13, 14, 15h.; les 15, 16, 20h.30; le 18, 14h.30; le 17, 15 h. 30 : L'Auberge du Cheval Blanc.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE
(278-44-45) 21 h. mat. Dim. 15h30 : Raymond, ou comment s'en débarrasser ?

DEUX ANES (606-0-26) (Mer.) 21 h., mat. Dim. 15h.30 : Pétrole... ane.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE
(278-44-45) 21 h. mat. Dim. 15h30 :
Raymond, ou comment s'en dé-
habarrasser ?
DEUX ANES (606-0-26) (Mer.) 21 h.,
mat. Dim. 15h.30 : Pétrole... ane.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (35-05), 21h.30 : B. Gruenault R. Vasseur Quintet.

CLUB DES LOMBARDS (235-15-11), Dim., 20h. 13, 14 et 15 : Catalogue.

CLUB NORMAIN (222-51-09), 22 h. : Rhoda Scott.

DUNOIS (354-72-08), 21h.30 : Duo.

ELITE (222-51-09), 22h. : Duo.

ESPACE CARDIN (256-17-30), 1e 15 à 20h.30 : Eddie Louisa Quartet.

GRAND HOTEL (222-51-09), 22h. : Duo.

GIRUS (770-78-58), 14, 15 et 16 à 22h. : Digital Dance.

LES 3 CHAMBRAS (222-51-09), 22h. : H. Singer, L. Trussardi, D. Donobele, M. Grallier.

LES 3 CHAMBRAS (222-51-09), 1e 15 à 21h. : Digital.

LE PATIO, 22h. Al. Grey, J. Forrest.

LES 3 CHAMBRAS (222-51-09), 22h.30 : G. Lafrette, A. Jean-Marie, A. Cullis.

LES 3 CHAMBRAS (222-51-09), 1e 15 à 16 : J. Cohen, J.-P. Canapéen, P. Meachall, J.-L. Meachall.

SLAY (256-94-30), 21h.30 : René Frazz.

Concerts

[illegible]**GAUMONT**

LES FILMS DU SABRE

invitent les lecteurs du **MONDE** à une projection
exceptionnelle en avant-première du film de

STEPHANE KURC

L'ŒIL DU MAÎTRE

MARINA VLADY - DOMINIQUE LAFFIN
OLIVIER GRANIER - PATRICK CHESNAIS

JEAN-CLAUDE BRIALY - MICHEL AUMONT

Le mardi 19 février 1980, à 20 h. 30,
au cinéma MARIGNAN-CONCORDE

Les invitations devront être retirées le vendredi 15 février 1980 à partir de 15 heures au cinéma MARGNAN-CONCORDE 27-29, Champs-Élysées, 75008 Paris dans la limite des places disponibles.

« PRIME PAR LA FONDATION PHILIP MORRIS POUR LE CINEMA »

« PRIME PAR LA FONDATION PHILIP MORRIS POUR LE CINEMA »



"Raconté avec une bonne humeur contagieuse et sur un rythme qui convient... joliment dialogué."

Jean de Baroncelli
(Le Monde)

"Il faut vraiment patauger au plus noir de la plus sombre déprime pour ne pas éclater de rire toutes les sept ou huit minutes."

Michel Perez
(Le Matin)

VICTOR LANOUX
BERNADETTE LAFONT
PIERRE MONDY

un film de
JEAN-MARIE POIRÉ

Retour en Force

une réalisation
ECLAIROAGE INTERNATIONAL E.B. 3

GAUMONT INTERNATIONAL P.R.S. THE WORLD OF
EASTMANCOLOR

CARNET

Décès

— **Laussana, Perpignan, Tienchen.**
M. et Mme Georges Amar, leurs enfants.
Leur famille, parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de
Mme Julie AMAR,
née Lachkar.
12, rue des Flamants.
1006 Pully.
Lausanne.

— **Mme Paul Blais.**
Ses enfants et petits-enfants, parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de
Maitre Paul BLAIS,
avocat au barreau de Bergerac, croix de guerre.
survécu le 8 février, dans sa soixante-troisième année.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le mardi 12 février 1980.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— **On nous prie d'annoncer le décès de**
M. Georges F. BOSONI,
ancien président-directeur général de la Cité laïque S.A., administrateur de Michel Bernard S.A., survenu le 11 février 1980 à Antibes. De la part de :
M. et Mme Michel G. Bosoni, M. Bernard Bosoni, ses enfants, Thomas-Georges et Julia Bosoni, M. et Mme Jean-Louis Bosoni, M. et Mme Pierre Bosoni et leurs enfants, M. et Mme Alain Bosoni et ses enfants, Les familles Bosoni, Heyd, Fadiga, Viennet.
Famille, parents, alliés et amis. La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 15 février 1980, à 10 h. 30, au temple Saint-Honoré d'Eylan, 66, avenue Raymond-Poincaré.
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière des Batignolles, 10, avenue Foch, 75116 Paris.

— **M. et Mme Louis Wallon.**
Mme Brodskis, ses enfants et petits-enfants, Mlle Geneviève Mathis, M. et Mme Marcel Mayetta, Les docteurs Régine et Jacques Lambert et leurs enfants, M. et Mme Gérard Lambert, leurs enfants et petits-enfants. Toute sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
Jean BRAUN,
directeur honoraire de la représentation en France de la foire de Leipzig, administrateur de la Banque commerciale de l'Europe du Nord, résident de la Résistance, médaille du combattant 1939-1945, survenu le 8 février 1980 dans sa soixante-septième année. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. (Le Monde du 12 février).

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **M. et Mme Louis Wallon.**
Mme Brodskis, ses enfants et petits-enfants, Mlle Geneviève Mathis, M. et Mme Marcel Mayetta, Les docteurs Régine et Jacques Lambert et leurs enfants, M. et Mme Gérard Lambert, leurs enfants et petits-enfants. Toute sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
Jean BRAUN,
directeur honoraire de la représentation en France de la foire de Leipzig, administrateur de la Banque commerciale de l'Europe du Nord, résident de la Résistance, médaille du combattant 1939-1945, survenu le 8 février 1980 dans sa soixante-septième année. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. (Le Monde du 12 février).

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **Mme Louise Elmer et Arthur Tomassin.**
Mme Michèle Cadara, Dimitrie et ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 février, de
Victor GADRE,
ancien professeur des universités de Cluj et Paris, ancien ambassadeur de Roumanie, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, à l'église orthodoxe roumaine, 7, rue Jean-de-Beauregard, Paris-9.

— **M. et Mme Jacques Frances.**
Mme Pierre Leconte, M. et Mme Guy Trillat, M. et Mme William Senechal, M. et Mme Bertrand Chuslin-Bercha.
M. et Mme Christian Michel, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
Mme André CAFFORT,
née Marguerite Gerbault.
survécu le 8 février 1980 dans sa quatre-vingt-septième année. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.
27, rue Saint-James.
92200 Neuilly-sur-Seine.

— **M. Julien Chiroux, son épouse.**
M. René Chiroux, professeur à la faculté de droit de Clermont-Ferrand, son fils, Et leur famille, ont la douleur profonde de faire part du décès de
Mme Julien CHIROUX,
née Madeleine Arnaud.
le 8 février 1980, en son domicile de Chamalières.
Les obsèques ont eu lieu à Etremus (Allier) le 11 février 1980.
73, avenue Jean-Jaurès.
63400 Chamalières.

— **Mme Israël Epelboin.**
Mme Joseph Epelboin et leurs enfants, M. et Mme Yves Epelboin et Bernard Edelman, M. et Mme Alain Epelboin et leur fils, M. et Mme Clément Fetscher, leurs enfants et leurs petits-enfants, M. et Mme Claude Levy, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M. Israël EPELBOIN,
leur épouse, fils, père, grand-père, frère et parent, survenu le 10 février 1980.
Les obsèques auront lieu le vendredi 15 février, à 14 heures, au cimetière de Saint-Cloud, 114, avenue Foch, à Saint-Cloud.
M. fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
4, rue Duméril.
75013 Paris.

— **Le Centre national de la recherche scientifique.**
L'Université Pierre-et-Marie-Curie. Le personnel du groupe de recherche du C.N.R.S. Physique des liquides et électrochimie, ont le regret de faire part du décès de
M. Israël EPELBOIN,
docteur en sciences, ingénieur R.S.E., directeur de recherche au C.N.R.S., directeur du groupe de recherche du C.N.R.S. Physique des liquides et électrochimie, survenu le 10 février 1980.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **M. Jean Goldenberg.**
M. et Mme Philippe Achard et leurs filles et petits-enfants, Catherine, Emmaudis, M. et Mme Gérard Laszars et leur fille Danièle, Le docteur Claude Rougemont et Mme et leur fils Francis, Le docteur Didier Rougemont et Mme et leur fille Julie, Mme Pauline Blauschid, Les familles Goldenberg, Berner, Gignoux, Robert, Kowalski, Szwarc, Thouvencin, ont la très grande peine de faire part du décès de
Mme Jean GOLDENBERG,
née Suzanne Rottenberg, sa très chère et inoubliable épouse, leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et tante adorée, survenue le 11 février 1980, dans sa soixante-dix-neuvième année, à Paris.
Elle nous fera d'autant plus cruellement défaut que vers elle tout le monde convergait et que chacun pouvait auprès d'elle trouver sa sollicitude affectueuse et sa perpétuelle disponibilité.
Les obsèques auront lieu le jeudi 14 février 1980, à 11 heures précises. Réunion entrée principale du cimetière de Bagneux-Parisien, 43, avenue Marx-Dormoy, Montrouge.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
M. fleurs ni couronnes.
2, rue Gabriel-Vicior, 75003 Paris.

— **La direction et le personnel des établissements Jean Goldenberg et des Vanneries de Metz**
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Jean GOLDENBERG,
leur co-fondatrice.
survécue le 11 février 1980 dans sa soixante-dix-neuvième année, à Paris.
Elle a consacré à l'entreprise, depuis son origine, tous ses efforts, ses soins, son intelligence, son énergie. Son souci de l'équité et de la dignité humaine, sa bonté, son temps, marqué avant toute autre chose ses rapports avec ses collaborateurs, ont été pour elle une loi. Elle gardera tous un souvenir reconnaissant, ému et fidèle.
L'inhumation aura lieu le jeudi 14 février 1980, à 11 heures précises. Réunion entrée principale du cimetière de Bagneux-Parisien, 43, avenue Marx-Dormoy, Montrouge.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
M. fleurs ni couronnes.
174, rue du Temple, 75003 Paris.

— **Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la société G. Helmingier S.A.**
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jacques HELMINGIER,
son président d'honneur.
Le décès est survenu le 11 février, à 18 heures, en la paroisse de Montreuil-Château (Territoire de Belfort).
M. fleurs ni couronnes.
174, rue du Temple, 75003 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général honoraire des services techniques de la Ville de Paris**
Maurice FEUILLADE,
survécu à Paris le 10 février 1980. De la part de sa famille et de ses amis.
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, 15, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès de l'ingénieur général hon**

INFORMATIONS « SERVICES »

ENTR'AIDE

Les quêtes autorisées en 1980

La liste des appels à la générosité publique autorisés à l'échelon national pour l'année 1980 est la suivante :

- 2 MARS (quête) : Journée nationale des associations de paralysés et infirmes civils ;
- 3 AU 16 MARS : Quinzaine nationale pour la Campagne mondiale contre la leishmaniose, avec quête le 16 mars ;
- 1^{er} AU 8 MAI : Campagne nationale du Bleu de France, avec quête le 8 mai ;
- 25 AVRIL AU 11 MAI : Quinzaine nationale de l'Ecole publique, avec quête le 11 mai ;
- 5 AU 18 MAI : Campagne nationale de la Croix-Rouge française, avec quête le 18 mai ;
- 25 MAI AU 1^{er} JUIN : Semaine nationale de la mère et de l'enfant, avec quête le 1^{er} juin ;
- 1^{er} JUIN AU 15 JUIN : Campagne nationale de l'Union française des centres de vacances, avec quête le 8 juin ;
- 14 JUILLET (quête) : Journée nationale pour la Fondation Mardochée-Laurie ;
- 5 OCTOBRE (quête) : Journée nationale des aveugles et de leurs associations ;
- 6 AU 12 OCTOBRE : Semaine nationale du cœur, avec quête le 12 octobre ;
- 13 AU 19 OCTOBRE : Semaine nationale des personnes âgées et de leurs associations, avec quête le 19 octobre ;
- 20 AU 31 OCTOBRE : Campagne nationale de lutte contre le cancer, avec quête le 28 octobre ;
- 4 AU 11 NOVEMBRE : Campagne nationale du Bleu de France, avec quête le 11 novembre ;
- 17 AU 30 NOVEMBRE : Campagne nationale du Comité national contre la tuberculose et les maladies respiratoires, avec quête le 23 novembre ;
- 1^{er} AU 14 DÉCEMBRE : Campagne nationale pour le Fonds des Nations unies pour l'enfance UNICEF ;

L'Association nationale du souvenir français, chargée d'entretenir les tombes des morts pour la France et les monuments qui perpétuent leur souvenir, est, d'autre part, autorisée à quêter le 1^{er} novembre à la porte des cimetières.

D'autres appels peuvent être autorisés par les préfets et les maires, à condition qu'il s'agisse d'initiatives locales, exceptionnelles et justifiées, afin d'éviter que le public ne soit constamment importuné.

La Journée des paralysés

Le Bulletin municipal officiel donne la liste des organismes autorisés à quêter sur la voie publique à l'occasion de la Journée nationale des associations de paralysés et infirmes civils, le dimanche 2 mars.

Association des paralysés de France, 22, rue Gérard, Paris (13^e) ; Ligue pour l'adaptation du handicapé physique au travail, 185 bis, rue Ordener, Paris (18^e) ; Confédération nationale des sourds de France, 30, rue Thérèse, Paris (11^e) ; Fédération nationale des malades, infirmes et paralysés, 58, rue Merlin, Paris (11^e) ; Association nationale des infirmes moteurs cérébraux, 33, rue Blanche, Paris (9^e) ; Association nationale des amis des handicapés physiques, 283, rue de Charbonnet, Paris (12^e) ; Entraide aux handicapés physiques par le travail, 106, rue du Bass, Paris (7^e) ; Association française contre la myopathie, 6, rue Fulton, à Angers (49) et 74, rue de Rome, Paris (8^e) ; Nouvelle Association française des acrobates en plaques, 10, rue de la République, Paris (4^e) ; Union générale des aveugles et grands infirmes de Paris, 53, rue de Flandre, Paris (19^e).

AUTOMOBILE

La troisième génération d'Alfa-Sud

La troisième génération des Alfa-Sud conserve un air pimpant. Malgré leur âge, ces voitures ont gardé le goût de leur fabrication, les performances italiennes ne portent guère de rides. Remises au goût du jour, les nouvelles Alfa-Sud sont proposées en deux versions : avec des moteurs de 1200 cm³ (88 ch), 1350 cm³ (79 ch) et 1500 cm³ (84 ch) dont les performances maximales respectives tournent autour de 155, 160 et 165 km/h à l'heure.

Les trois modèles ont reçu un carburateur double corps dans le but d'obtenir une moindre consommation par l'amélioration du mélange et de la combustion. Les mesures prises par le constructeur font état d'un km/h de 8,3 litres de consommation pour la 1200 cm³ et de 8,7 litres pour la 1350 cm³ et 9,1 litres pour la 1500 cm³.

On sait par expérience que la réalité est souvent moins séduisante.

La conduite d'une traction comme l'Alfa-Sud, dont le comportement est sûr, ne réserve aucune surprise. Compte tenu des cylindres et de ce qu'on est en droit d'attendre de chacun des modèles de la série 3, les Alfa-Sud ont du nerf, tiennent bien la route et leur cap, freinent correctement avec quatre disques assistés d'un servo-frein. L'entretien est simple, les pièces d'origine sont disponibles dans les normes du bon goût. La climatisation a été repensée, les sièges

redessinés et rendus plus confortables. Une astuce permet de transporter dans l'habitacle des objets de grande taille comme du matériel de pêche ou des skis.

Alfa Romeo a tout simplement prévu la transformation en trappe de l'accoudoir. L'habitacle communautaire ainsi que le coffre.

Plus importantes sans doute pour l'utilisateur, les garanties couvrent l'ensemble des voitures pour un an. Celle du moteur est portée à deux ans ou 100 000 kilomètres, la garantie de la peinture court aussi sur deux ans. Il semble que cette dernière précaution ne soit pas inutile en regard aux problèmes, souvent extrêmement fâcheux, que les Alfa ont connus dans le domaine de la peinture. Les nouvelles Alfa-Sud ont reçu quelques modifications de détails concernant les ailes avant, la calandre, les projecteurs, les par-chocs, pourvus d'un spoiler, toutes choses qui ne changent guère leur aspect.

FRANÇOIS JAMIN.

PARIS EN VISITES

JEUDI 14 FÉVRIER

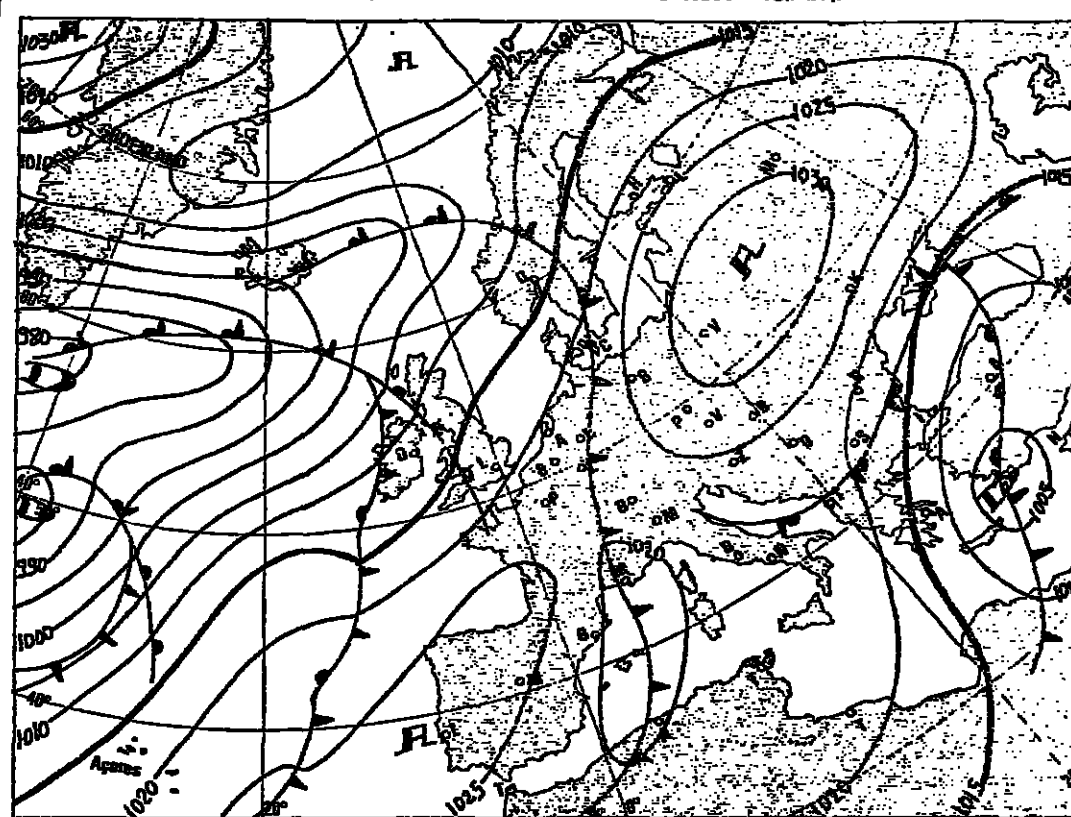
- L'église Saint-Julien-le-Pauvre, 15 h, devant l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Mme Guillier.
- La manufacture des Gobelins et ses ateliers, 15 h, 42, avenue des Gobelins, Mme Bujot.
- L'abbaye bénédictine Sainte-Marie, 15 h, 8, rue de la Source, Mme Pennec.
- Le musée Jacquemart-André, 15 h, 158, boulevard Haussmann, Mme Zujovic.
- Exposition des chapeaux au Musée du costume, 15 h, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie (Approche du 1^{er}).
- La France-magasin, 15 h, 16, rue Cadet (Connaisance d'Ici et d'ailleurs).
- Le Musée du cinéma, 15 h, 15, place du Trocadéro (Mme Bujot).
- De la cour Carrée du Louvre aux mystères de la salle des Caracalles, 14 h, 45, cour Carrée, porche rue de Rivoli (M de la Roche).
- Le musée Carnavalet, 15 h, 23, rue de Sévigné (Tourisme culturel).
- Les hôtels de l'île Saint-Louis, 12 h, 1, rue Saint-Louis-en-l'île (Le Vieux-Paris).

CONFÉRENCES

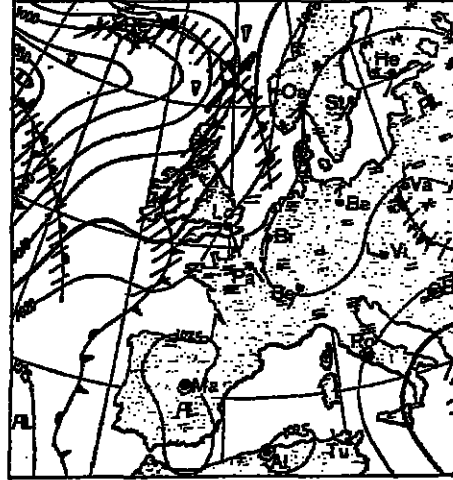
18 h, Académie diplomatique internationale, 4 bis, avenue Hoche, M. Hamit Bata ; Les grandes lignes de la politique étrangère de la Turquie ; M. Charles Zoroglu ; Rattachement d'un État : les Nouvelles-Hébrides ; 19 h 30, amphithéâtre Descartes, Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, M. René Huyghe ; Deslo et facture : projection (Université populaire de Paris).

MÉTÉOROLOGIE

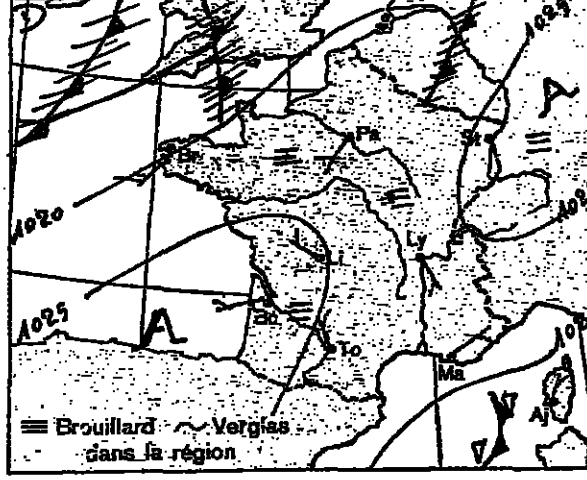
PRÉVISIONS POUR LE 14 FÉVRIER À 0 HEURE (G.M.T.)



SITUATION LE 13-02-80 À 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 14-2-80 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
 Zone de pluie ou neige / Averses / Orages / Brouillard / Verglas
 Flèche indiquant la direction d'où vient le vent / Force du vent / 5 noeuds / 10 noeuds / 50 noeuds
 Sens de la marche des fronts / Front chaud / Front froid / Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 13 février à 6 heures et le jeudi 14 février à 24 heures :

Une crête anticyclonique persistera sur notre pays malgré le passage d'une perturbation océanique. Cette perturbation, en voie de désagrégation, laissera toutefois persister des nuages assez abondants, tandis qu'une nouvelle zone pluvieuse atteignant les îles Britanniques touchera faiblement nos régions septentrionales.

Jeudi 14 février, en montagne et sur le sud-est du pays, le temps sera souvent très nuageux le matin, puis il deviendra plus ensoleillé l'après-midi. Quelques ondées sont possibles, en particulier sur le Midi méditerranéen et le sud des Alpes. Ces ondées tendront ensuite à se localiser sur la Corse et l'extrême Sud-Est. Froids de la Manche et dans le Nord, quelques pluies faibles se produiront dans un flux modéré de secteur sud-ouest, qui maintiendra des températures assez élevées. Ailleurs, des brouillards nombreux seront signalés de quelques dépressions l'après-midi, mais ces brouillards seront localement tenaces dans les vallées de l'intérieur. Les températures subiront peu de changement, et de faibles gelées matinales seront encore observées au lever du jour.

Le mercredi 13 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1020,2 millibars, soit 765,2 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 février ; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14) : Ajaccio, 14 et 2 degrés ; Biarritz, 8 et 1 ; Bordeaux, 12 et -1 ; Bruck, 10 et 8 ; Cam, 11 et 2 ; Cherbourg, 8 et 3 ; Clermont-Ferrand, 10 et -1 ; Dijon, 8 et 1 ; Grenoble, 10 et -2 ; Lille, 11 et 3 ; Lyon, 8 et 0 ; Marseille, 15 et 7 ; Nancy, 7 et -1 ; Nantes, 12 et 1 ; Nice, 16 et 7 ; Paris-Le Bourget, 8 et 1 ; Pau, 16 et -1 ; Perpignan, 14 et 3 ; Rouen, 10 et 2 ; Strasbourg, 10 et -2 ; Tours, 8 et 3 ; Toulouse, 10 et -2 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 24 ; Genève, 8 et -2 ; Liebherr, 16 et 6 ; Londres, 11 et 4 ; Madrid, 15 et -3 ; Moscou, -12 et -20 ; Nairobi, 14 (min.) ; New-York, 1 et 2 ; Palma-de-Majorque, 15 et 0 ; Rome, 16 et 3 ; Stockholm, -5 et -6 ; Téhéran, 5 et 0.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Ski sportif, ski détente, ski révé, ski fou, c'est

VAL D'ISERE

Office de Tourisme
Tél. : (79) 06.10.83

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75237 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 627-42

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.R.E.
174 F 298 F 422 F 545 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
260 F 520 F 800 F 1050 F

ÉTRANGER (par messagerie)
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
200 F 350 F 500 F 600 F

II. - SUISSE - TURQUIE
250 F 450 F 650 F 850 F

Par voie aérienne
Paris sur demande

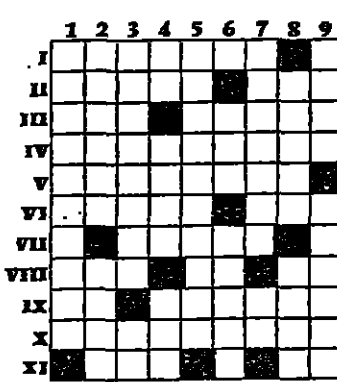
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse d'urgence ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres et capitales d'impression.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2807



HORIZONTALEMENT

1. Travail qui demande de bons nerfs. II. Qualité d'un chat très chouette. Peut former un barrage. III. Ne représente qu'un petit effort ; Pas un. IV. En Equateur, on y met du sucre. V. Rendre comme une pierre. VI. Ne doivent pas être lâchées quand on a du mal à monter. Pas vilains. VII. Un homme bien élevé. VIII. Relatif ; A été comme de la blancheur ; Évoque un joli bouton. IX. Vieille ville ; Peut évoquer un moment. X. Peut se faire en un moment. XI. D'un auxiliaire ; Nocturne.

VERTICALEMENT

1. Étudiée par ceux qui veulent connaître les meilleurs tours. 2. Une simple passe ; Se vide après la consultation. 3. Nom de château ; Se dit dans l'antiquité. 4. Préfixe ; Faute de philologie ; Endroit où l'on se rassemble. 5. Qui trouvera donc un emploi. 6. Figurent souvent à côté des fraises ; Risquent de

crever quand elles sont blanches. 7. Un type ; On ne peut pas dire, sous peine de supposition. 8. Passe dans un sillon ; Ponce. 9. Souvent rouge dans les Vosges ; Ne manquait pas de charme.

Solution du problème n° 2806

Horizontalement
I. Papeterie. II. Grassa. III. Ouzine. IV. Toc ; Nanas. V. Ramer. VI. Gode ; Da. VII. Roula. VIII. Vénin. IX. Primitive. X. Hues ; Pré. XI. Codes.

Verticalement
1. Photographie. 2. Aa ; Oo ; Ru. 3. Frocudrur. 4. Eau ; Tel. Me. 5. Tsana ; Aviso. 6. Estaminet. 7. Reine ; Tripe. 8. Amard ; Iyre. 9. Sa ; Année. SUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 13 février 1980 :

UN DÉCRET
• Modifiant les décrets du 5 septembre 1973 et du 19 août 1974 relatifs à la composition et au fonctionnement des comités économiques et sociaux institués par la loi.

UN ARRÊTÉ
• Modifiant un précédent arrêté portant définition des espaces aériens dans lesquels sont assurés des services de la circulation aérienne.

DES LISTES
• Des élèves de unités pédagogiques d'architecture ayant obtenu le diplôme d'architecte D.P.L.G.

BREF

DOCUMENTATION

ACCES DES PROFESSEURS AUX FONCTIONS DE DOCUMENTATION. — Un décret publié au Bulletin officiel du ministère de l'éducation - du 7 février précise les conditions d'exercice de fonctions de documentation et d'information par certains personnels enseignants. Ce décret reprend les principaux points de la circulaire du 4 octobre 1979, qui recommandait aux recteurs d'affecter dans des centres de documentation et d'information (C.D.I.), avec leur accord, des professeurs titulaires des lycées et collèges (« le Monde » du 9 octobre 1979).

EXPOSITION

LE CIRQUE AUX HALLES. — Valentin Maro, dessinateur de mode du « Monde » et peintre naïf, exposera au Forum des Halles ses dernières œuvres sur le thème du cirque. Du 12 février au 12 mars.

PARIS

SOUS LA RESTAURATION

Chaque année les Archives de France organisent un concours sous le titre « Historiens de demain » auquel participent des élèves d'enseignement secondaire et technique âgés de 14 à 18 ans. Destinés à promouvoir chez les jeunes le goût de l'histoire et celui de la recherche personnelle, ce concours peut susciter des vocations d'historiens.

Cette année, le concours a pour thème « La vie quotidienne sous la Restauration 1815-1830 ». C'est à cette occasion que le Musée de l'histoire de France, les Archives nationales présentent, dans le cadre de l'Année du patrimoine, une exposition : « Paris sous la Restauration », qui réunit une très précieuse documentation où on trouve des originaux pris dans le fonds des Archives nationales ainsi que des objets, tableaux, gravures ou photographies prises par divers organismes et musées qui permettent d'évoquer les multiples aspects de la vie à Paris durant cette période de quinze années, qui va de la chute de l'Empire à celle des Bourbons.

FORMATION PERMANENTE

MICRO-ELECTRONIQUE A SAINT-ETIENNE. — L'Ecole nationale supérieure des mines de Saint-Etienne organise des stages de formation à la micro-électronique et micro-informatique dans le cadre de la formation continue. La première session aura lieu du 14 avril au 7 juin. Prix : 18 000 F (8 000 F pour les P.M.I.).

* Renseignements : Ecole nationale supérieure des mines, 158, cours Fauriel, 42023 Saint-Etienne Cedex, tél. (77) 25-30-33.

MAISON

LE GUIDE DES BOUTIQUES. — La deuxième édition du « Guide de la maison française » vient de paraître. Anne Ristort, qui l'a réalisé, a élargi cette année sa sélection de boutiques parisiennes pour la maison à la brocante et aux antiquaires. Huit cents adresses de magasins (où il y a toujours quelque chose d'intéressant à voir) figurent dans ce nouveau guide ; elles sont classées par quartier et par rue. Paris et sa périphérie sont réunies dans ce répertoire-promenade qui constitue une mine de renseignements pour équiper et décorer sa maison.

* Le Guide de Paris et de Fldes-de-France 1980, 18 F en kiosque.

TOURISME

HOTELS SILENCIEUX. — L'idée est intéressante, même si sa réalisation est parfois difficile. Le « Guide des hôtels », dont l'édition 1980 vient de paraître, en est à sa dixième édition. Classée par département, voici donc une liste de 940 hôtels jugés ou se prétendant silencieux. Car qu'est-ce que le silence, cette qualité si rare et si diversément appréciée par chacun ?

* 100 pages, 20 F. « Guide des hôtels silencieux », 38, rue du Bouquet-de-Longchamp, 75116 Paris, tél. 757-94-41.

Écrit par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sarradet.

Imprimé par le « Monde » de Paris-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 97432.

OFFRES D'EMPLOI	la semaine	la semaine
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	53,98
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES CLASSEES	la semaine	la semaine
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

PROCTER ET GAMBLE FRANCE
ARIEL, BONUX, LENOR, M. PROPRE, CAMAY, PAMPERS...
PROPOSE A
CANDIDATS DE VALEUR
D'INTEGRER SON DEPARTEMENT MARKETING - VENTES
en tant que

CHEF DE SECTEUR

PARIS - LYON - LE HAVRE - CLERMONT-FERRAND

MISSIONS

- responsabilité de la progression d'un chiffre d'affaires important sur un secteur géographique déterminé
- application « sur le terrain » des techniques de vente, de merchandising et de gestion les plus modernes (formation initiale et continue assurée)

PROFIL

- vous êtes jeune diplômé ou après quelques années d'expérience chez un fabricant de produits d'hygiène
- vous avez les qualités pour réussir une carrière commerciale (forte personnalité, actif, tenace, organisé, dynamique...)
- vous êtes libéré des obligations militaires

- le salaire est motivant
- les avantages sociaux nombreux
- une voiture anonyme est fournie
- les frais professionnels sont pris en charge

Alors si cette perspective de carrière basée sur VOTRE VALEUR PERSONNELLE et VOS RESULTATS vous intéresse, envoyez votre CV détaillé à PROCTER ET GAMBLE FRANCE Monsieur René GONON 95, avenue Charles de Gaulle 92201 NEUILLY SUR SEINE Réponse assurée

Nous sommes une importante société régionale du secteur agro-alimentaire (C.A. supérieur à 300 millions de F. - 500 personnes) située dans le Sud Ouest, Central et opérant sur des marchés nationaux et internationaux. Nous recherchons notre

secrétaire général

La fonction requiert un homme de 40 ans environ, de formation supérieure (B.S.E.C., H.E.C., A.G.R.A., M.B.A.,...) et ayant l'expérience de la gestion du personnel (relations humaines et gestion administrative) qui travaillera en étroite collaboration avec le Président et le Directeur Général.

Les perspectives d'évolution de carrière à moyen terme orienteront notre choix vers un candidat ayant un fort potentiel et des connaissances juridiques et comptables.

Celui-ci trouvera un cadre de travail agréable, stable et une rémunération motivante.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 219 TA à :

SCOTI 33, rue de Miromesnil 75008 PARIS. Discretion assurée.

Reproduction interdite

offres d'emploi

INGENIEUR DE VENTE

composants hydrauliques

PARIS

Une Société Industrielle et commerciale (produits techniques) C.A. dépassant 1 milliard de F. membre d'un Groupe travaillant à l'échelle mondiale, recherche

1 INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCE pour son activité vente technique composants hydrauliques.

Sous l'autorité du Directeur de département, il sera chargé de la vente auprès de nos clients français les plus importants, des composants et circuits hydrauliques développés par le Groupe. Il assurera également la coordination de l'ensemble des ventes régionales.

Le candidat souhaité sera de formation Ingénieur, spécialité électrotechnique et possèdera une expérience de plusieurs années de la vente de composants hydrauliques. Il devra maîtriser la langue anglaise et, ou allemande.

Des déplacements fréquents en France, sont à envisager.

Ecrire avec C.V. manuscrit, photo et prétentions à No 45.201, CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

THOMSON-CSF
DIVISION SEMI-CONDUCTEURS
38120 SAINT-EGREVE (près GRENOBLE)
recherche

INGENIEUR MECANICIEN

Formation A, et IL ou équivalent pour poste responsable méthodes ayant si possible expérience de la fonction problèmes d'analyse de coûts, d'étude et d'organisation du travail.

Envoyer C.V., photo, prétentions au SERVICE DU PERSONNEL.

Mines, ECP... Directeur d'usine

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE en fort développement leader sur le marché international et réalisant des biens d'équipement de haute performance recherche le Directeur de son Usine (400 personnes).

Poste de haut niveau pour un ingénieur grande école ayant l'expérience des réalisations de matériels sur devis et ayant déjà assumé des responsabilités de direction d'usine ou de production.

Rémunération 220.000 F. +

Poste : ville Ouest France.

Ecrire sous réf. MC 429 CM 4 rue Massenet 75016 PARIS DISCRETION ABSOLUE

etap

Société industrielle fabricant des produits Grand Public en grandes séries, recherche son

Responsable Service Méthodes

A & M ou similaire

Amarré à encadrer une dizaine de collaborateurs, il fera porter l'effort vers l'optimisation constante des procédures et moyens de production dans un contexte marqué par la pluralité technologique (laser, plasma, bob, etc.). Pour intégrer cette fonction stable et évolutive, il sera souhaitable de pouvoir faire état d'une expérience de 3 à 5 ans dans les méthodes et d'une pratique même relative de la langue allemande.

Le poste est à pourvoir en ALSAZIE, dans un site particulièrement agréable.

Pour toute information complémentaire, faites parvenir votre dossier complet (précisant niveau de rémunération sous REF. N° 3041 M à notre Conseil qui vous garantira réponse et discrétion.

40, rue du Travail 67000 STRASBOURG

managing

BISCUITS BELIN

Importante société agro-alimentaire (1800 personnes - 500 millions de CA) filiale d'un leader mondial, recherche

adjoint du chef des services consolidation et analyse

Son rôle sera :

- d'assurer la consolidation mensuelle et d'élaborer les analyses de résultats
- de diriger le groupe comptable du siège
- de prendre part à la définition des méthodes comptables
- de participer à l'adaptation et la mise à jour des programmes comptables informatiques.

Ce poste exige :

- une solide expérience comptable
- une formation comptable supérieure
- une maîtrise de la comptabilité de gestion
- une connaissance de l'anglais.

Envoyer CV + photo et prétentions à BISCUITS BELIN - Service Emploi Formation, Courriel d'Entreprise 1113 - 91015 EVRY (sous référence 401)

Black & Decker
N° 1 MONDIAL DE L'OUTILLAGE ELECTROPORTATIF
recherche dans le cadre de l'expansion de son Bureau Européen implanté dans la région Lyonnaise

ingénieur électronique

Il sera chargé de la conception de systèmes électroniques et de la réalisation de prototypes. Ces systèmes sont destinés à des applications industrielles de grande série.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une école d'ingénieurs en électronique, justifiant d'une première expérience dans un domaine similaire.

La pratique de la langue anglaise est indispensable.

L'expansion de la société offre de réelles perspectives de carrière.

Ecrire avec CV + prétentions à l'attention de C. NICOLAZZI - BLACK & DECKER Services du Personnel - B.P. 417 69218 LYON cedex 01

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE D'IMPORTANCE NATIONALE
recherche pour

LILLE

cadre comptable

DECS ou équivalent

Il devra coordonner le travail d'une équipe de comptables, contrôler les déclarations fiscales, recevoir les Commissaires aux Comptes.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 5621 à :

Q7 organisation et publicité
2, rue Marnand 75001 PARIS (01) 47 84 11 14

Filiale d'un groupe industriel fortement implanté en ALSAZIE recherche pour

Bordeaux

RESPONSABLE

Capable d'assurer le regroupement et l'animation de ses activités de montage, mise en route d'usine clés en main et entretien de matériel sur site et en nos ateliers.

Profil souhaité :

- Ingénieur Arts et Métiers.
- 10 ans d'expérience chantiers.
- Connaissance de la langue anglaise.
- Connaissance du montage inox et robotique industrielle.

Déplacements courts durée.

POSTE ÉVOLUTIF VERS DIRECTION GÉNÉRALE.

Envoyer curriculum vitae + photo + prétentions à REGIE-PRESSE, n° T. 018.183 M., 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Société Nationale Elf Aquitaine
(PRODUCTION)
recherche pour

SERVICE INFORMATIQUE A PARIS

DEUX ANALYSTES-PROGRAMMEURS

APPLICATIONS DE GESTION

- Dérogés des obligations militaires
- D.U.P. Informatique ou niveau équivalent
- Connaissance petite système - GAF II
- Anglais lu et parlé.

Voyages à l'étranger fréquents. Expatriation ultérieure possible.

Ecrire avec C.V. et photo sous le n° 45.201 à : S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement, 26, avenue des Lilas (Tour 12-94) - 93000 PARIS.

Schlumberger recherche de Jeunes Ingénieurs dynamiques et ambitieux pour une vie à l'étranger

Les ingénieurs Schlumberger réalisent des mesures géophysiques dans les sondages pétroliers. Ces mesures indispensables à la recherche du pétrole et du gaz, font appel à des techniques avancées.

Vous êtes : jeune ingénieur diplômé d'une grande école (Centrale, Arts & Métiers, Supélec...) - dérogé des obligations militaires - âgé de moins de 28 ans - vous avez de bonnes notions d'anglais.

Nous vous proposons de participer activement à la découverte, à l'évaluation et à la production des réservoirs naturels d'hydrocarbures. Pendant les 8 premiers mois vous recevrez, dans nos centres d'entraînement puis sur le terrain, une formation théorique et pratique intensive. Après cette formation initiale vous serez confier une équipe ainsi qu'une unité-laboratoire Schlumberger.

Nous vous intégrerons dans un plan de développement qui débouchera sur des postes offrant de larges initiatives et des responsabilités importantes.

Vous serez appelé à exercer votre activité de l'antique norvégien aux jungles de Bornéo, des déserts arabes à la Mer du Nord. Nous préférons, au départ, des candidats célibataires. Après les 15 premiers mois, nous offrons aux ingénieurs mariés toutes les conditions nécessaires à une vie de famille.

Nous recherchons de jeunes ingénieurs ayant une forte personnalité, le goût d'une vie active et des contacts humains.

Ils viendront d'insérer dans une Société pour qui les mois promotion interne, responsabilité, équipe, efficacité ont un sens et où la rémunération et les avantages sont importants. Au début les salaires se situent entre 8.500 et 14.000 FF par mois, selon l'affectation géographique.

Adresser demande de candidature, C.V. et photo à ST Schlumberger, Département Recrutement, 42, rue St-Dominique 75007 Paris.

Schlumberger

CONF. REG. DES METIERS DE HAUTE-NORMANDIE
cherche

AGENT DE DÉVELOPPEMENT

pour le Parc Naturel Régional de BROTONNE

Formation, visites d'entreprises, animation économique, gestion.

PROFIL : initiative, sens des contacts en milieu rural, expérience souhaitée en formation et gestion.

Rémun. : 60.000 F. sortis stage formation complet.

C.V. manuscrit détaillé : Maison du Parc 2, Rond Point Maréchal 76100 LE TRAIT

CABINET IMMOBILIER
recherche
Démarcheur-négociateur qualifié.

Adresser C.V. et photo, Cab. GRUAT, 20, Beaurepaire 49400 SAUMUR

BANQUE DE SUD-EST
recherche
pour postes de direction, d'un point de vue, ou de second d'agence importante, personne ayant expérience bancaire.

Ecr. n° 733, « le Monde », Pub. S. r. l. italienne, 75247 Paris C. 07

BANQUE REGIONALE DE L'EST
recherche
RESPONSABLE SERVICE TITRES du Siège Social

- Diriger et animer une petite équipe.
- Connaissance de l'information financière.
- Bonne expérience technique indispensable.

Ecr. C.V. avec photo et réf. Ecr. n° 733, « le Monde », Pub. S. r. l. italienne, 75247 Paris C. 07

Siège social, privé faisant fonction du public, 800 lits, ville de l'Inde, recherche pour gestion et comptabilité matière, jeune diplômé ESCAP, Institut d'administration, Ecole Hôtelière ou Maîtrise Sciences Eco. 25 ans promotion rapide, si capable faire offre HAVAS, n° 12.223, B.P. 32 - 11001 Carcassonne.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE DU CENTRE
recherche

CHEF DE COMPTABILITÉ

DECS ou Certificat Comptable du DECS apprécié, ayant expérience informatique et Gestion financière.

Poste à responsabilité pour diriger service comptable 10 pers. Ecrire au journal qui transmettra C.V. et photo.

Ecr. n° 731, « le Monde », Pub. S. r. l. italienne, 75247 Paris C. 07

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE
recherche pour son Service Informatique à St Quentin en Yvelines (78) (ISM 370/158 sous OS/VS1)

INGENIEUR INFORMATICIEN APL

Réf. SQ 22

pour concevoir et réaliser des logiciels sur ordinateur de grande puissance.

- Cas applications principalement orientées utilisateurs s'inscrivant dans un système d'information d'aide à la décision.
- Diplôme Grande Ecole à ans min. d'expérience en APL.
- Des connaissances en gestion seront appréciées.

INGENIEUR SYSTEME

Réf. SQ 23

Pour mettre en œuvre VS-APL sous VS-PC, assurer le suivi et l'évolution du système à définir des outils de mesure et de gestion.

- Expérience 3 ans min. comme ingénieur système.
- Bonne connaissance OS/VS1 si possible MVS.
- Connaissance APL souhaitée.

Adresser photo, CV, lettre et prêt. joint à C.N.C.A. Recrutement Carrières - cedex 28 - 75550 Paris Cedex 12.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Ingénieur spécialiste

Futur Directeur Service

centor

THOMSON-CSF

UN INGENIEUR CHEF DE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 1/2
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	59,98
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITALS	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	La ligne 1/2	La ligne
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS
DE TAILLE MOYENNE
C.A. 30 millions
implantée dans la banlieue Est de Paris
Notre dimension actuelle nous amène à structurer la fonction administrative et financière.

A CET EFFET NOUS CRÉONS LE POSTE DE

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

(Rémunération : 120.000 F +)

qui dépendra directement du P.-D.G.

Il sera responsable du contrôle de gestion et de la comptabilité analytique.
Il assurera les relations avec les banques et les compagnies d'assurances.
Il sera chargé du bon fonctionnement de l'informatique.
Il devra plus généralement encadrer les 7 personnes du service administratif.

Le candidat retenu aura au moins 30 ans et au moins 5 ans d'expérience dans un poste semblable acquis au sein d'une société exerçant des activités dans le secteur bâtiment et travaux publics.

Envoyer curriculum vitae manuscrit à REJOIE-PRESSE, n° 7 018.186, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

MSL International

73, boulevard Haussmann 75008 PARIS - Tél. (1) 266.04.93
94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33

Directeur Filiale

Composants passifs

Paris

Un groupe international, spécialisé dans la fabrication et la vente de composants électroniques passifs, recherche le directeur de sa filiale française. Responsable du développement, il établira et maintiendra les contacts avec la clientèle actuelle et potentielle, appliquera la politique définie avec le président et sera responsable de toute la gestion de la filiale. Agé d'au moins 30 ans, ingénieur de préférence, le candidat retenu aura obligatoirement une expérience de plusieurs années de la commercialisation de composants passifs grand public et aura une certaine expérience de la gestion d'une petite entreprise. Le poste implique des déplacements, beaucoup d'initiative et de responsabilités. Ecrire à B. Mangou - Réf. M 2313 (Paris).

Directeur développement Publicité

Paris

Une agence de publicité française encore toute jeune (moins de 15 ans), mais déjà très performante (dans les 50 premières), totalement indépendante et en progression régulière, désire intégrer un homme ou une femme à sa direction en tant que responsable du développement. Agissant avec autonomie, il (elle) recherchera de nouveaux clients, contactera les annonceurs, détectera les décisions, suscitera leur intérêt et les persuadera d'apporter leurs budgets à l'agence. Ce poste sera confié à un homme ou une femme de contact, âgé de 30 ans minimum et pratiquant l'anglais, sachant convaincre, à la fois vendeur et conseiller, habitué à se prendre en charge d'une façon indépendante tout en faisant partie d'une équipe. La rémunération sera constituée d'un fixe très motivant, dès le départ, auquel s'ajoutera un intéressement au chiffre d'affaires généré par les clients amenés. A court-moyen terme, une prise de participation au capital est prévue. Ecrire à B. Mangou - Réf. M 2312 (Paris).

Discretion totale assurée

Senior consultant

160/180.000 F

HF

Paris

Un des tous premiers cabinets internationaux de conseil en management, implanté dans plus de 20 pays, recherche un consultant senior pour sa filiale française. Intégré à une équipe de spécialistes hautement qualifiés, ce consultant agira particulièrement dans le domaine de l'analyse, de la description et de l'évaluation des postes afin de mettre en œuvre une politique de rémunération cohérente, sophistiquée et s'intégrant au problème général de management des entreprises. Le candidat retenu (homme ou femme), âgé d'au moins 32 ans, aura une formation supérieure (scientifique ou économique), pratiquera couramment l'anglais, fera preuve d'une grande rigueur intellectuelle et d'un esprit de développement commercial adapté au plus haut niveau de la direction des sociétés. Une expérience d'au moins 5 ans des problèmes de gestion du personnel, de l'évaluation des postes et des systèmes de compensation, acquise dans l'industrie ou dans un cabinet conseil international, est indispensable. A la rémunération envisagée s'ajouteront des avantages sociaux et un bonus personnalisé. Ecrire à B. Mangou - Réf. M 2311 (Paris).

Directeur des ventes

Estampage - Emboutissage Paris Banlieue

En tant que filiale française d'une entreprise allemande de notoriété internationale nous sommes connus pour la qualité et la précision de nos pièces estampées, moulées et embouties destinées à l'industrie (automobile, électroménager, conditionnement). Pour faire face à notre expansion dans les années 80, nous recherchons notre directeur des ventes. Pour pouvoir assumer avec succès cette fonction, vous devez avoir une formation commerciale, des connaissances techniques et une expérience de direction d'entreprise moyenne de forme sans enlèvement de copeaux. Vous êtes un homme de marketing, un organisateur, un spécialiste en matière de prix, capable de définir des stratégies mais aussi de les mettre en œuvre. Négociateur, ayant le sens de la technique et de la disponibilité, vous êtes un interlocuteur compétent par vos connaissances professionnelles et votre personnalité. Vous êtes français ou allemand connaissant bien le contexte économique français et naturellement vous parlez ces deux langues.

Veuillez adresser votre dossier de candidature en allemand sous la référence M 022014 à Dr. H.H. GEISSLER, MSL DEUTSCHLAND GmbH Pempelfortstrasse 47, D-4000 DUSSELDORF qui vous garantira la plus absolue discrétion.

Ingénieur spécialiste soudage

Notre entreprise conçoit et réalise des équipements de haute technologie, utilisés dans l'exploitation spatiale.

Nous recrutons, pour le service "Méthodes" un Ingénieur diplômé des Arts et Métiers ou équivalent, ayant une spécialisation théorique et pratique en soudage arc sous argon, par faisceau d'électrons et en brasage sous vide. Une expérience de 5 à 7 années dans ce domaine nous paraît indispensable.

Il se verra confier le traitement complet de problèmes spécifiques de fabrication, impliquant diverses techniques de soudure, d'usinage ou de rectification.

Ces responsabilités couvrent les relations avec les responsables de la conception des matériels, l'étude et la réalisation d'opérations de faisabilité, enfin la définition des méthodes et le suivi des réalisations.

Lieu de travail : agréable ville à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Paris.

Candidatures et C.V. sont à adresser sous la référence 189/47647 à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Futur Directeur Service Juridique et Personnel

Groupe de Presse et d'Édition produisant et commercialisant dans le monde entier des périodiques et des livres (effectif : 150 personnes) souhaite confier à un(e) CADRE EXPERIMENTE(E) les responsabilités des affaires juridiques de la gestion et de l'administration du personnel. De formation supérieure juridique, âgé(e) d'environ 40 ans, il (elle) aura acquis une expérience confirmée dans une fonction similaire en France. Merci d'adresser votre candidature sous référence 80602 M à François CORNEVIN qui traitera confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier 75009 - PARIS

UNIVERSITY COMPUTING COMPANY

RECHERCHE POUR SON BUREAU DE PARIS

UN INGENIEUR D'APPLICATION

afin d'assurer le support technique de logiciels électroniques (base, etc.).

Cette personne devra posséder les qualifications suivantes :

- Anglais courant.
- Parfaite connaissance de l'électronique digitale.
- Une bonne expérience de l'ATE.
- Si possible une connaissance de l'informatique.
- Libre voyageur : (France, Belgique, Hollande).
- Age minimum : 28 ans.

Envoyer C.V., photo, prétentions à : JEAN-FRANÇOIS MOULLEAU, U.C.C. France, 148, boulevard Malesherbes, 75013 Paris.

Filiale française d'un important Groupe américain, basée près VERSAILLES,

recherche pour son service INFORMATIQUE

Programmeur

C'est un homme jeune, de bonne formation, type D.U.T., avec une petite expérience souhaitée.

Il lui faudra :

- connaître le langage RPG.2 (IBM 34),
- parler couramment l'anglais.

Si vous pensez correspondre à ce profil, merci d'envoyer C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 3 507 à

MEIA BI
3, Bd des Laitons, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

Société Gestion d'Immeubles

recherche

Contrôleur de Gestion

chargé notamment des contrôles budgétaires au niveau société.
Cadre, 30 ans minimum. Formation supérieure scientifique, 4 à 5 ans d'expérience en entreprise comme opérationnel souhaités.

Poste intéressant et d'avenir.

Adresser lettre candidature, C.V., photo et prétentions sous réf. 4482 à L.T.P., 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 qui transmettra

Adjoint au Directeur Relations Humaines

170 000 F +

Après des études universitaires (juridiques de préférence) vous avez orienté votre carrière vers la fonction "personnel" de l'entreprise. Agé(e) d'au moins 33 ans, votre carrière est en pleine évolution et vos responsabilités englobent une approche actuelle et approfondie des Relations Humaines. Vous participez à la conception d'une politique de personnel dont vous assurez l'application en liaison fonctionnelle avec les responsables opérationnels de votre entreprise. Votre souci majeur est de maintenir un climat favorable à l'épanouissement des hommes et à leur adaptation aux fonctions qu'ils assurent.

Vous avez une certaine pratique des négociations avec les partenaires sociaux ; nous vous proposons de continuer l'évolution de votre carrière dans notre entreprise.

Nous sommes une société française à vocation internationale, leader dans sa branche (plus de 5000 personnes).

Notre politique décentralisatrice vous permettra de mettre à contribution vos capacités et de faire passer vos idées dans les faits.

Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle à Madame LIPSYC sous la référence 002136 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTIC

BKC

Filiale d'un grand groupe français d'ingénierie

recherche

jeunes ingénieurs

spécialisation indifférente

pour devenir informaticiens. Une formation sera assurée pendant plusieurs mois, suivie d'un premier projet d'un an sur des problèmes de réseaux d'ordinateurs. Ce poste demande une complète mobilité en France pendant la première année. Anglais apprécié.

Date d'entrée : 3 mars 1980.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous réf. M 1302 (mentionnée sur l'enveloppe) à M. REID qui transmettra toutes les candidatures.

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIERES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

ou téléphoner jeudi 14 au vend. 15 au 778.41.00, p. 41.12

THOMSON-CSF TELEPHONE

recherche pour ses SERVICES TECHNIQUES

UN INGENIEUR CHEF DE GROUPE

MISSION :
Il mènera des essais de gros systèmes temps réel : intégration progressive des divers sous-ensembles, test du logiciel, mise en fonctionnement du matériel.

Il encadrera une équipe de plusieurs ingénieurs.
Cette activité se déroulera en maquette et sur site.
Des déplacements à l'étranger sont à envisager.

PROFIL :
Ce poste conviendrait à un ingénieur issu de l'ENST, ESE ou équivalent, ayant acquis une première expérience temps réel, capable de vues synthétiques, et manifestant des qualités d'intuition et de réalisme.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à P.M. DUGAS
THOMSON CSF TELEPHONE, 46, Quai Le Gallo 92103 BOULOGNE
sous référence CF3/80.

Le président Carter veut lancer un important programme de stockage des déchets nucléaires aux États-Unis

En fait, pour rester fidèle à sa

MICHEL TATU.

On prête enfin à l'Iran l'intention d'appliquer « *prochaine* » une double tarification du pétrole brut, l'une pour les pays riches et l'autre à l'usage des pays pauvres. Cette possibilité évoquée par M. Bani Sadr il y a quelques mois, avait été imaginée par le colonel Khatami au début des années 70 et le commissaire Grandy y avait elle aussi réfléchi. Mais jusqu'à présent, cependant, on n'a jamais été à bout de l'idée, même parce que l'usage trop favorable au développement d'un marché noir international de pétrole.

Aucune date n'a été fixée pour la reprise du projet « différé ». Dans le même temps, le premier fabricant français de vêtements masculins va implanter à Hanoï une usine de chemises faisant travailler quatre cents personnes (*le Monde* du 31 janvier). Il ne s'agit pas, il est vrai, d'une unité de fabrication de prêt-à-porter. Peut-on, cependant, faire un rapprochement entre ces deux décisions ? M. Bidermann est catégorique : « Il n'y a aucun rapport. » — M. C.

ding constituant un vaste conglomérat industriel et minier sud-africain, en acquérant 25 % de son capital.

Ainsi donc, le voile est levé sur le mystérieux investisseur qui, depuis le début du programme, a acheté réguliers d'actions Consolidated Goldfields au point d'en faire plus que doubler le prix au London Stock Exchange en moins de cinq mois. Cette prise de participation dans le capital de la firme a été faite dans le cadre d'un prêt d'un milliard à 150 millions de livres (1,41 milliard de francs), va donner au nouveau groupe ainsi constitué un poids considérable puisque ensemble l'Anglo American et la Consolidated Goldfields assurent 43 % de la production occidentale d'or. Les dirigeants de l'Anglo American ont précisé toutefois qu'ils n'avaient aucune intention de s'occuper de la gestion de leurs mines dans le cadre du capital du complément et n'interviendront pas sa gestion.

Dans les milieux boursiers londoniens on estime que M. Harry Hoppenheimer, président de l'Anglo American et de la De Beers, a voulu prendre de vitesse d'autres groupes sud-africains, eux aussi, intéressés par une telle acquisition, notamment le groupe General Mining-Federal Myntbon, grand rival de l'Anglo American.

Le groupe Goldfields emploie 97 500 personnes dans le monde entier. Son actif atteignait, au 30 juin 1979, 450,4 millions de livres, dont 60 % environ sont investies en or, pour une notation, une participation de 46 % dans la Goldfields of South Africa, le deuxième plus important groupe aurifère du monde ainsi que des intérêts dans les mines d'or au Mexique et en Nouvelle-Zélande, East Driefontein et Dornfontein et dans des mines d'or au Mexique et en Nouvelle-Guinée.

Le groupe centromexicain, en outre, le fabricant de machines de matériaux de construction Amey Roadstone et il vient d'investir 37 millions de livres dans le capital de 37 millions de dollars de la firme américaine de pétrole et de produits chimiques Amey Chemicals pour les industries pétrolières. Son chiffre d'affaires est voisin de 9 milliards de francs. L'Anglo American, est par ailleurs le plus important groupe minier du monde. Elle possède des intérêts dans des entreprises productrices d'or, d'uranium, de diamants, de cuivre, de zinc, de nickel, de manganèse, de plomb, de bauxite, de charbon, de pétrole, de gypse, de phosphates, de prospectation, de finance et d'investissement et détient 26,7 % du capital de Beers. Sa filiale, l'Anglo American of Canada, est le plus important groupe minier du monde, vient d'annoncer un vaste projet d'expansion portant sur 715 millions de rands (34 milliards de francs) et prévoit de lui rapporter annuellement près d'un milliard de francs.

Ecrire à n° 10184 LE MONDE Publicité, qui transmettra.

Bureau des Marchés - EL-JADIDA

VISITE DES LIEUX :
La visite des lieux est obligatoire : les concurrents s'adresseront à cet effet à l'Adjoint au Chef du Service de l'Équipement de l'O.R.M.V.A.D. à El-Jidida.

Le dossier d'appel d'offres est à retirer auprès de l'O.R.M.V.A.D. à El-Jidida contre versement de la somme de 300,00 Dhs (TROIS CENTS DIRMAMS) à payer en chèque barré au nom de Monsieur l'Agent Comptable de l'O.R.M.V.A.D.

Après avoir analysé ces résultats, l'administration des P.T.T. a décidé d'utiliser, sur une plus grande échelle, ce nouveau procédé technique. Dans un premier temps, 450 fourgonnettes postales vont être progressivement mises en service dès avril prochain. Six régions pilotes ont été retenues par la poste pour l'utilisation de ces véhicules : Lille, Lyon, Nantes, Marseille, Toulouse et Île-de-France.

février 1980 - avril 1981

Le cadre éducatif doit être décloisonné, à la fois technique et universitaire, gestionnaire et négociateur.

Tel est le but de ce programme qui se distingue ainsi des formations traditionnelles à la gestion. Par sa pédagogie et son organisation, il est à la fois :

- une préparation à la prise des décisions, à la maîtrise du changement;
- un programme intensif d'insertion professionnelle. Organisé en alternance, en liaison étroite avec les entreprises et les milieux professionnels, ce programme intensif dure 200 heures (200 en entreprise) et est concentré dans le temps : 15 mois.
- Il constitue un cheminement original facilitant l'insertion dans des postes précis et réclame un effort soutenu des participants.

25, rue François-I^{er}, 75008 Paris
établissement privé d'enseignement supérieur

**RECUTEMENT
IMMEDIAT**

CONJONCTURE

La crise n'est pas ce que l'on croit

(Suite de la première page.)

Le redressement de la compétitivité ne peut donc avoir pour l'instant qu'un avantage : permettre l'accroissement des exportations au niveau nécessaire pour assurer l'approvisionnement en énergie et matières premières.

Mais on ne peut en attendre une reconstitution du potentiel productif assurant un régime de progression, comme le démontre une constatation d'importance déterminante : malgré une politique de reconstitution des profits ayant rétabli l'équilibre financier des entreprises, le redressement des investissements privés ne se manifeste toujours pas et, en dépit du rétablissement de la liberté des prix industriels et de la modération des salaires, le fléchissement du taux de croissance n'est pas inversé.

On est ainsi conduit à s'interroger sur l'interprétation accordant la priorité aux contraintes extérieures et privilégiant, de ce fait, une recherche continue et non différenciée de la productivité à finalité compétitive sur les marchés étrangers. Nul ne conteste les bienfaits de l'élévation de la productivité ni l'importance de la compétitivité ; mais il faut également poser la question de nos difficultés internes et en particulier celles résultant de la concurrence souvent victorieuse que nos partenaires exercent sur notre marché national.

Ceci aboutit à se demander si les contraintes internes n'ont pas leur origine dans une crise d'orientation et d'efficacité de nos investissements guidés par une conception productiviste mal élaborée.

On fait alors une constatation essentielle : la croissance de la période antérieure nous a transmis deux handicaps : elle n'a pas dénoué la crise de compétitivité de l'économie française, elle a compromis son essor interne de longue période en bouleversant les conditions futures de l'investissement. Pour établir le rapport entre contraintes extérieures et intérieures, on doit, au moins à titre d'hypothèse, renverser la position de base : c'est la situation interne qui commande la position internationale de l'économie française et non l'inverse.

S'il en est bien ainsi, on est conduit à une analyse différente : si nous sommes effectivement condamnés à une croissance soignée, il faut dresser le bilan des séquelles léguées par la croissance intempérante des années 60. Son héritage est lourd de conséquences : il conditionne les investissements d'aujourd'hui et donc l'emploi, les prix et la stagnation ou l'expansion de demain.

En effet, la croissance française est partie à la recherche d'une position compétitive en vertu d'une croyance érigée en dogme : l'appareil productif devait être modernisé par substitution du capital au travail, afin d'accroître l'efficacité de l'effort productif et d'abaisser les coûts par réduction des charges salariales. Mais, on ne prit aucune mesure pour atténuer les deux conséquences d'une accumulation élevant le rapport capital-travail : la réduction du volume global de l'emploi résultant de la substitution de la machine à la main-d'œuvre et la modification de la structure des coûts résultant de la substitution des charges du capital aux charges salariales. Le premier effet annonçait le chômage, le second, par un surprenant paradoxe, sur lequel on s'expliquera, préparait l'inflation et, malgré la hausse des prix, la baisse de la rentabilité. Faute de tenir compte de ces conséquences, qui portent en germe la situation actuelle, la solution qu'on présente aujourd'hui, comme indispensable et unique, consiste à se tourner vers le diagnostic monétariste et cambialiste traditionnel, qui nous fait remonter à 1952 et 1953, c'est-à-dire, à une période de sobriété antérieure au marché commun concurrentiel. C'est ainsi qu'on a été conduit à penser que la crise de compétitivité de l'économie française ne pouvait être due qu'à une trop forte montée des rémunérations salariales, conduisant à la hausse des prix et à la surconsommation.

D'où l'importance attachée aux « grands équilibres » : balance extérieure, masse monétaire, prix et change, budget, par lesquels ce

l'équipement usagé ou obsolète. Et cette dépense future sera supérieure, comme nous le montrerons plus loin, à celle que provoque l'investissement initial. De telle sorte que lorsqu'on investit, aujourd'hui, pour accroître la capacité et la productivité de l'équipement de demain, on accroît les charges de capital pour après-demain. C'est ce problème que la croissance intempérante a mal résolu.

Une position insuffisante

concrétise la stabilité des communications entre marché extérieur et marché intérieur, et qui doivent permettre de connecter, sur l'activité internationale, la relance de l'économie française. Position qui n'est pas inopportune, mais insuffisante, parce qu'elle conduit à une vue incomplète de la situation et à des mesures partielles.

En effet, quelques remarques s'imposent :

— Ces « grands équilibres » sont fragiles et peuvent difficilement absorber les chocs monétaires et pétroliers qui, chaque fois, risquent de remettre tout en cause, parce que la totalité des mesures adoptées n'embrasse pas la totalité de la situation ;

— L'équilibre de l'emploi n'est pas rangé parmi les équilibres prioritaires ; le « marché du travail » est considéré par tout monétarisme — qu'il soit traditionnel ou moderne — comme un des lieux où s'enregistrent, par voie de conséquence, des ajustements tenus pour secondaires ;

— Le cadre institutionnel de la concurrence — mais de quelle concurrence ? — une fois recréé, les prix libérés et la liaison établie entre stabilité du pouvoir d'achat et reconstitution des profits, on espère que l'investissement reprendra de lui-même pour répondre aux sollicitations de la demande extérieure ; on attend donc du fonctionnement des marchés extérieurs et intérieurs la relance naturelle de l'activité.

Cette position repose sur une logique des mécanismes. C'est dire que nous serions encore dans une économie des automatismes, et

non dans une économie des pouvoirs et que ce sont les seuls automatismes de marché qui régulent, équilibrent et stimulent l'économie.

S'étant ainsi orienté, on ne dispose pas des moyens nécessaires pour dégager les données du problème, lequel n'est pas seulement celui d'une crise monétaire, financière et commerciale. Si préoccupe qu'elle apparaisse, celle-ci n'est que l'épiphénomène de la crise de la croissance intempérante et productiviste qui a bouleversé la relation déjà citée, entre dépense d'investissement et dépense de consommation, et donc entre produit brut et revenu net. La crise n'est pas fonctionnelle, elle est organique.

Car le déséquilibre fondamental de l'économie française réside en ce que, lorsque le produit national brut augmente, le revenu net disponible augmente, mais d'un montant moindre.

Or c'est le revenu disponible qui, bien plus que les exportations et la monnaie, gouverne l'investissement, l'emploi et la consommation. C'est ce dont il faut débattre.

ALAIN BARRÈRE.

Prochain article :

SURINVESTISSEMENT ET SOUS-EMPLOI

FORTE HAUSSE DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

Le prix moyen des matières premières importées par la France a augmenté de 5,5 % en janvier par rapport à décembre. En un an — janvier 1980 comparé à janvier 1979 — la hausse est de 21,7 %.

Le prix des matières premières alimentaires a baissé de 6,9 % en janvier et de 12,5 % en un an. Cette baisse est notamment le fait du café dont les cours ont baissé de 20 % entre la mi-décembre et fin janvier.

Le prix des matières premières industrielles a fortement augmenté en janvier : + 21,1 % par rapport à décembre. En un an la hausse est de 61 %. La flambée, qui a commencé en août 1979, se prolonge donc, notamment sur le caoutchouc, le cuivre, l'étain. Une certaine détente s'est pourtant amorcée sur l'argent.

« Chacun peut apprendre quelque chose du plan Barre », écrit le Wall Street Journal du 12 février en conclusion d'un éditorial intitulé « Le modèle français ». « La France a commencé à obtenir le genre de résultats économiques dont l'économie des États-Unis a rudement besoin. Le crédit doit en être attribué au plan Barre pour une importante part. »

CRÉATION D'ENTREPRISES
LANCÉMENT D'ACTIVITÉS

CONSULTEZ UNE ÉQUIPE
DE SPÉCIALISTES

CIFAMS - 723.72.24

Le gaspillage de l'investissement

Au risque de surprendre et de scandaliser, je dirai que, sous l'effet d'une pratique purement quantitative, l'intempérance a régné, certes, dans une forte consommation, mais plus encore dans le gaspillage de l'investissement. Plus préoccupés de son volume que de son orientation, nous avons investi comme si l'élévation de la productivité devait résulter de la création d'une masse non différenciée d'équipements, créée au gré des facilités de crédit ou d'autofinancement, alors qu'il fallait sélectionner les branches et les secteurs selon les promesses d'expansion propres à chacun. Ainsi, des équipements se sont-ils révélés excédentaires et non compétitifs, parce que la pénurie

poursuite de leur rentabilité exigeait des prix excessifs. Or, on ne peut investir pour le plaisir : l'investissement additionnel, qu'il soit de capacité ou de productivité, est fonction de l'extension des besoins à satisfaire par la production interne et par les exportations nécessaires et possibles.

Le principe directeur, en cette matière, est qu'il existe, dans toute économie nationale, une proportion optimale entre la dépense d'investissement et la dépense de consommation, de laquelle dépend l'équilibre du financement et de l'emploi entre les deux secteurs des biens capitaux et des biens de consommation. On peut avan-

cer que cette proportion n'a pas été respectée, car, si on a beaucoup consommé, on a plus encore investi ; certaines estimations indiquent que le taux d'accumulation aurait été trois ou quatre fois plus fort que le taux de croissance du produit national, pour-tant fort élevé. Or, si l'investissement provoque une dépense actuelle, il « programme », en outre, une dépense future pour le moment où il faudra remplacer

EN AFFAIRES, POUR DOUBLER SON EFFICACITÉ, IL SUFFIT DE SAVOIR ÉCOUTER. VOUS AVEZ BIEN ENTENDU.

Aujourd'hui, la bonne marche des affaires est liée à la chaîne de la communication.

Et l'écoute en est certainement le maillon le plus faible. La plupart d'entre nous passent près de la moitié de leur vie professionnelle à écouter. A mal écouter. Les recherches montrent en effet que notre taux d'écoute efficace ne dépasse pas 25%.

Un pourcentage étonnamment bas, et extrêmement onéreux.

Les fautes d'inattention finissent par se chiffrer en millions de francs.

Il faut retaper les lettres, reprendre les rendez-vous, refaire les expéditions.

Et quand les collaborateurs de grandes sociétés communiquent mal, les coûts augmentent.

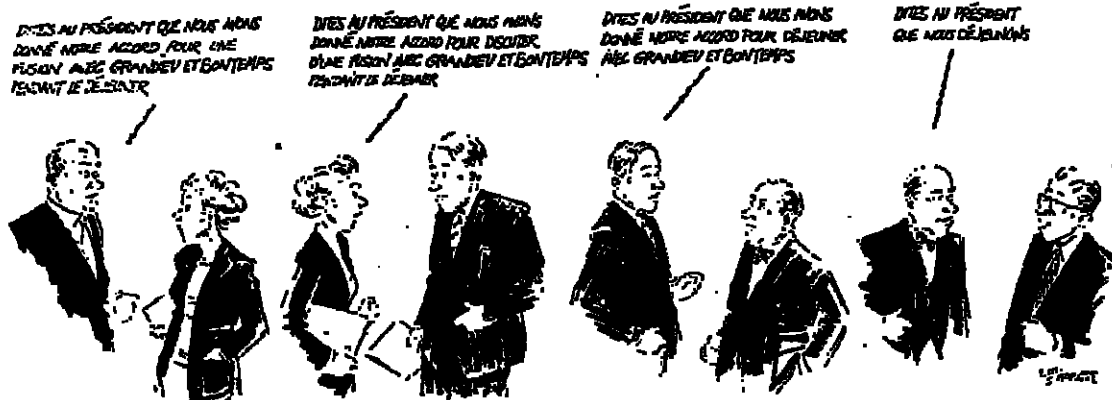
Les idées se transforment ou se déforment (jusqu'à 80%!) en passant les différents maillons de la chaîne de la communication.

Les employés se sentent de plus en plus éloignés les uns des autres, et finalement de leur direction.

Eh bien, chez Sperry, une des plus grandes Sociétés du monde, avec ses 88.000 employés et ses cinq divisions, nous ne pouvons nous permettre une mauvaise écoute.

Aussi avons-nous mis au point des programmes complets à l'usage de tout le personnel de Sperry dans le monde, commerciaux, ingénieurs et jusqu'au Président.

Ces programmes nous permettent de mieux nous écouter les uns les autres. Et lorsque vous traiterez avec Sperry Univac, ou toute autre division, vous vous apercevrez qu'ils nous permettent aussi de mieux vous écouter.



SPERRY

Pour nous, l'important est de savoir écouter.

Sperry comprend : les ordinateurs Sperry Univac, les machines agricoles Sperry New Holland, les équipements hydrauliques et pneumatiques Sperry Vickers, les systèmes de navigation et de contrôle Sperry et Sperry Flight Systems.

Écrivez à Sperry : Dept MD 13/2 98 Avenue de la République 92400 Courbevoie, pour recevoir notre "test d'écoute" qui vous distraira et vous surprendra.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

13 FÉVRIER

Reprise significative

Un mouvement de reprise assez significatif a été observé mercredi à la Bourse de Paris, où un repli technique avait été enregistré la veille.

Dès l'ouverture de la séance, les actions françaises ont montré de bonnes dispositions qui devaient d'ailleurs se confirmer par la suite. En progrès de 0,5 % au début de la séance, l'indicateur instantané a terminé à + 0,8 % environ.

Les pétroles, les établissements bancaires et une partie du matériel électrique et du bâtiment ont été les secteurs les plus favorisés du jour. De fait les meilleures performances ont été réalisées par la C.F.R. (+ 9 %), Labo. Bellon (+ 7,5 %), Dollfus Mieg (+ 6,5 %), Pétroles B.P. suvato de Bouyguès (+ 5 %), C.F.I. (+ 4 %), L.M.T. et la Cie Française des Pétroles (+ 3,5 %) dont on disait dans les troupes que le dividende allait être substantiellement augmenté.

Au chapitre des boisses, nettement moins fourni que celui des hausses, puisque l'on a relevé seulement une cinquantaine à terme (contre 120 hausses), seules celles de Sacylor (— 6 %, P.L.M. (— 5 %), Générale de Fonderie (— 5 %) et d'Ollida (— 2 %), méritent d'être signalées. Les deux emprunts indexés sur le métal jaune (7 % et 4 1/2 % 1973) ont également reculé en compagnie des mines d'or (Gold Fields — 6 %).

Il est vrai que, sur le marché de l'or, une pause internationale a été enregistrée. A Paris, le lingot a coté 90 000 F (contre 90 050 F), soit 583,20 dollars pour une once de 31,1 grammes, contre 695,50 dollars à Londres (contre 694,50 dollars la veille). Le napoléon a reperdu la totalité des gains acquis la veille, revenant de 705 F à 700,10 F. Volume des transactions visibles 15 millions de francs, contre 20 millions de francs.

LONDRES

LEGERE REPRIS

Encouragé par la fermeté de Wall Street, le marché, sans tenir compte du refus du personnel de British Leyland d'accepter les propositions salariales de la direction, se redresse sensiblement. Les industrielles progressent cependant modérément. Hausse des pétroles et de BP après la décision de la compagnie de relever le prix de son brut de mer du Nord. Avance des fonds d'Etat et des mines d'or.

Or (ouverture) (dollars) 695 50 contre 694 50

VALEURS	CLOTURE 12/2	COURS 13/2
Banque	127 ..	128 ...
Griffith Petroleum	400 ..	404 ...
Commodities	77 ..	78 ...
"De Beers	13 1/16	13 5/8
Imperial Chemical	365 ..	368 ...
Nio Tinto Zinc Cor	482 ..	485 ...
Shell	399 ..	394 ...
Wickes	136 ..	138 ...
War Loan 3 1/2 %	32 1/2	33 ..
West British	83 1/2	82 3/4
Western Rubbers	65 ..	65 1/2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ATELIERS DU NORD DE LA FRANCE (A.N.F.). — Le dividende global de l'exercice 1978-1979 a été fixé à 18 F. Une attribution d'une action gratuite pour sept anciennes sera proposée et le conseil sollicitera l'autorisation d'émettre éventuellement un emprunt en obligations convertibles dont les conditions seraient déterminées plus tard.

LOCAFRANCE. — Les résultats de 1979 seront en progression et permettront d'augmenter le dividende (19,50 F pour 1978).

L'AIR LIQUIDE. — Chiffre d'affaires hors taxes non consolidé de la société en 1979 : 2 806 millions de francs contre 2 425 millions.

THOMSON-BRANDT. — Chiffre d'affaires consolidé provisoire du groupe en 1979 : 29,51 milliards de francs contre 22,84 milliards en 1978 (+ 31 % ou + 19 % à structures comparables).

Taux du marché monétaire	
Effets privés	12 3,8 %

NEW YORK

Redemption: 461

Un redressement significatif, quoique partiel, s'est opéré mardi à Wall Street et, à l'issue d'une séance mouvementée, les principaux indices boursiers ont terminé en hausse. Les ventes d'actions étrangères ont coûté 58,5 millions, l'indice Dow Jones s'est établi en progrès de 8,32 points.

Cela étant, le nombre de bourses d'actions étrangères qui ont terminé en hausse (17), a été largement supérieur à celui des hausses (737), tandis que plus de quatre cents valeurs étrangères ont baissé.

Cette performance, en partie liée à l'amélioration des relations entre l'éthéma et Washington, est d'autant plus importante quelle s'est produite alors que les principaux investisseurs étrangers étaient mardi en raison de la commémoration du 100^e anniversaire de la signature de la déclaration d'indépendance des Etats-Unis.

VALEURS	COURS 11/2	COURS 12/2
Alcoa	87 1/8	86 1/2
A.T.T.	51 1/2	51 1/4
Boeing	63 1/2	64 1/8
Chase Manhattan Bank..	39 ...	38 7/8

De Pont de Nemours	28 5/8	29 1/2
DuPonts Kodak	48 7/8	49 7/8
Eastman	50 1/2	50 7/8
Ford	32 3/8	32 1/2
General Electric	54 1/8	54 3/8
General Motors	28 1/2	28 3/4
Goodyear	53	53
Goodyear	13 1/8	13
I. & M.	86 3/4	86 3/4
I. T. T.	78	78 1/8
International	49 3/4	49 3/4
Mobile Oil	63	64 1/4
Pfizer	26 1/8	26 5/8
Schulmberger	112 3/4	114 7/8
Tesaco	28	28
Union Carbide	28 1/8	28 7/8
Union Carbide	43 7/8	44 1/8
U. S. Steel	20 1/8	20 7/8
Westinghouse	24 5/8	25 1/8
Xerox	83 3/4	85 3/8

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1978)

Valeurs françaises ..	112	111,4
Valeurs étrangères ..	112,4	112,3

C^e DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)
Indice général 113,8 112,9

COURS DU POUVOIR : MATHÉMATIQUES

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	12/2	13 2
1 dollar (ex vms) ..	241 15	241 90

BOURSE DE PARIS - 13 FÉVRIER - COMPTANT[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible]

	Cours	Dernier		Cours	Dernier		Cours	Dernier
1			1			1		
2			2			2		
3			3			3		
4			4			4		
5			5			5		
6			6			6		
7			7			7		
8			8			8		
9			9			9		
10			10			10		
11			11			11		
12			12			12		
13			13			13		
14			14			14		
15			15			15		
16			16			16		
17			17			17		
18			18			18		
19			19			19		
20			20			20		
21			21			21		
22			22			22		
23			23			23		
24			24			24		
25			25			25		
26			26			26		
27			27			27		
28			28			28		
29			29			29		
30			30			30		
31			31			31		
32			32			32		
33			33			33		
34			34			34		
35			35			35		
36			36			36		
37			37			37		
38			38			38		
39			39			39		
40			40			40		
41			41			41		
42			42			42		
43			43			43		
44			44			44		
45			45			45		
46			46			46		
47			47			47		
48			48			48		
49			49			49		
50			50			50		
51			51			51		
52			52			52		
53			53			53		
54			54			54		
55			55			55		
56			56			56		
57			57			57		
58			58			58		
59			59			59		
60			60			60		
61			61			61		
62			62			62		
63			63			63		
64			64			64		
65			65			65		
66			66			66		
67								

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
précéd.	cours		précéd.	cours		précéd.	cours		précéd.	cours	
99% Paribas	25	25 70	Rafeta	22 90	22 20	S. Wagant...	172 50	---	SICAV		
Paris-Paris	108	108	Rider-Gangis	240	221	M.C.	357 18	355 58			
Paris-Paris	108	108	Pompet (ex. ext.)	100	100	S.F.P.-O.M. Paris	357 18	355 58	1 ^{re} catégorie [1811 11] [902 54]		
Paris-Paris	108	108	Rider-Gangis	240	221	S.F.P.-O.M. Paris	357 18	355 58			
Pharm. Indur.	183	184	Rider-Gangis	240	221	Sellier-Lafont	221	232 20	(1/2)		
Pharm. Indur.	183	184	Rider-Gangis	240	221	Sellier-Lafont	221	232 20			
Providence S.A.	235	337	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Providence S.A.	235	337	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Régie G.P.	188	188	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Actions		
Régie G.P.	188	188	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20	Obligations		
Sarta-Fo	327	328	Salm	78	78	Weterson S.A.	221	232 20			
Sarta-Fo	327										

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, le cotrait des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour

cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de Paris-étranger.

Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Composition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Composition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
181	31 40	79 40	225	Thomson-H.	228	235	230	230	216	Gen. Motors	321	223 90	223 90	228
182	201	208	225	Gen. (N.Y.)	208	242	242	18	216	General	48	95	95	47 10
183	185	50	225	U.S.	187	385	388	359	71	Barnes	85	95	95	85
184	114	115	176	U.S.A.	167	185	185	185	30	Wheat	22	46	24	24
185	114	115	176	U.S.A.	167	185	185	185	30	Wheat	22	46	24	24
186	114	115	176	U.S.A.	167	185	185	185	30	Wheat	22	46	24	24
187	127	127	143	U.S.A.	147	147	147	149	34	Imp. Can.	37	37	37	36 50
188	127	127	143	U.S.A.	147	147	147	149	34	Imp. Can.	37	37	37	36 50
189	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
190	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
191	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
192	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
193	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
194	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
195	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
196	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
197	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
198	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
199	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
200	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
201	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
202	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
203	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
204	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
205	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
206	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
207	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
208	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
209	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
210	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
211	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
212	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
213	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
214	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
215	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
216	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
217	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
218	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
219	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
220	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
221	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
222	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
223	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
224	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
225	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
226	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
227	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
228	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
229	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
230	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
231	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
232	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
233	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
234	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
235	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
236	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
237	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
238	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
239	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
240	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
241	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
242	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
243	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
244	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
245	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
246	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
247	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
248	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
249	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
250	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
251	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
252	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
253	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
254	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
255	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
256	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
257	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
258	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
259	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
260	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
261	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
262	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
263	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
264	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
265	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
266	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
267	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
268	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
269	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
270	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
271	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
272	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
273	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
274	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
275	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
276	247	245	245	U.S.A.	114	114	114	115	105	United	127	129	129	127 40
277														

